

Directeur : Jacques Fauvet

Algérie, 1,30 DA; Maroc, 2,30 dir.; Tunisie, 220 m.; Allemagne, 1,40 DM; Autriche, 14 sch.; Belgique, 20 fr.; Canada, 5, 10; Côte-d'Ivoire, 255 CFA; Danemark, 5 kr.; Espagne, 60 pes.; E.-R., 35 p.; Grèce, 40 dr.; Iran, 125 ris.; Irlande, 55 p.; Italie, 700 L.; Liban, 200 p.; Luxembourg, 20 f.; Norvège, 4 kr.; Pays-Bas, 1,50 fl.; Portugal, 40 esc.; Sénégal, 225 CFA; Suède, 3,75 kr.; Suisse, 1,20 fr.; E.-O., 95 cts.; Yougoslavie, 38 din.

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
C. C. P. 4297-23 PARIS
Télés Paris n° 658572
Tél. : 246-72-23

En fait, quelle que soit l'importance réelle des «complots» auquel il fait référence, M. Kanda a voulu rétablir son autorité au moment où elle est de plus en plus ébranlée. Il a donc choisi de prévenir plutôt que de guérir, méthode qui a fait ses preuves sur ce continent et étranger. Selon l'expression de son vicaire général, l'homme d'Etat sambien, au pouvoir depuis l'indépendance, en «profitera pour rendre un peu d'efficacité à une administration démolibisée» afin pour arrêter la désintégration de son pays qui occupe une position-clé en Afrique australe. Dans le cas contraire, le vide sambien ne manquerait pas de susciter des convoitises et des immixtions, y compris celles de l'Union soviétique, déjà fortement présente dans l'Angola voisin qui maintient à Lusaka sa représentation diplomatique la plus importante de la région.

(Lire notre dossier page 11.)

JEAN WETZ.
the page 39J

PATRICK JARREAU.
(Lire la suite page 10.)

BERNARD CHAPUIS.

ANDRÉ FERMIGIER.

(Lire la suite page 17.)

PLAN

Repenser sans renoncer

par PIERRE MASSÉ (*)

Le Conseil économique et social est en train d'examiner le projet de plan quinquennal, le huitième depuis la libération de la France. Pierre Massé montre dans son article comment la notion de plan a elle-même évolué depuis 1946, au fil des changements structurels et conjoncturels, et que ce plan, désormais, ne peut survivre qu'en s'adaptant. Ce n'est pas une raison suffisante pour se prêter à la dérobade que redoute François Simon, Antoine Laurent, quant à lui, relève les insuffisances d'un projet qui n'est, à ses yeux, qu'un « texte-pétition ».

Le Plan est né d'une ordonnance du 4 janvier 1946 du général de Gaulle, non pas pour reconstruire à l'identique la France frileuse d'entre les deux guerres, mais pour construire une France forte qui échapperait à la décadence par la modernisation. Jean Monnet a été l'homme de cette œuvre, à la tête d'une équipe peu nombreuse, mais pratiquant la concertation avec toutes les forces vives du pays.

Ainsi commença, par les activités de base placées en première ligne, la grande onde de croissance économique qui devait durer près de trente ans.

Pendant ses dernières années, la IV^e République subit, financièrement et diplomatiquement, le contrecoup de la guerre d'Algérie. Revenu au pouvoir, le général de Gaulle adhéra au Marché commun, démantela notre ligne Maginot douanière et contingentaire et ouvrit notre économie à la concurrence extérieure. Il put le faire grâce à un effort de redressement de grande envergure. Simultanément, le Plan retrouvait un second souffle en prenant le caractère d'« ardente obligation » (1).

Au total, la planification ne fut pas le *deus ex machina* que certains se plaisaient à voir en elle, mais, selon une opinion particulièrement qualifiée, « elle favorisa la croissance d'une manière diffuse, mais certaine » (2).

La France ne fut pas la « lanterne rouge » de l'expansion, non plus que la « province attardée », dénoncée par Sartre dans la préface à la réimpression d'« Aden-Afrique » de Paul Nizan. Il est reconnu aujourd'hui par l'opinion internationale (3) que, dans les dix années 1958-1968, la croissance économique française a été supérieure à la moyenne des autres pays du Marché commun, et que notre pays a commencé à s'affirmer comme une puissance industrielle importante.

Les événements du printemps 1969 ont entraîné, dans le sillage de Grenelle, un fort déséquilibre, résorbé l'année suivante par la conjonction d'une hausse

des prix d'un freinage sévère des investissements publics, d'une dévaluation réussie (4) et de mesures d'accompagnement judiciaires.

Plus profondément, 1968 a été le signe d'un ébranlement des esprits, dont les premières conséquences ont été l'échec du référendum et le départ du général de Gaulle en avril 1969. Ayant pris conscience de sa fragilité, notre société s'est mise à la recherche, combien confuse et tâtonnante, de mots d'ordre nouveaux. Si la question n'était pas aussi grave, que d'ironies de l'histoire seraient à relever ! La dénonciation de la société de consommation aboutissant à la renouveau des équipements collectifs, programmés par le V^e Plan, l'ambiguïté de mouvements écologiques luttant contre les excès de la civilisation industrielle, mais rappelant parfois la voix chevrotante qui murmurait à Vichy : « La terre, elle ne ment pas » ! Il est remarquable cependant, que si les conséquences de 1968 et la décision d'inconvertibilité du dollar en 1971 accélèrent l'innovation, elles n'arrêtent pas la croissance.

Tout autre va être, à la fin de 1973, le choc pétrolier, accompagné d'importations accrues des pays nouvellement industrialisés (...). Le drame politique que furent la maladie et la mort du président Pompidou éclipsa l'avertissement. Mais il y eut plus qu'une coïncidence malheureuse. La ponction pétrolière est un impact sur le revenu des Français. Mais, dès lors que les revenus sont en cause, se manifeste une sensibilité particulière, une sorte de réaction de rejet comme celle opposée en 1965 à une proposition modeste de politique des revenus.

En 1974-1975, chaque catégorie essaya de reporter la charge sur les autres. Le résultat, de ce jeu d'achat des salaires magrément, et les profits perdirent. On assista alors au fonctionnement inversé du mécanisme qui porte le nom du

chancelier Helmut Schmidt : « Les profits d'aujourd'hui font les investissements de demain et les emplois d'après-demain ».

Au départ des études du VII^e Plan, la commission « croissance, emploi, financement » avait fait, pour l'environnement international de la France, deux hypothèses non pas extrêmes mais fortement contrastées. (...) L'une d'une certaine harmonie rendue à la situation internationale, l'autre d'une persistance des causes de la dégradation actuelle. L'hypothèse pessimiste ramènerait, sans une politique correctrice, le taux de croissance au-dessous de 4 % et élèverait à des chiffres inacceptables le nombre des demandeurs d'emploi et le déficit des opérations courantes avec l'étranger. Le rapport sur l'évolution de l'économie internationale du VII^e Plan s'abstenait avec sagesse de fixer un taux de croissance, mais, considérant (p. 35) qu'« il est raisonnable de penser que l'évolution de l'économie internationale deviendra favorable » il annonce que « le gouvernement demandera au commissariat général du Plan d'apprécier et de préciser, au cours de la deuxième

phase, les conditions d'une croissance mieux orientée et plus équilibrée que par le passé, correspondant à un accroissement de la production intérieure brute se situant entre 5 et 5,5 % par an ».

Le VII^e Plan lui-même constate l'échec du VI^e Plan, contrairement aux IV^e et V^e (conçus et exécutés pendant les temps faciles), les résultats ont été généralement et largement inférieurs aux objectifs : en particulier la croissance n'a atteint que 3,5 % par an contre 5,5 % annoncés. Son introduction énonce des vérités saluables, montrant que les contraintes se resserrent et faisant justice de remèdes fallacieux. Malheureusement, il s'appuie ensuite sur une conjoncture favorable mais éphémère pour conclure (p. 73) : « La reprise s'affirmera dans l'ensemble des pays industriels. Il est raisonnable de prévoir une évolution favorable de l'environnement international. Le produit intérieur brut de nos principaux partenaires commerciaux pourra croître en moyenne de 4,2 % par an entre 1976 et 1980, et le commerce mondial d'environ 3 %. Dans cette hypothèse, la stratégie du VII^e Plan devrait conduire à un taux de croissance de la production intérieure brute de 5,5 à 6 %, supérieur de plus de 1 % à celui de nos partenaires comme par le passé ».

Une meilleure compréhension

Evidemment, il s'agit d'hypothèses formulées en condition. Mais elles correspondent trop bien aux souhaits des groupes sociaux pour ne pas être reçues favorablement. La réalité a été plus sombre, la croissance au cours du VII^e Plan a été de l'ordre de 3 %. Mais, en même temps, une réflexion plus profonde était menée, un langage plus rude était tenu. Cependant, pour amener les entreprises à investir, il ne suffit pas de rétablir leur équilibre, de rétablir la productivité et les profits, de desserrer les contraintes et de laisser jouer librement le mécanisme des prix. Il faut encore, en s'inspirant des analyses d'Edmond Malinvaud, soutenir la demande par des transferts sociaux, mais équilibrés, mais suffisants, mais réguliers pour éviter un déficit extérieur de nature à mettre en péril la tenue du franc. Il faut, enfin, prendre en compte les besoins des secteurs stratégiques qui risquent d'être plus importants que ceux du premier. Celui-ci avait été suivi, en effet, à cause des avatars du dollar, d'une relative baisse des prix du pétrole, qui ne fait plus attendre pour demain, les pays de l'OPEP ajustant leur production de manière à maintenir une menace de pénurie et fixant leurs prix en conséquence. En second lieu, le recyclage des pétrodollars a amené l'effort des banques et

l'endettement des pays pauvres au voisinage de leurs limites.

Quid du Plan dans cette situation jamais encore rencontrée ? La notion de trajectoire centrale assortie d'écartes acceptables, introduite au cours des années 60, avait l'avantage de permettre aux entreprises de situer leurs choix dans une vision cohérente mais approximative de l'évolution de l'ensemble de l'économie. Pour lui, la conservation du nom de la cohérence ou l'abandon du nom du réalisme ? Au départ des études du VII^e Plan, la commission Malinvaud avait posé le problème en formulant deux hypothèses fortement contrastées sur l'évolution du contexte international. Laisser les entreprises libres de leurs appréciations est une façon de leur imposer, en choisissant lui-même, le gouvernement était placé entre deux risques, l'un de semer le découragement, l'autre de prêter aux Français les lendemains qui appellent une régulation contre les excès. Mais, à plus longue échéance, la « protection » dépend d'une reprise de la natalité, qui est une condition suprême de survie.

Enfin, la lutte contre le chômage doit être renforcée et diversifiée en fonction d'une analyse des compétences. Un chômage de transition en quelques mois est inévitable dans un pays où l'emploi de demain exige le redéploiement d'aujourd'hui. Il représente environ la moitié du nombre des demandeurs d'emploi recensés (5). L'autre moitié s'explique par des raisons connues, le ralentissement de la croissance, l'augmentation du travail féminin, la baisse des départs en retraite à cause du déficit des naissances entre 1914 et 1918 et l'accroissement des arrivées sur le marché du travail dû au surcroît des naissances qui ont suivi la seconde guerre mondiale.

Expliquer un phénomène ne dispense pas de le combattre (...). Dans ces circonstances, renoncer au Plan serait se priver d'un lieu irremplaçable de rencontre, de dialogue, d'appréciation globale des réalités, d'identification des divergences et de rapprochement des points de vue sur l'essentiel. Le Plan survivra en s'adaptant. Mais il ne faut pas ignorer — je le sais mieux que tout autre — qu'il est, en face du défi le plus rude qu'il ait eu à relever depuis sa fondation. Son succès sera celui de tous les Français.

Une difficulté conceptuelle profonde

Il subsiste pour le Plan une difficulté conceptuelle profonde. C'est pour emprunter le langage de la science économique et de la théorie des jeux que le résultat d'une action dépend de ce que sera l'état du monde du jour après l'action. Mais nous savons que la situation, il semble, que le VII^e Plan devrait donner, en s'inspirant des options, une priorité forte aux actions ayant un effet utile dans les divers états du monde envisageables (étant exclus les cas extrêmes, c'est-à-dire les discontinuités imprévisibles qui appelleraient une révision plus ou moins drastique). On reviendrait ainsi, pour d'autres raisons, à une conception voisine de celle des six activités de base de Jean Monnet. Pour le reste, on s'attacherait tout en conservant certains garde-fous, à faciliter la capacité de réaction des entreprises. En économie, en effet, comme en biologie, on peut penser qu'à terme la souplesse gagne contre la rigidité.

Renoncer à tout prévoir avec une quasi-certitude n'est pas renoncer à agir sur l'essentiel. Nous ne pouvons pas, dans le cadre d'un seul pays, régler les lendemains, comme nous en avons fait pendant un quart de siècle, pendant que les autres pays nous ont fait attendre qu'une France forte y fera mieux face qu'une France faible. C'est cette France forte que le VIII^e Plan doit contribuer à bâtir, en réduisant sa dépendance énergétique par des opérations stables et compétitives, sans aucune exclusive et en encourageant ses entreprises à renforcer leur capacité concurrentielle, tout en leur laissant leur responsabilité de chercher elles-mêmes par une conquête méthodique (Paul Valéry, 1896), « la définition du bon produit dans le cœur lisible du client ».

(*) Membre de l'Institut, Ancien commissaire général au Plan. Cet article est extrait de la Revue économique (vol. 31 - n° 3) de septembre 1980. Le numéro, entièrement consacré au VIII^e Plan, est publié par la C.R.E.S., 150 rue de la Harpe, 75005 Paris. Les hautes études en sciences sociales et la Fondation nationale des sciences politiques.

France forte est aussi une France solidaire. La protection sociale y est assurée par des systèmes qui appellent une régulation contre les excès. Mais, à plus longue échéance, la « protection » dépend d'une reprise de la natalité, qui est une condition suprême de survie.

Enfin, la lutte contre le chômage doit être renforcée et diversifiée en fonction d'une analyse des compétences. Un chômage de transition en quelques mois est inévitable dans un pays où l'emploi de demain exige le redéploiement d'aujourd'hui. Il représente environ la moitié du nombre des demandeurs d'emploi recensés (5). L'autre moitié s'explique par des raisons connues, le ralentissement de la croissance, l'augmentation du travail féminin, la baisse des départs en retraite à cause du déficit des naissances entre 1914 et 1918 et l'accroissement des arrivées sur le marché du travail dû au surcroît des naissances qui ont suivi la seconde guerre mondiale.

(1) Alain Prare, *Les Statistiques économiques du général de Gaulle*, Paris, Pion 1978, p. 30.
(2) Carré, Dubois et Malinvaud, *La Croissance française*, (Essai d'analyse économique causale d'après-guerre), Paris, Le Seuil 1972, p. 615.
(3) Par exemple, Bela Balassa, « Aspects de la crise », *Revue économique*, 30 novembre 1979.
(4) Elmane Mossé, *Pour comprendre la politique économique*, Paris, Le Seuil, p. 151.
(5) Second rapport du Centre d'études des revenus et des coûts sur les revenus des Français, P. 138.

Autres temps

par FRANÇOIS SIMON

Il n'est pas de se le cacher, le Plan a toujours été un instrument de la politique gouvernementale. C'est à tort que l'on prendrait le commissariat général pour un organisme indépendant qui pourrait entrer en conflit avec le premier ministre. Les circonstances ont certes pu contribuer à donner le change, mais ni le consensus qui régnait à la libération pour reconstruire le pays ni l'élan redonné au Plan par le général de Gaulle ne doivent faire oublier que tout part de Matignon et y revient.

L'idée que les commissions de la Rue de Marigny devaient une sorte de parlement capable de transformer le cours des choses a pu être accréditée par le fait que le rapport du Plan, à un moment de son histoire, enregistrera les doléances de toutes les parties prenantes. Chacun avait tendance à s'appuyer jusque sur les travaux des commissions (qui ne sont en réalité que des contributions) pour justifier ses prétentions politiques, économiques ou sociales. On en vint à opposer aux pouvoirs publics ce qui n'était que le vent de certaines catégories sociales, comme si le fait d'avoir pu dire son mot dans le cadre de la préparation du Plan autorisait à faire d'une analyse, si fondée soit-elle, un texte de loi.

Il est vrai que le gouvernement a été très franc à ses critiques, chaque fois qu'il s'est délibérément écarté des priorités qu'il avait lui-même définies. On quand, dans l'euphorie de l'expansion, il s'est assigné des objectifs dont la réalisation ne dépendait que très partiellement de lui. Instruit par l'expérience, il renonce aujourd'hui à se donner des verges pour se faire fouetter. Voilà, dit-il, en somme, où nous devrions aller, nous verrons bien en cours de route comment y parvenir.

Ce faisant, change-t-il la nature du Plan ? Nous n'en sommes pas persuadés. Lieu de réflexion, la Rue de Marigny reste le centre privilégié des recherches économiques. Qu'ils en tiennent compte ou pas, les pouvoirs publics y recueillent les avis des syndicats et de tous ceux qui ne pensent pas nécessairement comme eux. Après quoi, le gouvernement, comme tout bon gouvernement, d'imprime quelle république, suppose le rapport de forces et définit son projet en fonction à la fois de ce qu'il espère et de ce qu'il croit pouvoir réaliser. On ne saurait imaginer qu'il signe un projet de loi contraire à ses options fondamentales.

Ce que l'on est en droit d'attendre, cependant, c'est que cet important rendez-vous quinquennal ne se transforme pas en une mauvaise partie de cache-cache avec le Parlement. Le président du Sénat, M. Alain Fohrer, vient de préciser que la Haute Assemblée ne pourrait se saisir du rapport sur le VII^e Plan qu'en fin de session. La crainte de l'élection présidentielle ne doit pas être le commencement de la dérobade.

Un texte politique

par ANTOINE LAURENT (*)

Le VIII^e Plan est un texte politique. Il ne vise pas à assigner à la nation des objectifs clairs, mais à affirmer le bien-fondé d'une croyance et les vertus d'une politique et d'une pratique.

La croyance, c'est le libéralisme : libération des prix, exaltation de la concurrence, respect des mécanismes d'allocation des ressources entre les entreprises. Le message du gouvernement relève du sophisme. L'investissement productif est la composante cruciale de la stratégie économique. Il est d'abord l'affaire des entreprises. Pour cela elles doivent disposer d'un autofinancement suffisant. Et, comme les marges sont trop faibles, la politique visant à « modérer l'augmentation du travail » doit être poursuivie. On note au passage que la limitation de la hausse des revenus non salariaux est laissée à la concurrence, dont on observe quelques pages plus loin qu'elle joue peu dans le secteur des services.

On ne saurait donc être plus clair. La sortie de la crise passe par une modification du partage salaires - profits au détriment des salaires. L'observation des faits a pourtant montré que la réconstitution des profits ne conduisait pas nécessairement à une orientation de l'investissement vers les activités ou les techniques prometteuses en termes de débouchés ou d'emplois.

Au contraire, cela est net au cours des vingt dernières années, la richesse nationale se dirige vers les secteurs protégés de la concurrence internationale (immobilier, services, commerces) au détriment de l'industrie, grâce, en plus, à toute une série d'avantages fiscaux ou directs. C'est là d'ailleurs que les libéraux trouvent leur électoral. Ce n'est pas un hasard. Est-ce la bonne voie pour préparer l'avenir ?

La politique, c'est de centrer toute la régulation économique (politique monétaire et budgétaire) autour d'un objectif de stabilité du franc. Or, un franc fort et stable ne peut être gage par un ralentissement notable du taux d'inflation et non l'inverse.

Par exemple, un différentiel d'inflation élevé avec la R.F.A. et le Japon, accompagné d'une stabilité des parités, se traduit par une dégradation artificielle de la compétitivité des entreprises. Les déficits massifs et croissants de la France avec les grands pays industriels (en neuf mois, 14,6 milliards de francs avec la C.E.E., 10 milliards avec les Etats-Unis, 5 milliards avec le Japon), n'ont pas d'autres explications.

(*) Secrétaire de la commission économique du parti socialiste.

Une telle politique détruit le tissu industriel et dissuade les entreprises d'exporter (la rentabilité à l'exportation se réduit du fait de la surévaluation du franc). Elle aggrave, en outre, le chômage, comme l'a montré une étude récente de l'INSEE (1). Ce n'est pas une politique pour l'emploi, mais bien une politique pour le chômage.

Les scénarios réalisés au printemps à la demande du commissariat général du Plan ont montré sans ambiguïté que non seulement des politiques économiques alternatives existaient mais que, de toutes celles testées, au regard de l'inflation et de l'emploi, celle menée par le gouvernement Barre sous l'inspiration du chef de l'Etat était la plus mauvaise possible.

La pratique, enfin, c'est d'achever de vider la planification française de tout son contenu. L'adoption d'objectifs chiffrés de croissance ne traduit pas une impossibilité technique. Les entreprises savent fort bien établir des plans à moyen terme chiffrés. Et la montée des incertitudes ne rend cet exercice que plus nécessaire. La raison est ailleurs : à politique inchangée, il était pratiquement impossible d'afficher un taux de croissance compatible avec l'équilibre extérieur qui ne se traduise pas par un nombre de chômeurs supérieur à deux millions à l'horizon 1983. Les travaux préparatoires ont montré, et les socialistes ne cessent de le proclamer, que l'on ne peut surmonter cette contradiction qu'en modifiant profondément les structures économiques.

Le VIII^e Plan, s'il est voté en l'état actuel, ne comportera pas non plus d'engagements budgétaires, contrairement à ce que prévoyait explicitement la loi approuvant les principales options, votée en 1979. C'est la première fois.

On verra là un nouveau et probablement définitif racol de la Rue de Marigny face à celle de Rivoli. L'Etat n'accepte même plus de déterminer à l'avance les moyens qu'il compte affecter à la réalisation des quelques objectifs partiels qui ont été isolés sous la forme de programmes d'actions prioritaires. Testament de Raymond Barre ou programme (non chiffré) du candidat Giscard, le VIII^e Plan n'est plus qu'un discours sans rapport avec les enjeux de demain. Pourtant, la France n'a jamais eu autant besoin qu'aujourd'hui d'une capacité de renouveau ou de propositions pour traverser les convulsions qui précèdent l'enfance d'un nouveau monde.

(1) Aglietta, Orlikowski : L'industrie française face aux contraintes de change », *Economie et Statistique*, n° 110.

FRANÇOIS FEJTŐ

LA SOCIAL-DÉMOCRATIE QUAND MÊME

De tous les régimes connus, la social-démocratie est peut-être le plus mauvais, mais tous les autres sont pires...

Collection "Libertés 2000"

ROBERT LAFFONT

Le Monde

Service des Abonnements
11, rue de Valenciennes
75221 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-32

ABONNEMENTS

3 mois 8 mois 1 an 18 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.
222 F 271 F 521 F 679 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
357 F 701 F 1 016 F 1 321 F

ÉTRANGER
(par mandats)

1 - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS 265 F
254 F 426 F 612 F 806 F

2 - SUISSE - TUNISIE
285 F 576 F 863 F 1 159 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (chèque bancaire) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines au plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

LE MOIS DE LA P
des interviews d
anglais Bill Brad
département de
New-York.

ARTS ET SPECTAC
le cinéma austre

ENQUETE : Un bil
rue (N. Bernhei

IDÉES : Justice.

étranger

LA GUERRE ENTRE L'IRAK ET L'IRAN

La prudence demeure de rigueur à Washington sur l'éventuelle libération des cinquante-deux otages. La réunion du Majlis (Parlement iranien) a été reportée au mercredi 29 octobre, le quorum n'ayant pu être atteint lundi après-midi pour la poursuite du débat. L'appréciation de la situation militaire a entraîné l'apparition de divergences parmi les députés. Le porte-parole du département d'Etat, M. John Tattner, a déclaré qu'une libération partielle des otages serait « inacceptable et compliquerait une situation déjà fort complexe ».

Dans le discours qu'il a prononcé ce mardi matin devant les députés iraniens, l'imam Khomeiny n'a fait aucune allusion à l'affaire des otages. Interrogé lundi sur Antenne 2,

M. François-Poncet, ministre français des affaires étrangères, a estimé que la communauté internationale devra entreprendre une action « cohérente, rapide et énergique » pour éviter que ne se renouvellent de telles prises d'otages.

Tandis que les sauveteurs continuent leurs recherches à Desfoul, où cent dix corps avaient été dégageés lundi soir des décombres des quartiers atteints par les fusées irakiennes, le Croissant-Rouge iranien a déposé une plainte auprès du C.I.C.R. (Comité international de la Croix-Rouge) contre cette « nouvelle preuve du mépris dont témoigne le régime de Baas irakien envers tous les usages internationaux ». Sur le

front sud, les Irakiens affirment avoir repoussé la contre-offensive iranienne près d'Abadan et bombardé le port de Bandar-Machahr, à 100 kilomètres à l'est de la cité pétrolière. Khorramchahr semble être tombée, et la capitale régionale, Ahwaz, a été attaquée pendant dix minutes par l'artillerie lourde irakienne. Enfin, les affrontements se poursuivent sur les trois autres fronts : Qasr-e-Chirine, Sar-e-Pol-Zahab et les hauteurs du Kurdistan.

A Téhéran, on apprend que les treize employés iraniens travaillant à Bagdad pour le bureau de coordination du Chah-e-Arab, retenus prisonniers avec leurs familles par les Irakiens (« Le Monde » du 22 octobre), ont été

remis en liberté sur l'intervention de M. Kurt Waldheim, secrétaire général de l'ONU.

Par ailleurs, le Pentagone a annoncé, lundi 27 octobre, qu'une nouvelle unité amphibie de « marines » a emprunté le canal de Suez pour rejoindre la trentaine de navires américains (dont les porte-avions « Midway » et « Eisenhower ») déjà sur place. Cette unité comprend trois bâtiments de la VI^e Flotte de Méditerranée, dont le porte-hélicoptères « Saipan » (40 000 tonnes), un des bâtiments les plus modernes de la marine américaine, qui transporte environ trente hélicoptères, cinquante péniches de débarquement et mille huit cents « marines ». — (A.F.P., A.P., Reuters.)

Pour permettre aux forces irakiennes de monter au front

Le roi Hussein aurait proposé à Bagdad de dépêcher des troupes jordaniennes au Kurdistan

Téhéran. — Tandis que l'optimisme et le pessimisme alternent au sujet de la libération des otages américains, la conjoncture militaire retient tout particulièrement l'attention des milieux diplomatiques dans la capitale iranienne. Selon des informations parvenues de l'étranger, le risque d'internationalisation du conflit irakio-iranien se serait accru au cours de ces dernières vingt-quatre heures. Selon des sources dignes de foi et non iraniennes, le roi Hussein, qui est arrivé lundi 27 octobre à Bagdad, aurait offert au président Saddam Hussein de dépêcher des unités jordaniennes non pas sur le front de guerre mais au Kurdistan irakien.

La formule présenterait plusieurs avantages : elle permettrait au gouvernement de Bagdad de soutenir auprès de l'opinion publique, dans le cas où l'affaire serait ébréchée, qu'aucune force étrangère ne lui prête main-forte dans son conflit avec l'Iran ; le souverain hachémite, pour sa part, considérerait comme étant sans objet la mise en garde que lui avait adressée récemment Washington contre l'engagement de ses forces dans la confrontation militaire ; ainsi les unités jordaniennes prendraient la relève de l'armée irakienne, actuellement harcelée par divers groupes de guérilleros kurdes, notamment dans les régions de Kirkouk, Souleimaniyeh et Irbil.

Un manque d'effectifs

Malgré le rappel de cinq classes de réserves, le gouvernement de M. Saddam Hussein ne disposerait pas de suffisamment de troupes pour mettre fin rapidement à la stagnation qui prévaut sur les divers fronts. Il lui faudrait, par exemple, dépêcher des renforts dans la région de Qasr-e-Chirine. La poste frontalière est certes occupée par les Irakiens, mais la localité toute proche de Pol-e-Zahab est aux mains des Iraniens. Or Pol-e-Zahab a une position stratégique importante : située sur une crête, elle domine Qasr-e-Chirine, et la route qui la traverse conduit directement à Bagdad, distante seulement de 200 kilomètres. Si l'armée islamique parvient à reconquérir Qasr-e-Chirine, elle ne serait plus qu'à une vingtaine de kilomètres du centre pétrolier irakien de Khanaqin, à une cinquantaine de kilomètres du nouveau ferroviaire qui relie Bagdad aux champs pétroliers de Kirkouk.

La conjoncture militaire sur le front sud n'est pas non plus brillante pour les forces irakiennes ; malgré les progrès réalisés ces derniers jours, elles peinent sur les portes d'Abadan, et elles ne parviennent pas à liquider toutes les poches de résistance qui subsistent à l'intérieur de Khorramchahr rebaptisée Khouninahr (« la ville ensanglantée »).

A ce propos, on apprend que le cheikh Hossein El Khomeiny, le petit-fils de l'imam, et l'ayatollah Khomeini se trouvent dans le dernier groupe de partisans qui a réussi dimanche à quitter la ville avant qu'elle ne soit entièrement coupée du monde extérieur.

Cinq semaines après le début de

De notre envoyé spécial

L'offensive irakienne, celle-ci n'a donc pas atteint son principal objectif. Et même si les troupes de Bagdad parvenaient à conquérir le « triangle pétrolier » (Abadan-Khorramchahr-Ahwaz), soutenant des experts militaires occidentaux à Téhéran, il serait virtuellement impossible d'occuper durablement un territoire défendu essentiellement par la population et des groupes de francs-tirailleurs. A moins, peut-être, que Bagdad n'ait les moyens de faire stationner des forces considérables dans la région. D'où l'importance de la proposition du roi Hussein.

Le débat sur les otages

Quoi qu'il en soit, le Khomeinisme ne pourrait être contrôlé que si la base militaire de Desfoul était neutralisée au préalable. En effet, la prise de la ville serait alors coupée du reste du pays. On ne comprend toujours pas, dans les milieux militaires occidentaux, pourquoi la ville, et non la base de Desfoul, a été la cible, pour la deuxième fois en quinze jours, des fusées irakiennes. La bombardement de la localité dans la nuit de samedi à dimanche a fait, selon un médecin philippin interrogé sur place par des journalistes occidentaux, plus de cent quatre-vingts morts et trois cents blessés. Le bilan est provisoire, les équipes de secours n'ayant pas fini de dégager les corps enterrés sous les décombres. On a retrouvé lundi les cadavres de trois personnes, appartenant à une même famille, qui s'étaient réfugiées dans un abri. Elles avaient succombé à l'asphyxie.

On comprend mieux dès lors pourquoi nombre de députés se sont abstenus d'assister à la séance du Majlis de lundi après-midi qui devait être normalement consacrée à l'affaire des otages, pourquoi encore les parlementaires présents ont préféré discuter de la situation militaire. Les adversaires d'une prochaine libération des captifs américains avaient manifesté au cours de la séance du matin beaucoup plus de combativité que la veille. Plusieurs d'entre eux ont fait valoir que l'Iran devait ediger des Etats-Unis, outre l'acceptation des quatre conditions posées par l'imam Khomeiny, des concessions d'ordre militaire. Certains voudraient que Washington rapatrie d'Arabie Saoudite les quatre avions radar Awacs ; d'autres ajoutent qu'il faudrait aussi que les navires de guerre américains qui patrouillent dans le golfe Persique et en mer d'Oman soient retirés sans tarder.

Les « durs » au sein du Majlis constituent une forte minorité : quatre-vingt-sept sur environ deux cents députés avaient voté, dimanche, en faveur de l'ajournement sine die du débat sur les otages. Le climat de guerre et l'anti-américanisme prévalant dans leur pays leur donnent, disent leurs adversaires, plus de poids politique que leur nombre ne le justifierait. C'est ainsi qu'ils sont parvenus à bloquer lundi toute dé-

cision malgré les efforts déployés par les dirigeants, y compris ceux du parti islamique, en faveur d'un règlement avec Washington fondé sur les conditions annoncées par l'imam Khomeiny. C'est dire avec quelle impatience on attendait l'allocution que devait prononcer, ce mardi matin, le « guide de la révolution » (1).

ERIC ROULEAU.

(1) Ce discours, connu à Paris en deux heures, a été diffusé dans le monde entier par les ondes radio et la télévision. Il a été traduit dans de nombreuses langues et a été lu dans de nombreux pays.

La télévision irakienne a présenté un film confirmant la conquête de Khorramchahr

De notre envoyé spécial

Bagdad. — La visite que les journalistes étrangers devaient faire, lundi 27 octobre, à Khorramchahr (Machammeh pour l'Irak), a été remisée de quelques jours. Bien que la prise « définitive » de la ville ait été annoncée vendredi dernier, il semble bien que des réserves aient subsisté jusqu'à lundi, quand Téhéran a annoncé que les communications entre la ville et Abadan étaient coupées.

Le surcoat des défenseurs iraniens est indirectement confirmé par un journaliste qui a observé, dans la nuit de samedi à dimanche, que dans une correspondance datée d'Abadan, écrit : « Les agressions persanes ont cessé, samedi, une contre-attaque contre les forces irakiennes a eu lieu à Abadan. » Il ajoute : « Si toutes les contre-attaques annoncées par le président Baas Sadr sont sur le même modèle, alors nous espérons qu'il y en ait beaucoup sur l'ennemi ».

« Si toutes les contre-attaques annoncées par le président Baas Sadr sont sur le même modèle, alors nous espérons qu'il y en ait beaucoup sur l'ennemi ».

Les documentaires projetés dimanche à la télévision irakienne montrent que la prise de Khorramchahr a donné lieu à de violents combats. On voit notamment les soldats irakiens progresser de maison en maison dans une ville secouée par les tirs d'artillerie ; rues jonchées de débris, immeubles détruits ou endommagés, magasins vides, arbres fanés ou calcinés, jardins éventrés. La chute de la cité, souvent annoncée, paraît cette fois ne plus faire de doute. Dans le film, la caméra s'est promené dans plusieurs quartiers et elle a surtout longuement montré le fleuve Karoun et le pont stratégique reliant Khorramchahr à Abadan comme un cordon ombilical.

Ces images constituent une réponse aux questions que peut se poser la population, en particulier à Bagdad. En effet, bien que les communiqués militaires irakiens soient de plus en plus réalistes que ceux de Téhéran, comme le confirme d'ailleurs les événements, les Irakiens évitent aussi Radio-Monte-Carlo, la R.E.C. et la Voix de l'Amérique pour se faire une idée précise de la situation. Les images de la victoire ne viennent pas seulement illustrer la vérité des communiqués militaires, mais elles servent aussi à remonter le moral des familles éprouvées par des pertes car le nombre des tués paraît nettement plus important que celui annoncé officiellement.

Depuis quelques jours, des rumeurs persistent circulant à Bagdad sans qu'il soit possible d'en contrôler le bien-fondé. Il arrive en effet qu'à la nuit tombée, et parfois pendant les alertes aériennes, on entende des fusillades dans les quartiers populaires de la capitale : il s'agit, dit-on, d'activités du mouvement tatar-chite Al Daoua qui avaient déjà tenté de provoquer des troubles au printemps dernier. Selon certains, ils « tirent sur les batteries de D.C.L. pendant les réceptions pour les empêcher d'abriter les avions iraniens ». On les accuse aussi de profiter de l'obscurité pour régler leurs comptes. Tout le monde s'accorde à dire cependant qu'il s'agit de groupes-cibles isolés. Leurs possibilités seraient d'autant plus limitées que l'armée populaire, forte de cinq cent mille hommes, dont deux

cent cinquante mille militants opérationnels, est présente sur l'ensemble du territoire.

On constate en tout cas que le gouvernement a pris des mesures dans le domaine de l'action psychologique. Face aux violents attaques de Radio-Téhéran, les autorités ne se contentent plus de slogans purement nationalistes, elles font appel aussi aux sentiments religieux. Dans le Sud, où vivent les chiites qui représentent près de 60 % de la population, on a vu apparaître des affiches représentant le drapeau irakien avec l'inscription *Allah ou Akbar* (Dieu est le plus grand). Le président Saddam Hussein a multiplié les pertes en direction des chiites, qui fournissent le gros des troupes. Ainsi ne s'est-il pas seulement rendu dans la ville sainte de Kerbela, il a également appelé la population à se battre avec l'espérance d'Allah, le genre du prophète. La télévision a en outre longuement diffusé, lundi, la prière récitée à la mosquée de Nadiaf en présence de Payatollah Khomeini, considéré comme le chef spirituel des chiites, afin que Dieu donne la victoire à l'armée arabe d'Irak « sur les agressions persanes ».

PAUL SALT.

RECEVANT A MOSCOU LE CHEF DE L'ÉTAT ÉTHIOPIEN

M. Brejnev rappelle les propositions soviétiques sur la libre circulation dans les voies d'eau internationales

De notre correspondant

Moscou. — M. Mengistu Haile Mariam, président du conseil militaire administratif provisoire de l'Éthiopie socialiste, est arrivé le lundi 27 octobre pour une visite officielle d'amitié à Moscou où il a été accueilli par M. Brejnev.

On peut déduire de la composition des délégations que trois thèmes dominent les conversations :

— Dans le domaine militaire, traité en l'absence du maréchal Ouedinov, ministre de la défense, qui est représenté par son premier adjoint, le maréchal Ogarov, l'U.R.S.S. et l'Éthiopie ont besoin l'une de l'autre. Si Moscou souhaite des facilités portuaires, Addis-Abeba attend une augmentation des livraisons de matériel soviétique pour faire face à la rébellion en Érythrée et à celle de l'Ogaden.

— En ce qui concerne la coopération économique, l'Éthiopie demande un accroissement de l'aide de l'U.R.S.S. qui reste encore inférieure à l'aide occidentale, à un moment où la sécheresse aggrave les difficultés du pays.

Enfin, les Soviétiques insistent, avec les dirigeants éthio-

piens comme avec tous leurs amis du tiers-monde, pour la création d'un parti d'avant-garde de type marxiste-léniniste, alors que M. Mengistu ne semble pas très pressé de voir limiter ainsi sa marge de manœuvre.

M. Brejnev a critiqué, pour sa part, « la mauvaise habitude des États-Unis » qui « déplacent leur flotte chaque fois qu'il se pose quelque chose dans le monde ». Faisant allusion à la situation dans le Golfe, M. Brejnev a rappelé à ce propos la proposition faite au mois de mai dernier par le comité consultatif du traité de Varsovie : les pays socialistes ne sont promouvus pour une navigation maritime sans entraves, a expliqué le secrétaire général du P.C.S. soviétique. C'est pour cette raison qu'il propose de limiter l'activité militaire à proximité d'importantes voies de communication. « Ces propositions reviennent aujourd'hui avec une importance particulière », (1), a dit M. Brejnev. Moscou n'a donc pas abandonné l'idée de participer à un système international pour la garantie de la libre circulation dans le détroit d'Ormuz.

M. Brejnev s'est ensuite félicité de l'ouverture à Genève des négociations soviéto-américaines sur les armes nucléaires de théâtre : « Si des choses dépendent de la position américaine, d'autant plus que les résultats des négociations sont liés en fin de compte à la ratification des accords SALT à que les États-Unis consentent de bloquer. » Ce rappel de l'importance de SALT à la veille de l'élection présidentielle pourrait indiquer qu'entre deux candidats également critiqués pour leur « antisovétisme », le Khomeini préférerait finalement la victoire de celui qui se prononce pour la ratification des SALT, c'est-à-dire M. Carter.

DANIEL VERNET.

(1) La déclaration du traité de Varsovie du 15 mai 1980 indiquait que « pour parvenir une véritable paix et sans à-coups des grandes voies de communication maritimes internationales, les pays socialistes proposent de procéder à l'examen, dans le cadre de l'ONU par exemple, de la question de la limitation et de la réduction de la présence militaire et de l'activité militaire dans les régions concernées, qui se situent l'Asie-Pacifique, l'océan Indien ou le Pacifique, la Méditerranée ou le golfe Persique ».

RYAD ROMPT SES RELATIONS AVEC TRIPOLI

Djeddah (A.F.P.). — L'Arabie Saoudite a décidé de rompre ses relations diplomatiques avec le gouvernement libyen, indique ce mardi 28 octobre, l'agence mondiale de presse (S.P.A.). Elle a, selon un communiqué, pris cette décision à la suite du discours prononcé par le colonel Kadhafi à l'occasion des fêtes d'Al-Adha, et dans lequel, selon le communiqué, il a « soutenu l'islam ». Le colonel avait affirmé que « les lieux saints de La Mecque étaient occupés par des militaires américains ».

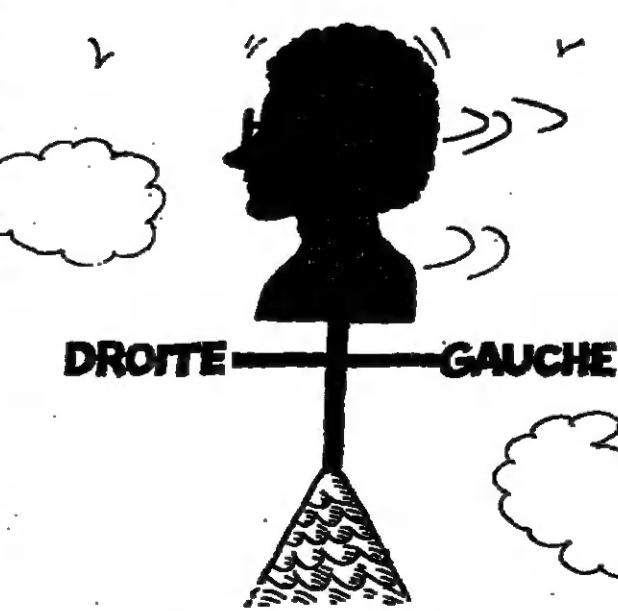
Le Monde

publiera demain

- LE MOIS DE LA PHOTO : Un dossier de sept pages, avec des interviews d'Henri Cartier-Bresson, du photographe anglais Bill Brandt et de John Szarkowski, directeur du département de la photo au Musée d'art moderne de New-York.
- ARTS ET SPECTACLES : Modigliani à Liège (P. Granville) ; le cinéma australien (J. de Baroncelli).
- ENQUÊTE : Un bilan des États-Unis : la culture dans la rue (N. Bernheim).
- IDÉES : Justice.

LE BRICOLAGE IDÉOLOGIQUE.

Par François Bourricaud.



Essai sur les intellectuels et les passions démocratiques.

Collection "Sociologies" dirigée par Raymond Boudon et François Bourricaud.

LES LIVRES DES P.U.F. QUESTIONNENT LE MONDE

ASIE

Japon

M. Suzuki veut renforcer le potentiel de défense nippon

Le gouvernement japonais, qui semble de plus en plus résolu à se doter de moyens militaires importants, estime que la Corée du Nord peut constituer une menace pour Tokyo. M. Hisahiko Okazaki, conseiller de l'agence de défense pour les questions de politique étrangère, a déclaré, lundi 27 octobre, devant le Parlement, que les effectifs militaires de la Corée du Nord, avec laquelle le Japon n'a pas de relations diplomatiques, atteignent six cent

mille hommes répartis en quarante divisions. « Dans les dernières années, la puissance militaire de la Corée du Nord a augmenté d'une façon tellement importante qu'elle devient une menace potentielle pour le Japon », a-t-il dit en réponse à une question d'un député de l'opposition. Jusqu'alors, le Japon considérait que l'Union soviétique était la seule « menace potentielle » pour lui. (Reuter.)

De notre correspondant

Tokyo. — Depuis sa formation, en juillet dernier, le cabinet Suzuki a été à maintes reprises l'objet de critiques dans la presse nipponne pour les « orientations à droite » de sa politique. Ces derniers jours, tant en ce qui concerne la question de la défense que celle de la révision de la Constitution et l'affaire du procès de M. Kim Dae-jung en Corée du Sud, il a adopté des positions qui tendent à corroborer les craintes exprimées dans les organes d'information.

Quelles que soient les intentions réelles du gouvernement Suzuki, force est de reconnaître qu'il suit une voie qui ne s'écarte guère de celle préconisée depuis des années par la droite traditionnelle. Le ralliement vendredi 24 octobre, du parti social-démocrate (F.S.D.) à sa politique de défense, inaugurant en outre la première entente de ce type entre la majorité et l'opposition modérée,

n'avait aucune intention de l'annuler : une déclaration qui apparaît comme un refus d'entériner la position de son ministre de la justice favorable à la révision. Mais, mercredi 22 octobre, le chef du gouvernement établissait une subtile distinction : en tant que premier ministre, a-t-il déclaré, il ne peut demander un amendement de la Constitution, mais en qualité de président du P.L.D., il n'est pas opposé à l'étude d'entente par son parti en vue de la mise au point d'une Constitution dite « indépendante » par opposition à celle en vigueur actuellement, élaborée sous l'occupation américaine.

La rencontre, vendredi, entre M. Suzuki et M. Sasaki, président du P.S.D., a scellé l'entente en pointillé du plus modeste des partis d'opposition et de la majorité sur la question de la défense. Le P.S.D. paraît particulièrement sensible aux pressions des milieux d'affaires favorables au développement d'une industrie d'armement ainsi qu'à celles des syndicats gagnés à ces idées. Il entend, en outre, par son alliance avec la majorité, jouer un rôle plus grand dans la définition de la politique nationale.

Corée du Sud

LA PROMULGATION DE LA CONSTITUTION

La situation du pays ne permet plus l'agitation déclare le général Chon

Correspondance

Séoul. — Avec la promulgation, lundi 27 octobre, de la nouvelle Constitution, approuvée le 23 octobre par une majorité de 92 % des votants, l'Assemblée nationale et tous les partis politiques existants ont été dissous. Le président Chon Yoo-hwan a déclaré que la Corée du Sud « commençait à poser la pierre angulaire d'une nouvelle République ».

Dans la nouvelle Loi fondamentale, les fonctions législatives, qui étaient de la compétence de l'Assemblée, sont assumées par le Conseil de sécurité nationale. Cet organe prend en quelque sorte la suite du Comité spécial pour la sécurité nationale, formé pendant la crise du printemps dernier et qui, lui aussi, a été dissout lundi. Le Conseil comprend quatre-vingt-un membres nommés par le président Chon. Il aura la charge d'élaborer les nouvelles lois qui régiront l'activité politique du pays pendant les huit prochaines années.

L'une des mesures législatives les plus controversées pourrait être celle concernant la « purification » des activités politiques. On s'attend en effet que maints anciens opposants au régime soient bannis de la vie publique. Ce sera en particulier le cas des politiciens poursuivis pour « corruption ».

Entre autres tâches, le Conseil de sécurité nationale, qui siège dans le bâtiment de l'ancienne Assemblée, va devoir fixer le nombre des partis politiques, voter la loi sur le régime, ainsi que la procédure électorale pour la désignation du futur président, prévue en principe pour le mois de mars prochain et l'élection, en avril ou en mai, d'une nouvelle

Assemblée. Certaines voix officielles ont parlé de la création éventuelle de quatre ou cinq formations politiques, y compris d'un parti socialiste-démocrate, mais cela n'est pas encore certain.

A l'instar de l'ancienne Constitution autoritaire du président Park, la nouvelle Loi fondamentale prévoit que la désignation du chef de l'Etat se fait au suffrage indirect, le chef de l'Etat étant élu par un collège électoral d'environ cinq mille membres. N'impose quel dirigeant de l'opposition peut en principe critiquer la présidence ; dans les faits, les purges successives ont écarté de la scène la plupart d'entre eux. L'unique personnalité qui ait échappé à une mise en accusation, M. Kim Young-sam, président du nouveau parti démocratique, se trouve en résidence surveillée, bien qu'il ait fait connaître qu'il se retirait de la vie politique.

Le large soutien aux nouvelles institutions, qui s'est manifesté lors du référendum du 23 octobre, est en partie le résultat de la campagne massive de propagande faite par le gouvernement. Sans doute faut-il y voir aussi, comme le notent certains diplomates, un désir de stabilité assez répandu dans la population après un an de troubles politiques, sociaux et économiques, consécutifs à l'assassinat de Park le 26 octobre 1979.

Cinq condamnations à mort

A la veille de cet anniversaire, le tribunal militaire de Kwangju, dans le sud du pays, a condamné à mort cinq personnes (deux étudiants, deux chauffeurs de taxi et un imprimeur) pour leur participation aux émeutes dans cette ville en mai dernier. Sept autres personnes, dont l'avocat Hong Nam-sun, lié aux milieux d'opposition, ont été condamnées à prison, dont une à perpétuité. Les autres ont été condamnées à des peines allant de cinq à vingt ans de prison.

Plusieurs personnalités très connues à Kwangju figuraient dans ce groupe d'opposants : des prêtres catholiques, tels les Pères Cho Pi-on (dix ans de prison) et Kim Song-nam (quatre ans), les professeurs d'université Myong No-kun (dix ans) et Oh Pyong-mun (sept ans) et deux animatrices, de confession protestante, d'une association de femmes chrétiennes : Misses Cho Ah-ra et Lee Ae-sin. Miss Cho, qui est âgée de soixante-dix ans, s'est rendue célèbre par ses activités dans la résistance anti-japonaise, puis dans le domaine social.

SHIM JAE-HOON.

VIET DE PARAITRE AUX EDITIONS S.T.H.
6, rue de la République 75001 Paris - Tél. : 528.45.14

La Constitution de la V^e République
par LE MONDE N.

Docteur des Sciences politiques

Théorie et Pratique (1952-1958)
De Charles de Gaulle à V. Giscard d'Estaing

1952-1958 : 24 pages
1958-1962 : 24 pages
1962-1969 : 24 pages
1969-1974 : 24 pages
1974-1980 : 24 pages

Garantie réelle de 3 ans.

Sansui
HI-FI

AMÉRIQUES

Etats-Unis

LES ÉLECTIONS DU 4 NOVEMBRE

La majorité démocrate au Congrès ne paraît pas menacée

De notre correspondant

Washington. — Le 4 novembre, les Américains n'iront pas seulement voter pour leur président. D'innombrables scrutins seront organisés dans les cinquante Etats et le District de Columbia pour désigner quatre gouverneurs, trente-quatre sénateurs, quatre cent trente-cinq représentants, six mille parlementaires locaux et des responsables en tous genres : juges, clercs, shérifs, trésoriers, administrateurs scolaires, etc. Il faut y ajouter une série de consultations locales sur des thèmes aussi variés que la diminution des impôts, les centrales nucléaires, le droit de fumer dans les établissements publics et l'organisation de loteries par les associations confessionnelles.

LE DÉBAT CARTER - REAGAN SUR FRANCE-INTER EUROPE 1 ET ANTENNE 2

Le débat entre MM. Jimmy Carter et Ronald Reagan sera diffusé en direct, mercredi matin 28 octobre, de 3 h. 30 à 5 heures, sur France-Inter M.F. et sur Europe 1, avec traduction simultanée. Antenne 2 retransmettra en direct ce face-à-face à partir de 10 h. 30 et en présentera les principaux moments dans une édition spéciale de son journal de 23 heures.

Le débat n'est pas très populaire. On pense que la moitié des trente et une commissions parlementaires pourraient changer de président. Le sort des sept parlementaires qui briguent un nouveau mandat est particulièrement incertain. Cinq d'entre eux, démocrates, ont été impliqués dans le scandale des pots-de-vin du F.B.I. Les deux autres, républicains, sont poursuivis pour des affaires d'abus de pouvoir. Ils s'expliquent avec force arguments dans leurs messages télévisés et pensent avoir encore la confiance de leurs électeurs.

Le Congrès n'est pas très populaire. Un récent sondage a montré que les citoyens le rendaient, bien plus que la Maison Blanche, responsable de l'inflation. Craignant une poussée républicaine, nombre d'élus démocrates avaient tantôt évité au maximum de ratifier des mesures jugées gênantes. Ce quatre-vingt-septième Congrès a tellement ralenti les pieds qu'il devra retourner en session supplémentaire le 13 novembre pour compléter son travail.

ROBERT SOLÉ.

DIPLOMATIE

La conférence de l'UNESCO

M. YASSER ARAFAT LANCE UNE VIOLENTE ATTAQUE CONTRE LE SIONISME

(De notre correspondant.)
Belgrade. — Pour la première fois, M. Yasser Arafat, président de l'Organisation de libération de la Palestine (O.L.P.), a pris la parole en qualité d'« observateur », lundi 27 octobre, à Belgrade, à la conférence générale de l'UNESCO.

M. Arafat a d'abord parlé des efforts des pays non-alignés pour « arrêter le flot de sang » dans la guerre entre Israéliens et Palestiniens et s'est dit convaincu qu'ils trouveront une issue pacifique.

Parlant de la Palestine, le président de l'O.L.P. s'est attaqué avec virulence aux « sionistes » qui s'approprient la terre arabe, refusant la coexistence avec les autres cultures et civilisations, « dynamisant » les agglomérations arabes et organisant « les massacres » de leur population.

Le chef de l'O.L.P. a revendiqué le droit pour quatre millions de réfugiés palestiniens de revenir sur leur terre et de créer un Etat indépendant.

Après le discours de M. Arafat pendant lequel les représentants des Etats-Unis et d'Israël se sont absentés, la conférence a examiné un projet de résolution concernant M. Fouad Seïd, directeur de la division de la protection du patrimoine culturel à l'UNESCO, ressortissant de l'Allemagne de l'Est (R.D.A.) arrêté dans son pays en avril et condamné en septembre à trois ans de réclusion pour espionnage. Cette résolution, présentée par quinze pays, constate que l'arrestation de M. Seïd constitue une violation du statut des fonctionnaires de l'organisation internationale et demande qu'il soit « libéré et renvoyé dans son pays ». Le délégué de la R.D.A. s'est abstenu, l'O.R.S.S. et les pays communistes, a répété la résolution.

Le directeur général de l'UNESCO, M. Mbow, a reproché à la R.D.A. de ne pas avoir respecté les statuts de l'organisation. Quatre-vingt-deux pays, dont ceux de l'Europe des Neuf, ont approuvé la résolution ; quinze ont voté contre, quatre se sont abstenus et quarante-neuf étaient absents.

PAUL YANKOVITCH.

Revenant sur son vote hostile au texte

LA FRANCE S'ABSTIENT SUR UNE RÉSOLUTION DE L'UNESCO CONDAMNANT ISRAËL

La France a modifié, lundi 27 octobre, son vote à l'UNESCO sur une résolution condamnant la politique d'Israël dans les territoires occupés en transformant son abstention en vote prédominant hostile. Lors de la discussion en commission du texte (d'origine arabe), le 17 octobre, la France avait voté contre en même temps que les autres délégations de l'Europe des Neuf. Lundi, le chef de la délégation française, M. François Valéry, s'est simplement abstenu, alors que les autres pays de la Communauté ont maintenu un vote hostile. Le Quai d'Orsay indique que la France avait voulu manifester sa commission sa solidarité avec l'Europe des Neuf, mais qu'en séance plénière elle a maintenu sa position traditionnelle, qui consiste à s'abstenir dans les solutions politiques au sein des organisations spécialisées de l'ONU.

A la télévision et à la radio

De nombreuses émissions spéciales de télévision et de radio (dont la plupart en direct des Etats-Unis) sont prévues à l'occasion de l'élection présidentielle américaine qui a lieu le 4 novembre.

Sur TF 1 :

L'antenne sera exceptionnellement ouverte, le mercredi 5 novembre, de 7 heures à 10 heures, au cours d'une émission organisée conjointement par TF 1, la chaîne de télévision américaine C.B.S. et la rédaction du quotidien International Herald Tribune. Les résultats seront présentés et commentés, en direct de New-York, par Yves Mourou, Dominique Bromberger, Régis Fournier et Simon Serfaty (politologue). Après qu'en duplex, depuis l'hôtel international de Paris, un petit délégué à l'américaine réunira Gérard Saint-Paul, l'équipe de rédaction parisienne du Herald Tribune et plusieurs invités, dont M. Michel Piotrowski. D'autre part, le journal de 13 heures du 5 novembre, TF 1 actualités, sera présenté en direct de New-York.

Sur Antenne 2 :

Au cours de la nuit du mardi 4 novembre, en direct de Manhattan et jusqu'à 3 heures du matin, Jean-Pierre Elkabbach et Paul Nahon annonceront les résultats du scrutin au fur et à mesure de leur publication. Ils les analyseront notamment avec MM. Maurice Courve de Murville, Michel Robert, Lionel Jospin, Edgar Morin, Jean Daniel et Olivier Chevrillon. Par ailleurs, les correspondants d'Antenne 2 aux Etats-Unis participeront à cette nuit électorale au cours de laquelle seront présentés des reportages sur différentes régions des Etats-Unis, tandis que des vedettes françaises et américaines se joindront à cette « nuit » électorale. Les comptes rendus de ces élections continueront, le mercredi 5 novembre, avec le journal d'Antenne 2 Midi et le journal de 20 heures qui seront tous les deux réalisés en direct de New-York. (Le Journal de 20 heures sera exceptionnellement diffusé, ce jour-là, à 19 h. 30 en raison de la retransmission en direct du match Saint-Etienne-St-Mirren de la coupe de l'U.E.F.A.)

PHILIPPE PONS.

مركز الأمل

L'inertie du pouvoir exaspère les syndicats

A TRAVERS LE MONDE

pendant la nuit
SALON
LA DÉCORATION

PROMOTION
de MEUBLE
BOIS MASSIF
travaillés à l'am
MERISIER - C
RÉGENCE

remise
10 à 20
CRÉDIT TOTAL
3er versement N
" LA RÉSID
RUSTIQUE
56 Bd Est
Mio Marcadet-Pa
75018 PAI

EUROPE

Grande-Bretagne

La grève des gardiens de prison tourne à l'épreuve de force avec le gouvernement

De notre correspondant

Londres. — La grève des gardiens de prison a contraint le gouvernement britannique, lundi 27 octobre, à faire appel à l'armée pour faire respecter la loi. Les gardiens de prison ont refusé de travailler, mais surtout de soumettre aux Communautés des mesures d'urgence représentant un empiètement exceptionnel sur le pouvoir judiciaire. Cette législation ne sera applicable que pour trois mois, mais pourrait être renouvelée dans l'hypothèse — domineuse — où les gardiens poursuivraient leur action.

Ces mesures, dont le gouvernement escompte l'adoption dans les quarante-huit heures, consistent essentiellement en une remise en liberté sélective des prisonniers qui étaient en détention préventive et de ceux qui attendaient en prison soit leur comparution devant un tribunal, soit leur sentence, et en une mise en liberté anticipée des prisonniers approchant de la fin de leur peine.

En revanche, pour alléger le fardeau de la police, la loi suspendrait le droit des prisonniers en détention préventive de communiquer avec les huit jours devant un juge appelé soit à les mettre en liberté sous caution, soit à les maintenir en prison ou à les citer à comparaître devant un tribunal. En vertu de cette règle, un magistrat aurait maintenant le droit de décider du maintien en détention préventive même en l'absence du prisonnier.

L'ensemble de ces mesures a provoqué de vifs remous aux Communautés, où certains députés ont dénoncé l'assaut sans précédent contre les libertés civiles, tandis que d'autres s'inquiétaient de la possibilité donnée à l'exé-

cutf de libérer des condamnés avant l'expiration de leur peine. M. Whitlaw, ministre de l'intérieur, a fait valoir qu'il s'agissait de mesures temporaires absolument indispensables étant donné les circonstances. Il a précisé que les soldats envoyés à la prison, encore inachevée, de Frankland, dans le comté de Durham, ne seraient pas armés, et qu'ils se borneraient à escorter les prisonniers et à remplir des fonctions administratives.

Dans l'immédiat, le conflit tourne à l'épreuve de force : les syndicats des gardiens de prison résistent négativement, et maintiennent leurs revendications (dont celle qui vise à obtenir le paiement de leurs repas). Le gouvernement désire rétablir l'autorité des gouverneurs de prison sur les syndicats de gardiens, dont le mouvement revendicatif n'est que le symptôme d'un malaise plus profond, créé par l'augmentation massive de la population carcérale. Déjà, en 1978, le ministre de l'intérieur déclarait que la situation deviendrait intolérable si cette population dépassait quarante mille détenus. Or elle est aujourd'hui de quarante-cinq mille personnes, avec pour conséquence l'entassement des prisonniers dans des locaux très insalubres et la situation d'autant plus difficile que, avec un taux de quatre-vingts prisonniers pour cent mille habitants, la population carcérale britannique est la plus importante d'Europe occidentale (1).

HENRI PIERRE.

(1) En France, cette proportion est environ de soixante-cinq détenus pour cent mille habitants.

Irlande du Nord

Sept membres du Mouvement républicain ont commencé une grève de la faim à la prison de Long-Kesh

Sept membres du Mouvement républicain irlandais détenus dans la prison de Long-Kesh, près de Belfast, ont commencé la grève de la faim. Ils se sont mis à jeuner par solidarité avec les autres prisonniers d'origine irlandaise et entendent poursuivre leur action « jusqu'à la mort » s'ils n'obtiennent pas l'amélioration de leurs conditions de détention et le rétablissement d'un statut spécial, proche de celui des prisonniers politiques, qui leur a été supprimé en mars 1978.

An cours d'une conférence de presse, donnée le 27 octobre, à Paris, au siège de la Fédération internationale des droits de l'homme, trois membres du Comité national irlandais contre les « blocs H » ont décrit les conditions de détention à Long-Kesh et à la prison pour femmes d'Armagh et appelé à soutenir le mouvement des grévistes.

Ces grévistes font partie des trois cent cinquante « blanket men », les détenus des « blocs H » qui depuis quatre ans maintiennent refusent de porter l'uniforme carcéral des droits commun et vivent nus dans leurs cellules avec pour tout vêtement une couverture. Ce premier mouvement a entraîné un durcissement des conditions de détention, notamment la restriction des contacts avec l'extérieur. Les « blanket men » ont droit à une visite par mois et ne disposent ni de lecture ni de radio et de l'impossibilité de bénéficier de remises de peine. La situation s'est considérablement aggravée en mars 1978, lorsque les gardiens des « blocs H » se sont mis à exiger des prisonniers qu'ils portent l'uniforme carcéral et leur ont infligé de multiples humiliations pour leur autoriser l'accès aux toilettes. Les « blanket men » ont alors commencé une

grève de l'hygiène et vivent depuis deux ans et demi dans des conditions qui, selon l'expression du cardinal O'Donnell, primat de l'Eglise d'Irlande, « ne devraient même pas être imposées à des bêtes ». Les femmes de la prison d'Armagh ont entrepris elles aussi une grève de l'hygiène en février 1980, après avoir subi des vexations du même ordre de la part des gardiens.

Relevant d'une loi d'exception, les membres du Mouvement républicain irlandais sont arrêtés et jugés par des tribunaux spéciaux, sans jury et sur la seule base de leurs aveux. Selon les membres du Comité contre les « blocs H », ces aveux seraient fréquemment extorqués sous la torture. Ces procédures ont été dénoncées dans un rapport d'Amnesty International en 1978. La commission Bennett, désignée par le gouvernement britannique, a confirmé dans un rapport publié en 1979 les mauvais traitements infligés à ce type de prisonniers, de même que la Ligue internationale des droits de l'homme et le Comité international contre la répression qui ont effectué une mission commune en Irlande du Nord en juillet dernier.

Le gouvernement britannique avait tenté la semaine dernière d'éviter le déclenchement de la grève de la faim en suspendant l'obligation du port de l'uniforme carcéral pour tous les prisonniers. Les détenus de Long-Kesh ont jugé cette mesure insuffisante. Plus de douze mille personnes leur ont exprimé leur soutien, le 26 octobre, en manifestant dans les rues de Belfast. Le Comité français de défense des prisonniers politiques irlandais (1), créé récemment, organisera pour sa part plusieurs meetings dans diverses villes françaises et à Paris le 6 novembre.

(1) Les dons en argent et la correspondance doivent être adressés à : Comité de défense des prisonniers politiques irlandais, 3, rue Lardennais, 75019 Paris.

La PORTE de la SUISSE

reste ouverte, elle a perdu ses vitrines — seule l'horloge continue à marcher, elle est Suisse — mais elle n'a pas perdu le sens de l'accueil. Ses bureaux restent ouverts et vous offrent dans une ambiance hivernale suisse le chaleur de son hospitalité. Nous vous attendons avec des boissons chaudes et des rafraîchissements. OFFICE NATIONAL SUISSE DU TOURISME 11 bis, rue Scribe 75009 - PARIS Tél. 742.45.45.

pendant la durée du SALON DE LA DÉCORATION

VENTE PROMOTIONNELLE de MEUBLES EN BOIS MASSIF travaillés à l'ancienne MERISIER - CHENE REGENCE

remise de 10 à 20%

CRÉDIT TOTAL 36 mois 1er versement Mars 1981 « LA RÉSIDENCE RUSTIQUE » 96 Bd Barbès Mo Marcellet-Poissonniers 75018 PARIS.

AFRIQUE

Ouganda

Le nouveau renvoi des élections témoigne de l'extension de l'anarchie

Prévues pour le 30 septembre, puis pour le 10 décembre, les élections législatives viennent d'être de nouveau reportées en Ouganda. Selon l'agence Reuters, qui cite des sources diplomatiques, elles n'auront pas lieu avant fin janvier 1981 en raison du retard pris dans l'ouverture des listes électorales et de la recrudescence de la violence sur l'ensemble du territoire, y compris dans la capitale, où plusieurs meurtres ont été perpétrés ces derniers jours.

Dix-huit mois après le renversement du maréchal Amin par un corps expéditionnaire tanzanien, l'Ouganda connaît une anarchie totale. Dans le Nord-Ouest, des pillards — et non des adversaires du régime, comme on avait pu le croire au départ — sévissent à travers le pays. Quatre missionnaires (trois Américains et un Britannique) auraient été tués par des pillards par balles dans ce secteur. Dans le Nord-Est, où sévit la famine, des milliers de bétail ont été tués, ce week-end, deux militaires ougandais. A Kampala, la commission militaire au pouvoir semble incapable de faire régner l'ordre.

Installé au pouvoir par les Tanzaniens, M. Yusuf Lule, président du Front national de libération de l'Ouganda, leur avait déjà assez vite pour être renversé au bout de soixante-huit jours, en juin 1979. Le congrès d'appel de Kampala vient de décider que M. Lule, exilé à Londres, demeure légalement chef de l'Etat. La Commission militaire, qui a chassé du pouvoir M. Binalwa successeur de M. Lule, ne tiendra sans doute guère compte de ce jugement : plusieurs de ses membres sont aux ordres de l'ancien président Obote, dont les malades avaient favorisé, en 1971, la prise du pouvoir par Amin Dada.

Les successeurs de l'ancien dictateur ont été incapables de restaurer l'Etat. L'économie est en ruine, l'administration ne fonctionne plus. Pour revenir au pouvoir, M. Obote — proche du président Nyerere qui lui a offert l'asile pendant huit ans — peut compter sur l'appui de dix mille soldats tanzaniens basés en Ouganda. Mais la Commission militaire n'est pas unanime à souhaiter son retour aux affaires et, de toute façon, le banditisme est trop développé, y compris au sein des armées tanzanienne et ougandaise, pour que M. Obote se fasse aisément élire.

L'Ouganda est-il condamné à osciller entre l'anarchie et la dictature ? On pourrait-il devenir le théâtre d'une nouvelle intervention étrangère « amicale », comme le laisserait entendre le « cortège » des discussions que M. Mwangi, président de la Commission militaire de Kampala, vient d'avoir à Addis-Abeba avec le chef d'Etat éthiopien et qui ont porté sur les « problèmes de sécurité intérieure et extérieure à l'Ouganda » ? — J.-C. P.

● Sixième sommet de la C.E.A.O. — Le sixième sommet de la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest (C.E.A.O.), s'est ouvert lundi 27 octobre à Niamey. Le président Konaté, hôte du sommet, a souligné les difficultés auxquelles doivent faire face les six Etats membres de la Communauté (Sénégal, Mauritanie, Mali, Haute-Volta, Niger, Côte d'Ivoire), dont le produit de vente des principaux produits enregistrés, a-t-il dit, « au mieux une stagnation et le plus souvent une régression sévère, voire catastrophique ». — (A.F.P.)

Samaritaine Capucines

Samaritaine de Luxe

Mercredi 29, Jeudi 30, Vendredi 31 Octobre

3 GRANDS JOURS

Soldes et occasions

Dans tous les rayons

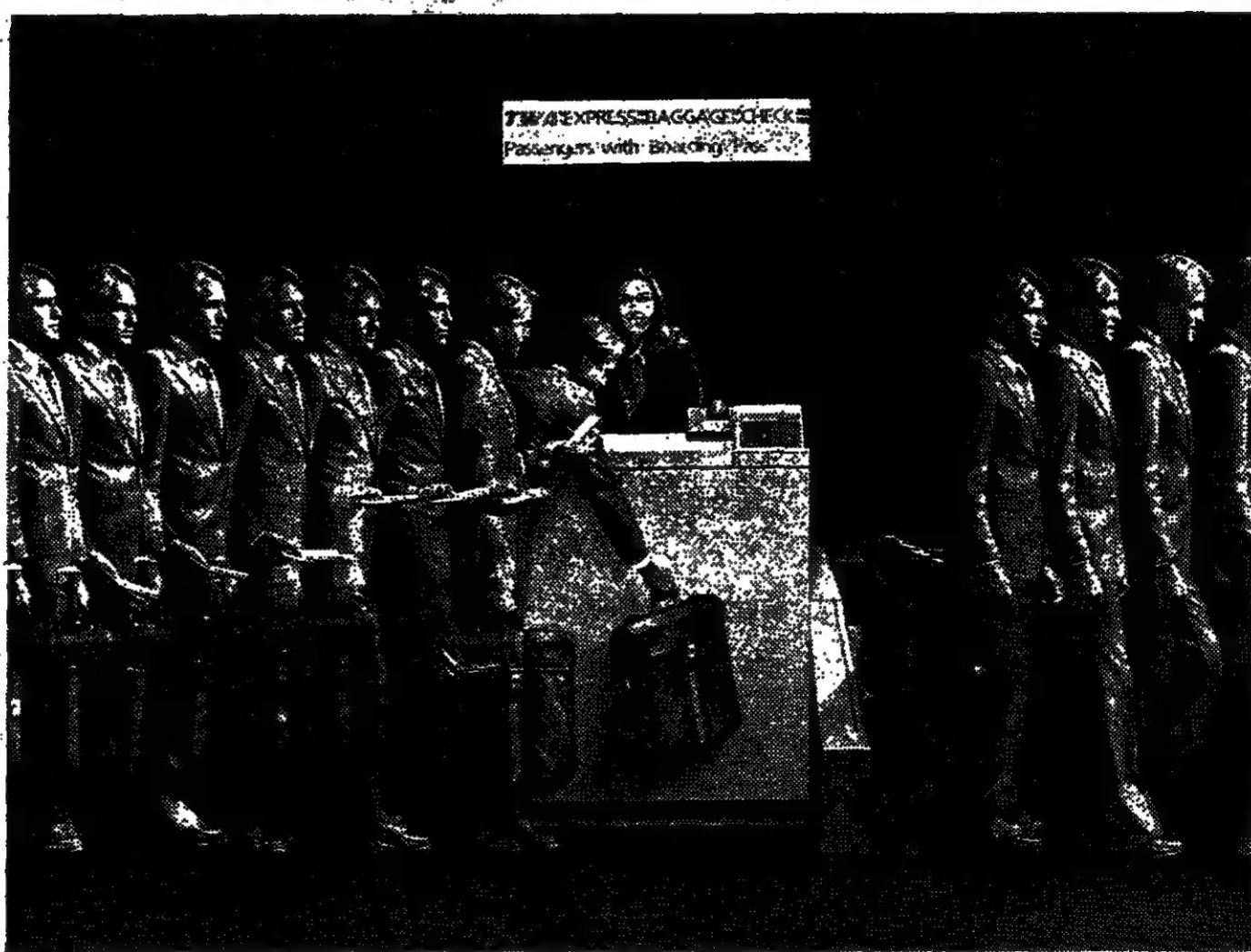
magasin ouvert tous les jours de 9 h 30 à 18 h 30

ET LE SAMEDI 1^{er} NOVEMBRE (TOUSSAINT) DE 13 H 30 A 18 H 30

GRAPHOLOGUE

Vous aurez bien plus de succès si vous apprenez quelque chose que les autres ignorent. Apprenez une science qui fera des jaloux. Informations gratuites sur notre formation par correspondance avec diplôme de fin d'études par M.S.I. Ecole Suisse de Graphologie, 303 Weismattstrasse, CH-8027 Berne.

TWA lance Airport Express: le record de vitesse dans les aéroports.



Finies les attentes aux comptoirs d'enregistrement.

Avec Airport Express seule TWA vous délivre toutes vos cartes d'embarquement au moment de l'achat de votre billet, sur tous les vols TWA vers les USA et à l'intérieur des USA.

Airport Express TWA chez votre agent de voyages.

Rien de plus simple: quand vous effectuez vos réservations chez votre agent de voyages, vous lui demandez Airport Express. Vous choisissez d'avance votre place sur chacun de ces vols: fumeur, non-fumeur, fenêtre ou allée. Il vous transmet alors les cartes d'embarquement correspondant à toutes les étapes de votre voyage, de l'aller au retour en passant par tous les vols intérieurs. Et vous retrouverez d'un avion à l'autre votre siège préféré.

Vous plaire, ça nous plaît.

Airport Express TWA à l'aéroport.

C'est évidemment à l'aéroport qu'Airport Express prend tout son sens. Là encore, rien de plus simple: vous vous présentez au comptoir spécial "Express Baggage Check", reconnaissable à son fronton, vous remettez vos bagages et vous vous dirigez vers la salle d'embarquement. Sans file d'attente, facilement et rapidement.

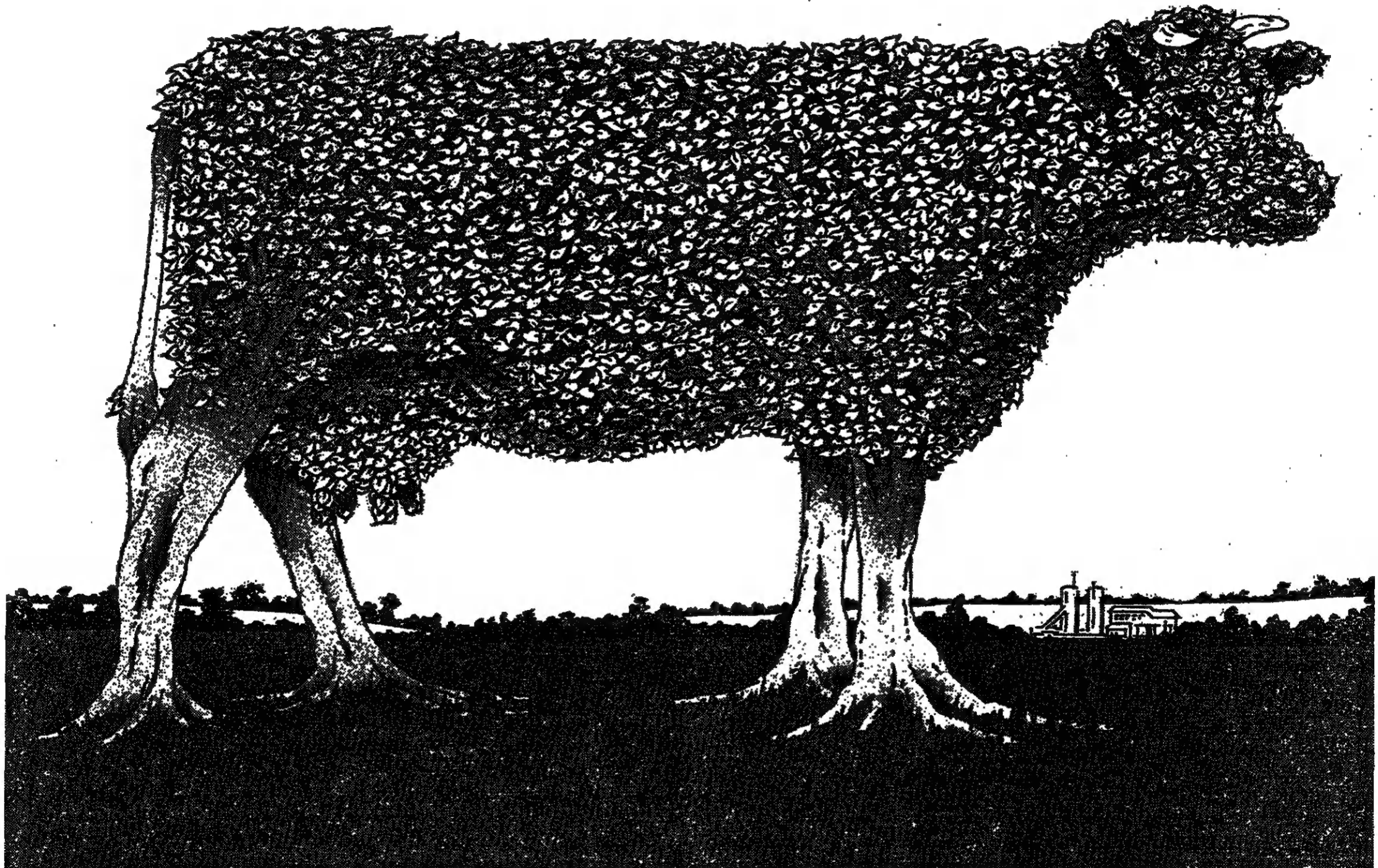
Et cela se répète dans tous les aéroports où vous passerez aux USA.

Airport Express TWA: imaginez le temps gagné, la fatigue évitée, le plaisir de l'avion retrouvé.

N'oubliez plus: demandez Airport Express à votre agent de voyages ou à TWA.

TWA

NOUS PUISONS NOS FORCES ET NOS RACINES DANS LE LAIT DE LA COOPÉRATION.



Fille de la nécessité, la coopération laitière a engendré au cours des cinquante dernières années un véritable regain de régions entières.

N'ayant pas la rentabilité pour unique souci, mais assumant aussi des devoirs vis-à-vis des producteurs sociétaires, la coopération a donc pris le relais partout où les petites exploitations familiales se voyaient condamnées, par exemple, dans des régions sans tradition laitière comme la Provence, le Languedoc, le Midi Pyrénées - ou dans les pays de montagne difficilement accessibles.

Sauvant les entreprises familiales, elle contribue ainsi largement au maintien de la vie locale et des traditions. Mais ce n'est pas tout.

A peine leur isolement était-il brisé que la coopération laitière fait entrer les paysans dans les circuits et techniques modernes de l'économie; la coopération forme et prépare ces mêmes éleveurs à gérer leur propre

exploitation; la coopération crée de l'emploi dans des régions où cela paraissait impossible; la coopération devient un facteur de progrès et de réussite au sein de l'industrie laitière dont elle représente aujourd'hui plus de 50 % des activités, sur le plan national et même international: plus de la moitié des exportations laitières est assurée par les coopératives.

Or, le mouvement coopératif, ce n'est jamais que 1 180 coopératives dont 200 seulement comptent plus de 10 employés! Pourtant, au sein de la coopération, on a utilisé très tôt les technologies de pointe, on a su comprendre l'intérêt des techniques de longue conservation pour le lait, on a mis au point des formules originales de commercialisation, etc...

C'est dire assez la puissance et la réalité de ce simple mot: solidarité. Il puise ses origines dans les profondeurs de l'humanité et ne finit pas de s'épanouir très largement jusqu'au-delà de nos frontières.



Charentes Poitou: l'idée coopérative plus forte que le phylloxera!

En 1888, quand les vignobles qui faisaient la richesse de cette région furent entièrement dévastés par le phylloxera, une première coopérative laitière fut fondée pour tenter une reconversion locale.

En commun, une trentaine de familles venaient «baratter» leur crème pour fabriquer le premier beurre des Charentes.

En 1893, l'Association Centrale des Laiteries Coopératives des Charentes et du Poitou est créée. Elle fait tout de suite preuve d'un dynamisme et d'un modernisme exceptionnels: créant une station de recherche et une école professionnelle. Elle passe du transport à la brouette au wagon-réfrigéré pour livrer du beurre frais sur le carreau des halles de Paris.

Aujourd'hui, elle représente toujours 90 % de la collecte de lait de cette région. Elle assure une réputation incontestée au beurre français, et tient une position privilégiée dans la production des fromages de chèvre, réalisée à plus de 83 % par les coopératives.

L'Association Centrale des Laiteries des Charentes et du Poitou a enraciné 34 000 exploitants agricoles de cette région.

Elle produit 40 000 tonnes de beurre par an et 16 000 tonnes de fromages de chèvre.

La qualité des produits de cette région leur permet de bénéficier les premiers de l'appellation d'origine contrôlée réservée aux grands crus que sont: le beurre des Charentes, le beurre Charentes Poitou, le beurre des Deux-Sèvres.

COOPÉRATIVES LAITIÈRES

LE PARI GAGNÉ DES HOMMES DE BONNE VOLONTÉ

مكرامن الاصل

LA PRÉPARATION DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Trois attentes...

(Suite de la première page.)

L'attente dans laquelle s'est retranché dimanche M. Jacques Chirac est, elle aussi, motivée par la recherche d'une certaine dignité et le refus de participer à des débats qui ne sont pas dignes de l'enjeu présidentiel. Elle ne dissimule toutefois ni la décision de M. Chirac d'être candidat ni la complexité de la situation dans laquelle se trouvent avec lui les dirigeants du R.P.R.

La publication de la première liste de personnalités soutenant M. Debré a montré que le député de la Réunion n'est nullement un candidat marginal et folklorique : vingt-cinq députés gaulistes, deux non-inscrits, quatre sénateurs, pour ne citer que les parlementaires, se sont d'ores et déjà rangés à ses côtés. Ce n'est pas une majorité, mais c'est un début. M. Chirac attend, donc, le début du mois de janvier pour faire connaître sa décision, d'une manière qu'il voudra « fidèle »

l'esprit des institutions. C'est-à-dire qu'il décidera seul, en dehors de son parti. Mais, parallèlement, les responsables du rassemblement tentent de mettre sur pied une politique de remplacement. Une politique qui apparaît aujourd'hui fondée, d'une part, sur une affectation d'optimisme qui se veut mobilisateur et d'autre part, sur l'émission d'écrans de fumée autour d'un thème succès : celui des convergences.

L'optimisme mobilisateur inspire la ligne tracée dimanche 26 octobre par M. Chirac et qui se résume ainsi : « Le R.P.R. aura un candidat présent au second tour de l'élection présidentielle. Il est hors de question d'envoyer toute autre éventualité ». Stratégie qui inspire à M. Robert Foulquier, député R.P.R. de la Côte-d'Or et ancien secrétaire général de l'U.N.R., la remarque suivante : « Je ne sais pas qui lui a mis cette idée dans la tête, mais ce n'est pas un politicien distingué. Ce sont plutôt les fantasmes ». En l'occurrence, s'agit moins de « fantasmer » que de se satisfaire de ce qu'on a, en tentant de mobiliser les militants avec les incantations dont on dispose.

comptent sur les résultats du premier tour pour justifier leurs efforts de chape de parti. Pour le président du R.P.R., les chiffres du premier dimanche seront l'anneau à laquelle se mesurera son influence sous le septennat. Pour le chef du P.S., c'est son emprise sur le parti qui dépendra du résultat ainsi que la possibilité qui s'ouvrira peut-être encore à lui alors de creuser l'écart entre le P.S. et le P.C. Dans l'immédiat, on constate que les reports de vote au sein de la gauche sont de plus en plus définitifs et créent préjudice au parti socialiste qui a dû, dimanche, abandonner à la majorité le can-

ton de Saur (Côte-d'Or) en raison d'un défaut de discipline républicaine, et qui a perdu d'autre part celui de Bussy-Saint-Leger-Sucy-en-Brie (Val-de-Marne).

Mais, pour l'heure, c'est l'élysée, les chiffres du premier tour de 1981 constitueront la base même de la réflexion sur la méthode de gouvernement qu'il emploiera s'il est réélu au second tour : un gaullisme coupé ou non : un parti socialiste coupé ou non. Des éventualités sur lesquelles on ne manque pas, déjà, de réfléchir à l'heure.

NOEL-JEAN BERGEROUX.

M. FISZBIN ET DEUX AUTRES MEMBRES SONT EXCLUS DU BUREAU FÉDÉRAL DE PARIS DU P.C.F.

Le comité fédéral de Paris du P.C.F. a discuté lundi 27 octobre, à la demande du bureau fédéral, de la position prise par deux membres de celui-ci au sujet de l'élection présidentielle. M. Henri Fiszbin, critique, avec quatre autres conseillers de Paris, l'absence de débat au sein du P.C.F. sur les orientations de la campagne électorale avait déclaré qu'il ne s'abstenait pas tant de s'engager personnellement dans cette campagne : cette déclaration avait été condamnée par le bureau fédéral (le Monde du 17 et 18-20 octobre). M. Edwy Kéty avait approuvé la position des cinq conseillers de Paris (le Monde du 22 octobre).

Plusieurs membres du comité fédéral ont formulé, vis-à-vis de

la direction, des critiques du même ordre que celles que M. Fiszbin avait exprimées. M. Louis Régulier, membre du bureau, s'est déclaré en désaccord avec la condamnation prononcée contre l'ancien premier secrétaire de la fédération et les quatre autres conseillers de Paris. A la demande de la direction fédérale le comité a décidé d'exclure du bureau MM. Fiszbin, Kéty et Régulier. Il y a eu 13 voix contre, sur 55 présentes.

Le comité fédéral a également approuvé, à l'unanimité moins deux refus de vote, la condamnation de M. Jean Kleinsteijn par le comité du 12^e arrondissement, qui reprochait à l'historien sa collaboration au Figaro-Magazine (le Monde du 24 octobre).

RÉPONDANT À M. CHIRAC

M. Debré : depuis quand faut-il se concerter pour être candidat ?

M. Michel Debré, poursuivant sa campagne électorale, a, au cours d'une conférence de presse à Nantes, lundi 27 octobre, répondu aux propos tenus par M. Jacques Chirac la veille devant les cadres du R.P.R. (le Monde du 27 octobre).

Le député de la Réunion a déclaré : « La concertation ne peut pas exister lorsqu'il s'agit de l'élection à la présidence de la République. Depuis quand faut-il se concerter pour être candidat de toutes les Françaises et de tous les Français ? Une concertation, c'est déjà renoncer à être soi-même. Quant à moi, je ne serai le candidat d'aucun parti. »

M. Debré a ajouté : « Quand l'entente dit qu'il n'y aura qu'un seul candidat gaulliste, je comprends que je sois seul. Car s'il n'y a qu'un seul candidat gaulliste, comme il est difficile de dire que je ne suis pas gaulliste, je serai donc le candidat-là. »

Le candidat a tenu une réunion des représentants des milieux socio-professionnels en présence d'une centaine de personnes et de deux parlementaires de la région. MM. Olivier Guichard, député R.P.R., et Paul Guillard, sénateur C.N.I.P. - de Loire-Atlantique.

minimum de concertation. Le président du R.P.R. avait ajouté : « Il y aura un congrès extraordinaire qui débatera très ouvertement, très démocratiquement, et qui tranchera. A partir de là, il n'y aura qu'un seul candidat de notre mouvement. »

● M. Georges Nicolo, ingénieur au Commissariat à l'énergie atomique, président de l'Association pour la défense des intérêts généraux des Antilles, a annoncé son intention d'être candidat à l'élection présidentielle. Il a reçu, au cours d'une réunion organisée à Choisy-le-Roi, samedi 25 octobre, le soutien de l'Union démocratique du travail, que préside M. Jacques Debré-Bridel, ancien sénateur R.P.R. de la Seine, et de l'Union démocratique et populaire, que dirige Mme Chantal Cousin. M. Jacques Blache, secrétaire national de la Fédération des gaullistes de progrès, a refusé de se joindre à cette initiative.

* M. Nicolo, 25, avenue de Joinville, 94130 Nogent-sur-Marna.

RÉSIDENCES - CLUBS
3^e AGE
Spécialiste Côte d'Azur
Cabinet INDEXA
52, av. Jean-Médard - 06000 NICE
Tél. : (93) 80.88.31 (F.N.A.M.)

Les écrans de fumée

Les écrans de fumée tendent à modifier une image de marque : on parle de convergences possibles avec les socialistes pour donner à Chirac n'est pas seulement le cas de la majorité et qu'il peut aussi envisager des actions positives, même si c'est avec des partenaires sociaux que les gaullistes. Et l'on évoque, l'éventualité d'une « majorité nouvelle », tout en faisant prudemment remarquer que le moment ne viendra pas tant que le P.S. ne renoncera pas officiellement à l'union de la gauche.

Toutefois, cette attitude peut aussi être interprétée comme une sorte d'appel à une certaine concertation, ou négociation, avec l'adversaire. Quand M. Chirac dit : « Il faut changer de président et on veut changer de politique », il ajoute : « Ou bien il faut que le président fasse l'effort de changer lui-même. » Et quand il fait dépendre les évolutions à venir « de la fermeté et de la volonté qui se seront manifestées dans le corps électoral », il laisse peut-être entendre, en fait, qu'un R.P.R. qui aurait obtenu de bons résultats au scrutin de 1981 serait à même d'offrir sur la politique du président de la République.

Dimanche soir au Club de la presse d'Europe 1, M. Bernard Forns laissait deviner, lui aussi, derrière des phrases très vagues pour le gouvernement et le chef de l'Etat, que sa formation ne regardait peut-être au-delà de l'horizon qu'en raison du peu de cas que l'on fait d'elle en 1981.

au demeurant, pour M. Chirac et les siens, la difficulté réside dans le fait que la multiplicité actuelle des candidatures issues de leur propre famille ne laisse

guère prévoir un score éponouffant. Et encore moins une arrivée en seconde position au premier tour. Ce raisonnement appelle toutefois deux remarques qui peuvent avoir valeur d'amendement. En premier lieu, il ne convient pas nécessairement de concevoir le score gaulliste en termes de soustraction et ce courant présente plusieurs candidats. On peut en effet admettre que les gaullistes en général renouvelleront peut-être plus de suffrages avec plusieurs représentants qu'avec un seul. Autrement dit, Jacques Chirac plus Michel Debré égale mieux que Jacques Chirac tout seul. Ce qui n'est pas négligeable si les deux initiatives ne sont pas exclues l'une de l'autre et si les deux hommes ne se déchirent pas pendant la campagne. Une manière de limiter le risque d'un affaiblissement d'ensemble du courant, quitte à l'admettre comme divisé.

En second lieu, il faut prendre aussi en considération la thèse selon laquelle les expériences de 1974 et 1978 ont établi l'efficacité d'une stratégie visant à peser sur un pouvoir que l'on a conforté par ses votes : en 1974, M. Jacques Chirac assure l'élection de M. Valéry Giscard d'Estaing et pourtant il n'a pas pu durablement en infléchir la politique. En 1978, le R.P.R. largement concourt au succès de la majorité et pourtant le grand nombre de députés qu'il compte aujourd'hui ne suffit en aucune façon à infléchir l'action gouvernementale. Rédaction qui va quelque peu à l'encontre des propos de M. Chirac : « C'est l'élection présidentielle qui permet de censurer l'exécutif. »

« Se débarbouiller »

M. François Mitterrand est le troisième personnage en attente. En attente de candidature comme les deux précédents et, comme eux, soucieux d'éviter de participer au tourbillon.

D'abord, puisque le chef de l'Etat attend, celui qui a si souvent voulu se dresser seul en face de lui attend aussi. En effet, 1981 est l'année où ont eu lieu les campagnes électorales. Enfin, de même qu'il demandait qu'on laisse au P.S. « le temps de se débarbouiller des querelles de la gauche », de même a-t-il besoin de temps pour « se débarbouiller » lui-même des querelles

du P.S. Le temps lui permettra de traiter séparément et successivement les deux problèmes qui lui sont posés : remise en route du parti après le débat interne sur la candidature, puis lancement de la campagne proprement dite. Alors, le moment sera venu de développer des arguments visant à convaincre une partie de l'électorat gaulliste réconcilié qu'il peut voter pour le candidat socialiste. Affaire de « convergences », là aussi, mais de convergences traduites en un apport électoral susceptible de compenser les voix perdues du côté communiste.

MM. Chirac et Mitterrand

EN BREF

● Le parti socialiste a dénoncé au lendemain de l'élection de M. Georges Aubin (centre gauche) comme maire de Vernon, dans l'Eure (le Monde du 28 octobre), « une nouvelle illustration de la politique anti-Giscard telle que la conçoit Georges Marchais ». Après avoir rappelé que « lors des élections sénatoriales, les dirigeants communistes (avaient fait) dire dans le Double le candidat de la droite, directeur de personnel de Peugeot, ouvrier responsable C.G.T. », le P.S. observe qu'« ils ont fait le même choix en votant au conseil municipal pour le candidat (...) présenté par la droite, alors que (...) la gauche était majoritaire », à Vernon.

● Le conseil général des Vosges

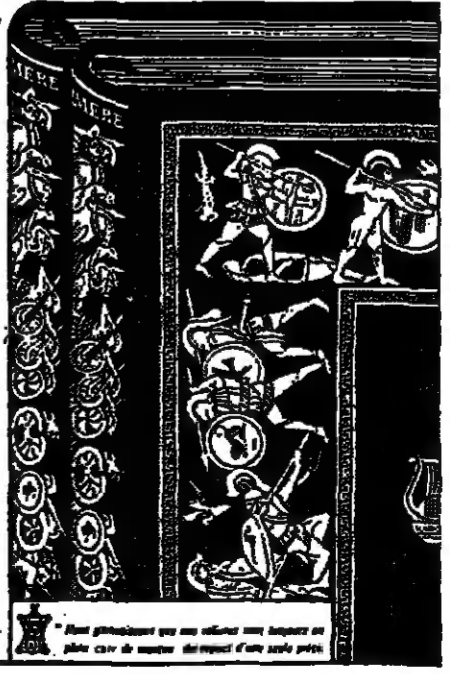
a désigné, lundi 27 octobre, un successeur à M. Gérard Lemaire (P.S.), démissionnaire, comme représentant des collectivités locales au conseil régional de Lorraine.

Ainsi que l'opposition demandait que soit reconstruit l'accord portant sur une répartition proportionnelle des sièges, la majorité et un élu de gauche ont désigné M. Roland Marchal, maire socialiste de Chantreaux, par 15 voix contre 13 (un élu de l'opposition et un de la majorité étaient absents) à M. François Belmont, maire de Neufchâteau, candidat officiel de la fédération départementale du P.S. M. Christian Pierrat, député socialiste, a indiqué, après le scrutin, que M. Marchal est l'« objet d'une procédure d'exclusion ». — (Corresp.)

VIENT DE PARAÎTRE 15, rue Viète Paris 17^e
FRANCIS LEFEBVRE
LE PLAN COMPTABLE RÉVISÉ
Guide pratique et étude méthodologique, 450 pages
Prix en notre librairie : 98 F - Franco 109 F

EN PREMIÈRE ABSOLUE
HOMÈRE
illustré par les artistes grecs de l'antiquité
Réunies pour la première fois dans cette édition, les peintures des vases grecs dispersés dans les musées et les collections privées d'Europe et d'Amérique.
Ces chefs-d'œuvre datant de la période comprise entre le VI^e et le IV^e siècle avant Jésus-Christ n'avaient jamais été réunis. Nous avons retrouvé ces figures principalement dans : les musées de Naples, de Berlin, du Vatican, de Bonn, de Florence, de Würzburg, de Cracovie et d'Athènes. Au British Museum, au Metropolitan de New York et à la pinacothèque de Munich. Les collections Tyszkiewicz, Van Branteghem de Bruxelles, de la Duchesse de Dalmatie, du Duc de Marlborough, de Fourtaud-Gorgier. Les vases grecs sont des œuvres inestimables de 544 pages chacune avec l'éblouissant détail des peintures et harmonieuses des vases grecs anciens. Une fresque antique encore jamais contemplée dans son ensemble. La transposition des illustrations et leurs légendes sont l'œuvre de Notor Vicoine de Roton.
L'Illiade
L'Illiade dans la merveilleuse traduction de Leconte de Lisle.
Vous serez heureux de relire les thèmes principaux de la guerre de Troie : La colère d'Achille à qui les chefs ont enlevé sa captive Briséis, le dessein de Zeus qui décide d'infirmer une défaite aux Grecs. Le combat singulier entre Ménélas et Paris, la mort de Patrocle, ami d'Achille tué par Hector, la vengeance d'Achille qui tue Hector et emmène le cadavre. Les prières du vieux Priam qui réclame le corps de son fils.
L'Illiade est une merveilleuse épopée guerrière, mais en dehors des récits de batailles, elle abonde en scènes et tableaux pittoresques d'une vérité inoubliable : Hélène sur les remparts de Troie, Hélène et Paris, les adieux d'Hector, les supplications de Priam, Zeus berné par Héra.
C'est l'aventure humaine vue et racontée à travers les Dieux antiques en 27 800 vers, illustrée par d'étonnantes reliques d'il y a 25 siècles.
L'Odyssée
Vous referez connaissance avec Ulysse et les personnages qu'il a rencontrés au cours de son périple, jusqu'à son retour au royaume d'Ithaque, déguisé en mendiant : Le Cyclope, Éole, Cirée la magicienne, les Cimmériens parlant avec les morts, les sirènes et la divine Calypso. Sa femme, la patiente Pénélope, son fils Télémaque, le porcher Eumée, la foule des fourbes prétendants et le vieux chien fidèle qui seul le reconnaît à son retour.
Cette épopée passionnante toute emplie de douceur et de violence est à la fois un roman d'aventures, une merveilleuse histoire d'amour et une tragédie à l'antique. Son héros, Ulysse, est le symbole des qualités du peuple grec : l'audace allée à la prudence, l'habileté à la patience.
C'est l'expérience humaine vue et racontée à travers les Dieux antiques dans les 12 110 vers éternels d'Homère, dans la merveilleuse traduction de Leconte de Lisle.

BON D'EXAMEN GRATUIT (à adresser à Jean de Bonnot, 7 rue Saint-Honoré, 75382 PARIS CEDEX 08)
(réservé aux clients de Jean de Bonnot)
Sans engagement de ma part, soumettez-moi pour un examen de 10 jours le (les) ouvrage(s) suivant(s) :
☐ le volume de l'Illiade (Prix : 93,85 F + 7,20 F de port)
☐ le volume de l'Odyssée (Prix : 82,35 F + 7,20 F de port)
Si je ne suis pas enthousiasmé par cette édition, je vous retournerai votre argent, sans rien vous devoir, dans un délai de 10 jours, à vos frais.
Si je décide de la conserver, je vous rétipierai son prix.
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse complète : _____ Code Postal : _____
Signature : _____
GARANTEE ILLIMITÉE. Il vous suffit d'envoyer de temps en temps le bon à Jean de Bonnot. Les livres vous sont livrés à vil prix et donnent à l'examinateur des indications précieuses. Jean de Bonnot ne paie que des livres nouveaux et les plus petits détails et ne présente de la valeur chaque année. C'est pourquoi il s'engage à racheter les livres qu'il publie, au même prix, sans aucune déduction, quel que soit leur état.



POLITIQUE

UN ENTRETIEN AVEC M. ALAIN KRIVINE

(Suite de la première page.)

Pour Georges Marchais, le déstabilisme automatique est « périmé », parce que, pour cet « anti-Giscard », la défaite du président c'est « blanc bonnet et bonnet blanc ». En parlant « des luttes, des luttes et des luttes », sans jamais les centraliser — si ce n'est de temps en temps pendant vingt-quatre heures — et en refusant de leur donner un débouché politique unitaire, le candidat du P.C. ne fait pas que se contredire, il se contredit aussi à un comble qui pousse sur scène en répétant : « Marchais, marchons, marchons ! »

Quant au parti socialiste, il s'agit pour lui de plus en plus, d'aller au gouvernement seul, pour gérer l'austérité avec les voix du P.C. mais sans ses militants. Il se déclare unitaire, mais il n'est pas clairement prononcé pour un déstabilisme inconditionnel en faveur de Marchais ou son gouvernement du P.C. et du P.S.

— Estimez-vous qu'il y a une dynamique unitaire dont vous parlez ?

— La dynamique unitaire est refusée à la fois par le P.C. et par le P.S. mais à des degrés différents. C'est net du côté du P.C. avec le cours ultrastatutaire que développent Georges Marchais et son parti : opérer le rassemblement de la classe ouvrière uniquement autour du P.C. et de son secrétaire général.

Les travailleurs écorchés

— Croyez-vous possible de modifier cette situation ?

— Cela dépend de la mobilisation des travailleurs. Nous constatons dans le pays l'écorchement de millions de travailleurs devant cette guerre fratricide. Ils ont le sentiment d'avoir été dupés en 1978. On ne peut pas impunément avoir fait défilier des centaines de milliers de gens dans les rues, de 1972 à 1978, avec une « Union, action programme commun » et, en l'espace de vingt-quatre heures, expliquer que cette union n'était pas une bonne union, que ce programme n'était pas un bon programme, et tourner le dos résolument à toute perspective d'unité.

— Sur quel vous fondez-vous pour affirmer l'existence de cette situation ?

— Cette réaction apparaît sur le plan syndical. Si certains militants, dégoûtés, abandonnent toute activité syndicale, une fraction grandissante a décidé de prendre en main la lutte pour l'unité. On a vu apparaître depuis plusieurs mois dans toutes les fédérations, aussi bien de la C.G.T. que de la C.F.D.T., une opposition syndicale qui n'est pas encore organisée, mais qui s'est manifestée de façon significative, lors des congrès syndicaux, par des amendements ou des motions qui convergent sur deux points : ras-le-bol de cette division syndicale, ras-le-bol des luttes éclatées qui ne mènent à rien ; nous voulons une action unitaire de l'ensemble des organisations syndicales contre l'austérité.

Sur le plan politique, ce constat unitaire s'est manifesté par le succès que rencontre la pétition Union dans les luttes, qui a rassemblé cent quarante mille signatures et qui a donné naissance à des collectifs unitaires regroupant, pour la première fois, des militants du P.C., du P.S., des syndicalistes et des militants révolutionnaires.

— Quelle est la capacité d'initiative de ce courant ?

— On l'a vu le 1^{er} mai dernier lorsque, à l'appel de plusieurs dizaines d'instances syndicales C.G.T. et C.F.D.T. et de plusieurs centaines de militants, un cortège pour l'unité a rejoint les cortèges de la C.G.T. et de la C.F.D.T. Récemment, pour la visite de Giscard à Lille, mille

candidats, s'opposent à toute unité d'action avec le P.S., tant dans les luttes que sur le plan électoral. On a l'impression que le P.C. fait tout pour pousser le P.S. dans les bras de la droite, en oubliant que les millions de travailleurs qui votent P.S. voient en ce parti un outil pour combattre la droite.

Malgré de façon peut-être moins visible, le parti socialiste participe, lui aussi, à la division, notamment avec ses élus d'outre-mer, qui ont été élus en plus d'une opération politique d'assistance mutuelle. « A direction du P.S. qui se prépare à gérer la crise, est incapable de répondre à la politique de division du P.C. en lui proposant un plan concret de mobilisation contre l'austérité, par exemple une campagne pour la semaine de trente-cinq heures sans diminution de salaire.

Cette division politique se traduit au niveau syndical par une véritable guerre civile entre la C.G.T. et la C.F.D.T., au mépris des intérêts communs des travailleurs. La C.G.T. appelle à la lutte sans préparation de mouvement d'ensemble. La C.F.D.T. par sa politique de « recentrage », cherche seulement à négocier les miettes de l'austérité. Edmond Maire et Georges Séguin prennent en fait la responsabilité de se servir des organisations syndicales comme courroies de transmission de leur fraction politique.

trois cents syndicalistes exécutent une riposte unitaire. On pourrait citer d'autres exemples. Nous estimons vital, aujourd'hui, de faire en sorte que, sous une forme ou sous une autre, des centaines de milliers de travailleurs se mobilisent pour imposer le déstabilisme en faveur du candidat P.C. ou P.S. le mieux placé, afin d'éviter qu'on n'assiste à un déstabilisme du bout des lèvres entre les deux tours, résiliant la farce de 1978. Les appareils du P.C. et du P.S. seront obligés de tenir compte de ce constat, qui permettra aussi de donner plus de confiance aux travailleurs dans leur lutte contre le pouvoir.

— Comment se fait-il que la L.C.R. ne constitue pas, après deux ans d'existence, une force autonome pour imposer au P.S. et au P.C. l'unité d'action, qui, selon vous, peut seule répondre aux aspirations des travailleurs ?

— La situation de la L.C.R. est en train de changer. On a traité divers sujets lorsque nous dénoncions dans le programme commun un accord d'états-majors concocté en dehors des masses. Aujourd'hui, une partie significative de la classe ouvrière commence à faire les bilans et à voir que les diviseurs ne sont pas ceux qu'on lui désignait. La L.C.R. n'est en rien responsable de la division actuelle du mouvement ouvrier. Les travailleurs commencent à ouvrir les yeux sur les combines électoralistes de l'union de la gauche et du programme commun. Ils ne veulent plus être manipulés par des dirigeants qui ne sont que des agents de la division.

— Nous voulons essayer de briser le cercle vicieux qui fait que des centaines de milliers de gens, lassés de la politique du P.C. et du P.S. et d'armées de formations ouvrières se présentent avec son programme devant les travailleurs.

— C'est un combat perdu d'avance et un mauvais combat. Il est logique que, au premier tour, chacune des formations ouvrières se présente avec son programme devant les travailleurs.

— Pensez-vous réunir les cinq cents signatures d'élus nécessaires pour déposer votre candidature ?

— Nous ne les avons pas encore, mais on peut se féliciter de voir des dizaines d'élus communistes et socialistes nous donner leurs signatures et contrebalancer la volonté du pouvoir d'imposer ses critères de représentativité. Le P.C. et le P.S. ont voté contre cette loi antidémocratique, et nous attendons que leurs directions aient la dignité de traduire leurs paroles en actes, en levant le bonnet vers nous, à ce que leurs élus signent pour nous. Il serait impensable que ces partis prennent la responsabilité de nous réduire au silence.

Propos recueillis par PATRICK JARREAU.

LA DISCUSSION BUDGÉTAIRE A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

TRAVAIL ET PARTICIPATION : le chômage en question

Lundi 27 octobre, à l'Assemblée nationale, lors de la discussion — et de l'adoption — du budget du travail et de la participation, les thèmes suivants ont été notamment abordés :

Les chiffres du chômage

Budget du travail et de la participation ou budget du chômage ? L'ambiguïté apparaît dans la ventilation de l'enveloppe budgétaire. M. FREILAUT (P.C., Seine-de-Seine), rapporteur spécial de la commission des finances, commente les chiffres : 18 830 millions, une augmentation de 31,9 % par rapport à l'année dernière, mais 60 % du budget sont consacrés à l'indemnisation du chômage. Celui-ci, d'une année sur l'autre, a progressé de 17,5 % ; il s'ajoute aujourd'hui un million cinq cent mille chômeurs. Un million cinq cent mille « demandeurs d'emploi », rectifie M. MATTEOLI, ministre du travail, ce n'est pas pareil. De plus, les prévisions en la matière sont loin

d'être optimistes. Plusieurs députés vont citer les prévisions du VIII^e Plan, selon lesquelles en 1986 la France pourrait compter deux millions deux cent mille chômeurs. Le ministre du travail ne dément pas ces chiffres, mais précise que « d'autres scénarios conduisent heureusement à des situations moins critiques ». Ce budget présente au moins une qualité, selon M. ANDRIEU (P.C., Pas-de-Calais), celle « d'être un miroir sans complaisance » pour le président de la République. M. ROSSIGNOL (U.D.F., Meurthe-et-Moselle) préfère analyser les conséquences du chômage. Celui-ci, indique-t-il, « provoque une crise de confiance dans le système social ; il alimente les tensions ; les chômeurs de longue durée sont les oubliés de la réforme de l'indemnisation ».

Les « fin de droits »

Ce sont ceux que M. Rossignol appelle « les pauvres entre les pauvres », ceux qui arrivent en fin de droits et dont la situation est la plus dramatique. Le débat va leur être, pour une large part, consacré. De janvier à août 1980, note M. FREILAUT, l'indemnité du chômage « a été brutalement supprimée » à 96 121 personnes ; l'aide maximale n'est accordée qu'à 14,5 % des chômeurs. Les « fin de droits », à partir du 1^{er} janvier 1981, se verront appliqués la loi du 23 décembre 1979, qui supprime le droit à la Sécurité sociale pour les chômeurs non indemnisés. Les droits aux prestations de l'assurance-maladie et maternité leur seront maintenus pendant un an, précise le rapporteur, mais, après ce délai, les chômeurs devront recourir au régime de l'assurance personnelle, dont le coût sera de 350 F par mois environ. Ils n'ont plus aucune ressource, explique M. ABELIN (U.D.F., Vienne), et sont livrés à leur sort. Ils ne peuvent que se débattre dans une situation de précarité. Si le nombre des chômeurs arrivés en fin de droits s'élevait à 10 832 en juillet 1980, indique M. MATTEOLI, « 537 seulement » ont été inscrits au 1^{er} octobre. M. EVIN (P.S., Loire-Atlantique) rappelle que son groupe a déposé une proposition de loi tendant à la réduction du temps de travail.

Le ministre du travail souhaite « qu'on s'en tienne pour le moment à la négociation entre partenaires sociaux ». Lorsque celle-ci aura abouti, le Parlement en sera saisi. La discussion parlementaire, explique-t-il, « sera enrichie par un accord préalable, même si l'ajout d'un accord-cadre qui laisse la place à la discussion par branche et par profession ».

Chômeurs âgés

Le système de prime à l'embauche de travailleurs de plus de quarante-cinq ans, déclare M. SOURDILLE (R.F.P., Ardennes), rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, « a connu un succès total ». Quant aux travailleurs âgés de plus de cinquante-neuf ans, indique M. JAROSZ (P.C., Nord), « le patronat a détesté leur insipidité au travail. Leur nombre a cru de 25 % en six ans ». Réponses de M. MATTEOLI : l'UNEDIC a été saisi pour que les salariés licenciés âgés entre cinquante-cinq et cinquante-six ans et deux mois puissent toucher l'allocation de base jusqu'à soixante ans ; les salariés âgés de plus de cinquante-six ans et deux mois, et exceptionnellement de cinquante-cinq ans, ayant fait l'objet d'un licenciement pour motif économique, « déclarés non susceptibles d'un reclassement effectif », pourront faire l'objet d'une convention du Fonds national de l'emploi qui leur garantira un revenu égal à 70 % de leur ancien salaire brut.

Aménagement du temps de travail

Le débat entre partenaires sociaux sur ce point s'enlise, déplore M. BEGUIN (P.F.R., Vosges). On peut travailler moins en produisant plus et mieux, assure-t-il. Le seul moyen de déboucher la situation, assure le député R.P.R., est de présenter au Parlement un projet de loi-cadre. M. EVIN (P.S., Loire-Atlantique) rappelle que son groupe a déposé une proposition de loi tendant à la réduction du temps de travail.

Le ministre du travail souhaite « qu'on s'en tienne pour le moment à la négociation entre partenaires sociaux ». Lorsque celle-ci aura abouti, le Parlement en sera saisi. La discussion parlementaire, explique-t-il, « sera enrichie par un accord préalable, même si l'ajout d'un accord-cadre qui laisse la place à la discussion par branche et par profession ».

Immigrés

L'évolution des crédits en faveur des travailleurs immigrés constituera un autre thème fort de la discussion. M. JANS (P.C., Haute-de-Seine), rapporteur spécial de la commission des finances, note que ces crédits représentaient 63,8 % en 1981, ils s'élevaient à 1 662 millions, la participation de l'Etat tombant à 10,3 % (le reste étant versé par le Fonds d'action sociale ou fourni par la part de 0,10 % sur la masse salariale). M. STOLERU rappelle que la politique du gouvernement en ce qui concerne les « flux migratoires » tient en trois points : 1) tout étranger qui vit légalement en France peut y rester « pratiquement aussi longtemps qu'il le souhaite » ; 2) les étrangers qui voudraient venir en France ne peuvent pas y entrer ; 3) ceux qui y sont déjà et qui ne peuvent plus rester peuvent choisir le retour et sont aidés par l'Etat. M. Stoleru ajoute que « dans 98 % des cas un départ équivaut à un chômeur de moins » et que le gouvernement va « entreprendre toute tentative raciale ».

M. Paul Dijoud a réuni, lundi après-midi 27 octobre au secrétariat d'Etat aux DOM-TOM, les préfets des départements et les hauts commissaires des territoires d'outre-mer, ainsi que les administrateurs de Mayotte et de la Réunion, afin de leur exposer les dossiers économiques et sociaux de l'outre-mer. Les administrateurs des DOM-TOM doivent participer, mercredi après-midi 28 octobre à l'Elysée, à une séance de travail présidée par M. Valéry Giscard d'Estaing, en présence de MM. Bonnet, ministre de l'Intérieur, et Dijoud.

DÉCÈS DE M. HENRI LAVIELLE DÉPUTÉ P.S. DES LANDES

M. René Pénicaud le remplacera au Palais-Bourbon

M. Henri Lavielle, député socialiste de la deuxième circonscription des Landes (Dax), a succombé, lundi 27 octobre, à une crise cardiaque dans son bureau de la mairie de Saint-Paul-lès-Dax.

Il sera remplacé à l'Assemblée nationale par son suppléant, M. René Pénicaud, enseignant, qui était son adjoint à la mairie.

(Né le 22 mai 1921, à Pontonac-Audour (Landes), Henri Lavielle, directeur de la Société nationale de construction, était maire de Saint-Paul-lès-Dax depuis 1965. Il était député socialiste des Landes depuis 1968. Il avait été élu vice-président du conseil régional d'Aquitaine. Henri Lavielle représentait, depuis 1967, la deuxième circonscription des Landes à l'Assemblée nationale, où il siégeait à la commission de la défense.)

DÉFENSE

LA FRANCE CONSTITUE UNE FORCE NAVALE ANTIMINES POUR L'Océan Indien

La marine nationale constitue, actuellement, une petite force homogène antimines à partir de ses bâtiments basés à Toulon et à Cherbourg, dans l'attente d'une mission en océan Indien. Deux chasseurs de mines, basés à Toulon, et deux dragueurs d'écouverts et de soutien chargés de coordonner des opérations et d'assurer le déminage du détroit d'Ormuz.

Officiellement, cette mise en alerte des chasseurs et des dragueurs de mines est présentée, ce mardi matin 28 octobre, comme un exercice d'ensemble, et aucune précision n'est encore donnée sur la destination de cette force. Les dragueurs océaniques de Cherbourg (500 tonnes à pleine charge) sont capables de détecter et de détruire des mines par des fonds de 60 mètres, grâce à un engin télécommandé qui dépose une charge explosive à proximité de la cible à neutraliser. Les chasseurs de mines de Toulon (700 tonnes à pleine charge) sont chargés de mines océaniques américaines, qui ont été modernisées après 1976.

A plusieurs reprises, durant le conflit indo-pakistanaïse, les deux bâtiments ont menacé de miner le détroit d'Ormuz, par lequel transitent, présentement, 60 % du pétrole du Golfe destiné à l'Europe.

Dans le passé, la France avait été appelée à intervenir pour déminer le canal de Suez après la guerre israélo-arabe de 1973.

En océan Indien, on assiste actuellement à une activité accrue des marines de guerre occidentales et à une intensification des consultations techniques entre états-majors français, américains, britanniques et australiens dont les bâtiments sont sur place. Pour sa part, la France a l'épée dans le mer d'Oman, dans l'hémisphère nord de l'océan Indien, et la frégate lance-missiles *Surf* s'apprête à le rejoindre. A la fin du mois, un aviso-escorte, l'*Amiral Charrier*, doit gagner lui aussi l'océan Indien. Le pétrolier-ravitailleur *Isère* (26 700 tonnes à pleine charge) fait route également pour s'intégrer à la flotte française de l'océan Indien.

La France a invité quarante-huit délégations étrangères à la VII^e exposition des armements navals du Bourget

Les armements navals achetés, au début du mois d'octobre, par l'Arabie Saoudite et le Qatar sont les « vedettes » de la septième exposition de matériels pour les forces navales, qui a lieu au Bourget (Seine-Saint-Denis) jusqu'au vendredi 31 octobre, et que M. Joël Le Theule, ministre de la défense, a inauguré ce mardi matin 28 octobre. Au total, quatre vingt-deux exposants y accueillent quarante-huit délégations étrangères.

Selon certains exposants, le niveau et la qualité des responsables étrangers invités ont quelque peu diminué par rapport aux Salons précédents, et cette observation s'expliquerait par une saturation de la clientèle internationale, guidée par les besoins des différents fournisseurs de matériels navals.

Parmi les productions exposées, on a particulièrement remarqué :

La frégate F-300, dont quatre exemplaires ont été commandés par l'Arabie Saoudite, en l'attente de la livraison de quatre autres exemplaires. Ce bâtiment, qui déplace en charge 2 810 tonnes à la vitesse maximum de 30 nœuds, et dont l'équipage comprend cent quatre-vingt hommes, est destiné à l'intervention rapide, à des patrouilles en mer, au soutien de forces amphibies et à la lutte anti-aérienne et anti-sous-marine. Les quatre frégates saoudiennes seront conçues, pour la première d'entre elles, dans un arsenal d'Etat et, pour les trois suivantes, dans les chantiers privés de La Seyne (Var) et de La Ciotat (Bouches-du-Rhône).

Le missile AS-15 ont été mis au point par la Société nationale industrielle aéronautique (SNIA).

Le missile mer-mer Exocet MM-40 de la SNIA, acheté par le Qatar à plus d'une centaine d'exemplaires. Le MM-40 porte 70 kilomètres de distance, et il sera monté sur trois patrouilleurs du modèle *La Combattante*, acquis par le Qatar ainsi que sur des véhicules de tir utilisés en batteries de défense côtière. Chaque batterie comporte trois véhicules qui lancent, chacun, quatre missiles MM-40.

Au total, ces deux marchés conclus par la France s'élèvent à 18 milliards de francs, dont environ 3 milliards de francs pour la SNIA (missiles et hélicoptères) et 2 milliards de francs

pour Matra (missiles). C'est la première fois qu'un client étranger — en l'occurrence l'Arabie Saoudite — commande des hélicoptères Dauphin équipés du missile AS-15 et, aussi, la première fois qu'un autre client étranger — en la circonstance le Qatar — retient le missile MM-40 en batterie côtière. A ce jour, la marine de guerre française n'a choisi aucun de ces deux systèmes à l'exception de la version du MM-40 comme missile mer-mer à bord de ses bâtiments.

La conclusion en moins de trois semaines de ces deux importantes commandes navales vient prendre le relais des ventes de matériels aéronautiques et terrestres, qui ont tendanciellement marqué le pas depuis le début de l'année, et elle donne un coup de fouet aux exportations navales qui, traditionnellement, sont le point faible du commerce français des armes.

En 1979, en effet, la France a reçu pour 25 200 millions de francs de commandes étrangères d'armements et elle a livré pour 20 900 millions de francs, soit 41 % du chiffre d'affaires de l'ensemble de ses industries d'armement. La part navale de ces ventes de commandes a été de 1 700 millions de francs (7 % du total) et de 540 millions de francs pour les livraisons (2,6 % du total).

A l'Assemblée nationale, M. Le Theule, après avoir affirmé qu'il n'avait « aucun complexe de marchand de canons », a conclu : « Je ferai tout pour que nous améliorions nos performances en ce domaine ».

JACQUES ISNARD.

20 MILLIARDS DE LIVRAISONS D'ARMES A L'ÉTRANGER EN 1979

(En milliards de francs courants)	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979
Exportations totales	89,6	114	131,5	159,7	226,6	223,6	266,8	312	345	414,66
Exportations d'armements	2,48	2,79	3,67	5,97	6,88	8,28	11,64	14,71	17,24	20,45
dont :										
Aéronautiques et engins	1,38	2,18	3,06	3,88	4,28	5	8,11	9	10,89	12,12
Terrestres	0,49	0,69	0,59	0,89	1,38	1,35	2,45	3,38	3,91	5,67
Navals	0,62	0,69	0,11	0,11	0,66	0,64	0,18	0,56	1,23	0,54
Microélectroniques					0,63	1,16	0,97	1,47	1,30	2,12
Importations d'armements		0,5	0,7	0,9	1,5	1,7	2,1	1,5	1,6	2

Exprimées en milliards de francs constants (valeur de base 1969), ces exportations d'armements — et non des commandes enregistrées — ont été multipliées par 4,2 entre 1969 et 1979, ce qui est le montant global des exportations totales de la France à été multiplié par 2,3 durant la même période.

Autrement dit, la progression des ventes d'armes à l'étranger a été deux fois plus importante, durant la dernière décennie, que celle de l'ensemble du commerce international de la France.

مكتبات الأصيل

Le Monde

SCIENCES ET TECHNIQUES

ANNIVERSAIRE

Alfred Wegener

prophète de la dérive des continents

ET POURTANT, ILS BOUGENT !

Un combat contre l'orthodoxie

par XAVIER LE PICHON (*)

« **E**t pourtant, les continents dérivent... » Peut-être cette affirmation, pour laquelle Alfred Wegener était battu durant les dix-huit dernières années de sa vie, revint-elle une dernière fois à son esprit au moment de sa mort. C'était au milieu des glaces du Groenland (où il se trouvait pour la troisième fois), par un froid de -65°C, vers le 1^{er} novembre 1930, jour de son cinquantième anniversaire. Wegener et un Eskimo étaient venus apporter des vivres à des météorologistes habitant une base installée pour l'hiver au milieu du Groenland. Ils en étaient repartis le 30 octobre : « *Leurs chiens sont épuisés, c'est une véritable course contre la mort* », notait ce jour-là l'un de ses collègues de la base.

L'épuisement et le froid allaient avoir raison de l'obsession et du courage : le corps gelé de Wegener ne fut retrouvé que l'année suivante.

Comme Galilée, à qui on a aimé le comparer, Wegener contribua à ébranler un des archétypes les plus profondément inscrits dans l'homme. La Terre n'est pas au centre de l'univers, avait dit Galilée ; en plus pas non plus un milieu stable et permanent, ajouta Wegener. Son relief est continuellement renouvelé par la lente dérive des continents à travers les siècles. Comme celles de Galilée, les idées de Wegener, après un succès initial, furent condamnées par ceux dont la tâche est de maintenir l'orthodoxie de la pensée. C'est un symptôme de l'Association américaine des géologues pétroliers, réunis à New York en 1926, qui tint lieu de conseil au cours duquel la condamnation sans appel fut prononcée. « *Le continent peut-être être encore assimilé comme une science lorsqu'on laisse une pareille théorie se propager* », affirma, à cette occasion, l'un des géologues les plus en vue.

En 1929, dans la dernière édition de son livre *La Genèse des continents et océans* qu'il destinait « aux géodistes, géophysiciens, géologues, paléontologues, océanographes, physiographes et paléoclimatologues », Wegener se plaignait amèrement que « les chercheurs ne semblent toujours pas avoir compris que toutes les branches des sciences de la terre doivent contribuer à dévoiler l'histoire de notre planète, en combinant les diverses indica-

tions qu'elles fournissent ». Un fait, en effet, ce qu'on lui reprochait : parler hors de son domaine de compétence.

Les arguments de Wegener étaient interdisciplinaires et qualitatifs, dans une impardonnable, à une époque où la géologie qualitative du XIX^e siècle était place à une multitude de disciplines spécialisées. Jusque-là, en effet, le mot attribué à Rutherford, il y avait « la physique, et puis la chimie, et puis la biologie, et puis la géologie ». Les contemporains de Wegener étaient habitués à faire servir la géologie à l'ère des découvertes de la physique. La géologie cherchait à expliquer les phénomènes terrestres et non l'inverse. Harold Jeffreys, dans la première édition, en 1924, de son livre *La Terre*, qui marque le début de la géologie moderne, rejetait péremptoirement l'hypothèse de Wegener : « *Une telle hypothèse ne peut être acceptée que si elle est appuyée sur des preuves solides* ».

On pourrait dire que la géophysique que Wegener croyait avoir trouvée se résumait en un mot : déplacement. Les mesures astronomiques de différence de longitude entre le Groenland et l'Europe (il cinq siècles, 1222-1227) indiquent une vitesse de 38 mètres par an, vitesse de l'ordre de grandeur qu'il avait prédit. Mais pour Wegener, l'interprétation de la précession des équinoxes, qu'il n'avait rien. Celui-ci était l'un des trois ordres de grandeur dans l'estimation des vitesses de dérive. Plus tard, maintenant, que la vitesse de déplacement n'est que de 2 centimètres par an, celle du Groenland et la Norvège, et les îles du Groenland, les plus modernes viennent à peine d'atteindre la précision nécessaire pour qu'on puisse envisager de les vérifier.

En fait, comme il l'expliquait lui-même, dans l'ouvrage qu'il avait écrit, Wegener avait vu en 1910 lorsqu'il était à la remarquable similitude de formes aux côtes de part et d'autre de l'Atlantique. Mais il n'avait pas la lecture d'un article de paléontologie qui lui fit naître la

Le 1^{er} novembre prochain marquera, à la fois, le centenaire de la naissance (à Berlin) d'Alfred Wegener, le cinquantième de la mort (au Groenland) de l'Allemand Alfred Wegener, et le centenaire de la formation, par lui-même, de la théorie de la dérive des continents. L'embellissement de l'anniversaire de la Terre par la dérive des continents, l'Amérique d'une part, l'Amérique d'autre part, les similitudes paléontologiques et géologiques de chaque côté de l'Atlantique, étaient pour Wegener, entre autres arguments, les

marques indubitables que l'Ancien et le Nouveau Monde avaient été séparés par la dérive des continents.

La théorie de la dérive des continents, attaquée et ridiculisée, fut oubliée pendant une quarantaine d'années jusqu'à ce que la tectonique des plaques lui rende enfin justice en montrant qu'elle n'était que la dérive des continents, effectivement, ne sont pas bouger : les masses continentales, passives, sont entraînées dans une dérive

incessante par le renouvellement perpétuel des fonds océaniques.

Alfred Wegener a disparu trop tôt pour voir le triomphe de sa théorie, mais il avait prévu certains développements récents auxquels ses idées ont conduit. Avec Emil Argand, géologue belge, il avait vu que l'Himalaya et le Tibet sont dus au carambolage encore actuel de deux masses continentales. En revanche, il n'avait pu comprendre le rôle essentiel des fonds océaniques : les phénomènes sous-marins étaient impossibles à repérer à l'époque sans les méthodes modernes d'exploration. — Y.R.

MÉTALLOGÈNE ET ÉQUILIBRE CHIMIQUE DES OcéANS

TOUTES les notions sur l'équilibre chimique de l'océan mondial et sur certains processus de formation des gîtes métallifères (la métallogénèse) doivent être repensées. Tels sont les principaux enseignements des deux dernières campagnes franco-américaines, RITA et SEARIE (1), qui ont étudié l'activité des dorsales océaniques du Pacifique est.

Les dorsales océaniques forment une chaîne de montagnes, longue de 80 000 kilomètres, qui serpente sous tous les océans.

Dans leur zone axiale, se met en place la matière volcanique basique (la basalte, en simplifiant) dont sont faits tous les fonds océaniques. Mais le rythme annuel moyen de mise en place des nouveaux fonds varie selon les segments de dorsale.

Dans les dorsales lentes, le rythme annuel est de 2 à 4 centimètres (1 à 2 cm de chaque côté de la zone axiale). C'est le cas de la dorsale du Pacifique nord étudiée en 1978 et 1979 lors de l'opération franco-américaine FAMOUS. Les phénomènes volcaniques se produisent dans une vallée axiale (le rift), dont le fond est à 2 000 mètres en dessous des deux côtes qui la limitent. Il semble y avoir peu de sources hydrothermales (sources d'eau chaude) dans les dorsales moyennes, le rythme est de 4 à 5 à 7 cm par an, ce qui est le cas aussi bien pour la dorsale du Pacifique oriental étudiée par le projet RITA que pour la dorsale des Galapagos. La vallée axiale n'est profonde, alors, que d'une centaine de mètres, et on y voit de très nombreuses sources d'eau très chaude entourées de « pustules » hautes de plusieurs mètres faites de précipitations de sulfures et de sulfates et accompagnées d'une fameuse géante, bivalve et vers notamment (le *Monda* du 19 juillet 1978 et du 5 juin 1979).

On connaît aussi des dorsales rapides — près des îles françaises d'Amsterdam et Saint-Paul, dans le sud-ouest de l'océan Indien, en particulier — dont le rythme est de 7 à 8 à

15 ou 18 centimètres par an, et des dorsales ultra-rapides — au nord et au sud de l'île de Pâques — dont le rythme annuel est supérieur à 15 centimètres. Dès que le rythme dépasse 10 centimètres par an, la vallée axiale est remplacée par un bonbonnement. Car les dorsales rapides et ultra-rapides n'ont pas encore fait l'objet d'études in situ par plongées de sous-marin, mais il semble qu'elles soient aussi le siège d'une grande activité hydrothermale.

En octobre et novembre 1979, l'Albatros a plongé à sept reprises sur les dorsales hydrothermales découvertes en avril et mai précédents. Le but de ces nouvelles plongées : prélever des échantillons aussi bien des eaux très chaudes chargées de métaux en solution que des parois des « pustules », mesurer la température des sources hydrothermales juste à leur sortie.

Selon ces sources, la température varie de 260°C à 350°C. Autour des « pustules », on trouve des sources d'eau chaude, les parois des « pustules » sont faites de sulfures de cuivre, autour des moins chaudes en sulfure de zinc. Toutes comprennent, en outre, du sulfate de calcium et de baryum et aussi de nombreux autres minéraux (oxydes, silicates, etc.). Les métaux et le soufre proviennent du lavage du basalte par de l'eau de mer qui s'infiltre dans les nouveaux fonds océaniques, s'y réchauffe et ressort en sources hydrothermales. Mais, alors que la teneur en métaux est de l'ordre de quelques dizaines de parties par million au maximum dans le basalte, elle peut atteindre, dans les parois des « pustules », 50 % pour le zinc, 15 % pour le cuivre, par exemple.

Certes, ces découvertes ne veulent pas dire que l'on a trouvé de nouvelles sources de métaux.

On connaît aussi des dorsales rapides — près des îles françaises d'Amsterdam et Saint-Paul, dans le sud-ouest de l'océan Indien, en particulier — dont le rythme est de 7 à 8 à

Pansches d'hélium et de manganèse

Pour la campagne SEARIE (mai et juillet 1980), le Laboratoire National pour l'Exploitation des Ressources Minérales a organisé, avec le Centre de Recherches Géologiques et Minières, une campagne à la mer du Jean-Charcot sur la dorsale du Pacifique est, entre les deux tropiques et associant, pour la première fois, des géochimistes à des géophysiciens et à des géologues. Le Seabeam (un sondeur multifaisceaux) a relevé avec précision la topographie des fonds et le RITA (un engin remorqué à quelques mètres au-dessus du fond) a pris de nombreuses photos en couleurs et a mesuré la température de la mer au centimètre de degré Celsius près. En outre, des dragages ont remonté des sulfures. Et surtout, sur une douzaine de sites, des prélèvements d'eau de mer ont été faits à douze ou treize profondeurs, entre la surface et le fond.

Le dosage du manganèse dissous dans l'eau de mer au centimètre de partie par milliard près a été fait à bord — ce qui était une première. Le manganèse provient des sources hydrothermales, et une teneur anormale (de 1 à 4 parties par milliard) permet de repérer les « pustules » sortant de ces sources. Les sources d'hélium 3 (isotope léger de l'hélium, rejeté lui-même par les sources hydrothermales), sont au cours du Commissariat à l'énergie atomique.

Les sources des corps dissous dans les sources hydrothermales

auront des conséquences importantes : on commence, en effet, à comprendre que tout le manganèse précipité sur les fonds océaniques (y compris dans les fameux nodules polymétalliques) et qu'une partie du calcium, du lithium, du rubidium, du potassium, du baryum présents dans les sédiments marins pourraient venir des sources hydrothermales des dorsales. À l'inverse, une partie du magnésium provenant de l'érosion des continents et apportée dans la mer par les fleuves est sûrement absorbée par les dorsales.

En mai 1981, le Jean-Charcot, toujours avec le Seabeam et le RITA, fera une campagne de levé des fonds et d'analyses de l'eau entre Acapulco (Mexique) et l'île française de Clipperton ; il étudiera une dorsale rapide.

Vers la fin de 1981, le sous-marin Cyane ira peut-être faire des plongées sur cette dorsale proche de Clipperton. Mais le *Nadir*, le navire d'accompagnement n'aurait pas le RITA pour repérer les « bons » sites de plongées.

YVONNE REBEYROL

(1) Le projet RITA sera déroulé, avec une participation française, en plusieurs phases : février-mars 1978, campagne Cyane (plongées de la dorsale du Pacifique est) ; mai-juin 1978, campagne RITA (plongées de la dorsale du Pacifique est) ; novembre 1979, campagne RITA bis (plongées du sous-marin américain *Alvin*). Searie ne fait pas partie du projet RITA.

New York...
N'en rêvez plus, allez-y!
7 jours + 7 nuits : 3160 F
Avec PIA et Camino, offrez-vous une vraie semaine à New York.
Départ tous les mardis et samedis.
À ce prix exceptionnel, à bord de PIA, service international complet (trepas chaud, bar, cinéma, musique...), Camino vous offre un survol de Manhattan en hélicoptère.
A New York, en plus de votre hôtel, Camino vous offre un minicadeau surprise. Bon voyage.
Camino et PIA
Chez vous, agence de voyage ou PIA International Airlines
152 Champs-Élysées - Paris tel. 359.3182

INFORMATIONS « SERVICES »

MODE

Blousons et parkas

Le blouson est dans le vent, dans les styles et toutes les longueurs : court classique, parkas à mi-cuisse, duffel-coats à l'edens coupés au-dessus du genou.

Parmi les premiers prix, un parka en nylon doublé d'imitation fourrure. Le catalogue Coop blousons de cuir (175 F), un blouson en laine mélangée (175 F), un blouson en acrylique à reporter, un blouson militaire à quatre poches plaquées, épaulement acrylique, blouson en tricot.



(Cronique de MARCO)

RENOMA : parka « Citadin » à multiples compartiments contenant bonnes caractéristiques à porter sur lui en deux roues, avec des poches à l'usage de 1 400 litres en pelote de laine ardoise. Blouson en cuir, avec des poches à l'usage de 1 400 litres en pelote de laine ardoise. Blouson en cuir, avec des poches à l'usage de 1 400 litres en pelote de laine ardoise.

Manches raglées et blousons à la taille au bas. Dans la région en velours africain marron est thermolacé ou oustine, trois poches (à partir de 99 F). Un blouson en acrylique à la taille au bas. Dans la région en velours africain marron est thermolacé ou oustine, trois poches (à partir de 99 F). Un blouson en acrylique à la taille au bas.

Enfin la blouson à la taille au bas. Dans la région en velours africain marron est thermolacé ou oustine, trois poches (à partir de 99 F). Un blouson en acrylique à la taille au bas. Dans la région en velours africain marron est thermolacé ou oustine, trois poches (à partir de 99 F). Un blouson en acrylique à la taille au bas.

« AU BONHEUR DES DAMES » : rassemble au Bonheur des Dames jusqu'au 31 novembre, toutes les collections quotidiennes de la maison. On a des objets de 1914, des objets d'époque, des objets de 1914, des objets d'époque.

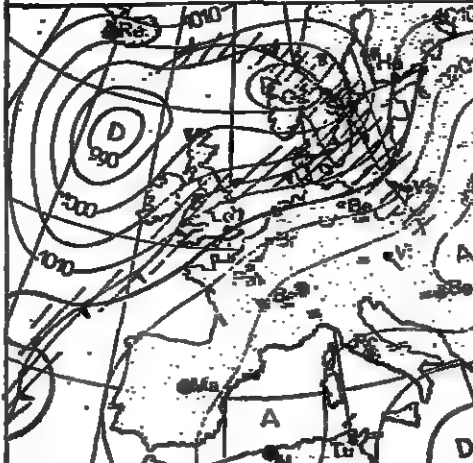
CHERISES SUR MESURE : A. Schneider se spécialise dans le système à vent, sur échantillons, un procédé très élaboré, formule pour mesurer. On a des objets de 1914, des objets d'époque, des objets de 1914, des objets d'époque.

PARIS EN VISITES : Mercredi 29 octobre. François Mitterrand au Palais de la Vierge, l'hôtel Bouthillier à Chagny, 14 h. 45, rue de la Vierge, l'hôtel Bouthillier à Chagny, 14 h. 45, rue de la Vierge, l'hôtel Bouthillier à Chagny, 14 h. 45, rue de la Vierge.

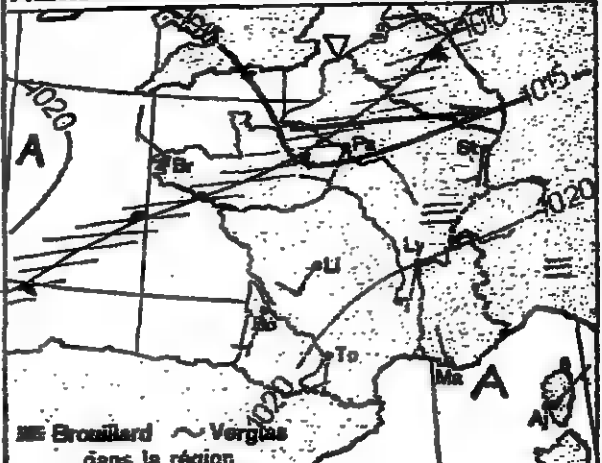
CONFÉRENCES : 14 h. 30, 9 bis, avenue d'Iéna, salle des Ingénieurs A. et M. J.-C. Stoyan : « Le Mexique, la France et la Guadeloupe » (projections). 16 h. 30, rue de la Vierge, l'hôtel Bouthillier à Chagny, 14 h. 45, rue de la Vierge, l'hôtel Bouthillier à Chagny, 14 h. 45, rue de la Vierge.

MÉTÉOROLOGIE

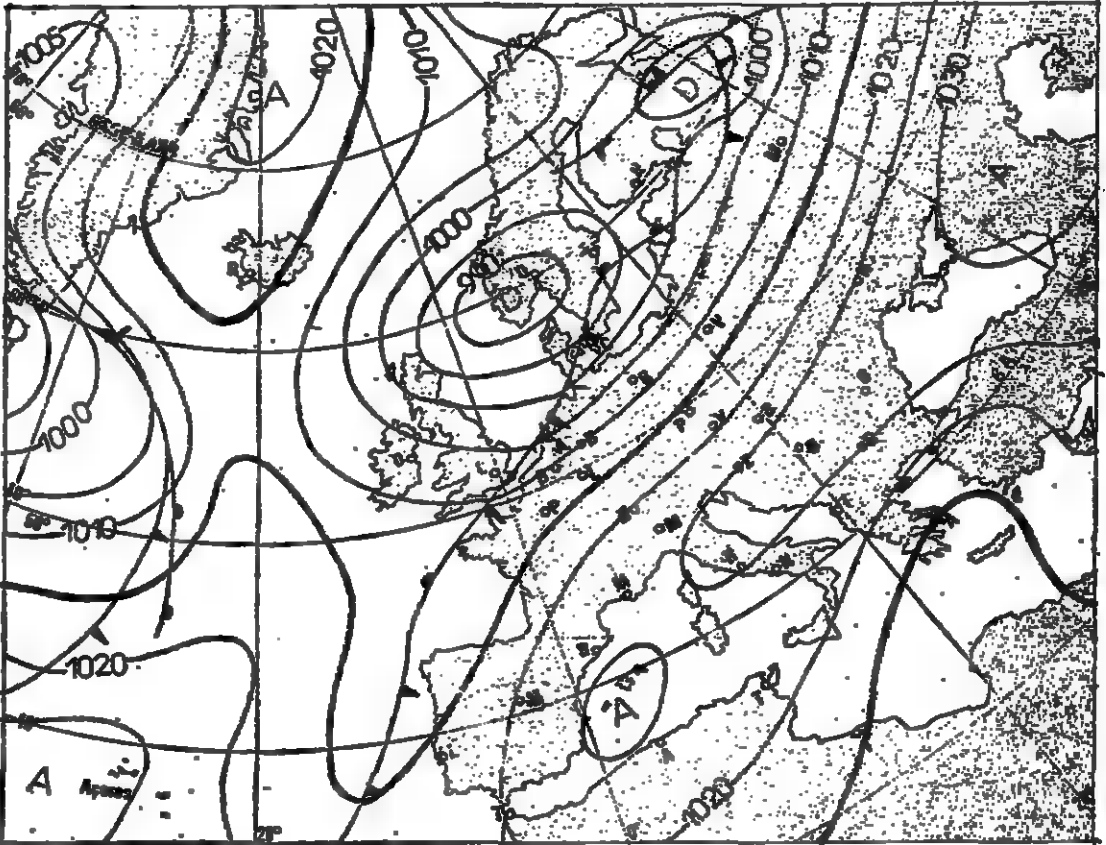
SITUATION LE 28-10-80 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 29 X 80 DÉBUT DE MATINÉE



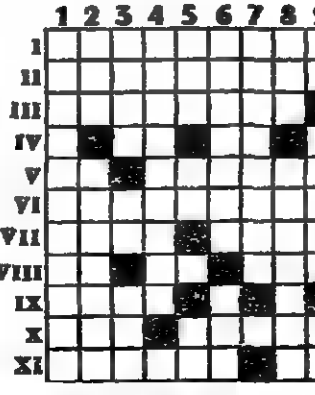
PRÉVISIONS POUR LE 29 OCTOBRE A 6 HEURES (G.M.T.)



Evolution du temps en France entre le mardi 28 octobre à 6 heures et le mercredi 29 octobre à 6 heures : Les hautes pressions qui s'étendent de l'Algérie au nord des Baléares vont s'affaiblir sur une face sud-orientale, permettant à la dépression de l'ouest de pénétrer lentement sur le nord de la France. Cette limite sera très active et apportera une couverture nuageuse plus marquée.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2788



1. Médecin victime d'une dépression. — II. Servent du mouton très chaud et du chervreau glacé. — III. Conseil de discipline. — IV. Symbole chimique. — V. En montre; Partie d'un bananier. — VI. Pont se trouve les poires. — VII. Il peut être prudent d'y renoncer à l'usage. Une certaine banalité ne lui déplaît pas. — VIII. Pronom. Parcourt. Résultat imparfait d'une construction. — IX. Non loin de Perpignan. — X. Cap d'Espagne. Ancien compteur à piles. — XI. Calme l'ardeur des passions. Ne saurait être le dernier mot.

1. On y trouve des berlinois au lait. — II. Tout près de l'île à papillons. — III. Préposition. Une chose que nous ne pouvons pas toujours nous empêcher de faire. — IV. Solution du problème n° 2787.

Horizontalement : I. Sparadrap. — II. Coléremme. — III. Hugi. Eau. — IV. Elder. — V. Brin. — VI. Taret. — VII. Oser. — VIII. Toller. — IX. Réclure. — X. Suse. — XI. Essai. Verticalement : I. Schiltens. — II. Pou. — III. Eu. — IV. Algébrique. — V. Reclure. — VI. Paire. — VII. Ruer. — VIII. Musée. — IX. Am. — X. Paire. — XI. Reclure.

BREF

ANIMATION

LE VIOLON D'INGRES DANS LE MÉTRO : Lancant ce qu'elle appelle une opération « Violon d'Ingres », la RATP a décidé de faire découvrir à ses usagers les possibilités qu'offre le métro pour l'animation culturelle. Dans une série de stations, une centaine de musiciens présenteront des concerts, des spectacles, des ateliers de travail.

FORMATION PERMANENTE

PHILOSOPHIE ET THÉOLOGIE : Les cours et ateliers du Centre de formation philosophique et théologique (C.F.P.T.) de la Sorbonne (Paris) sont ouverts au public, durant toute l'année, à la Sorbonne. Les thèmes abordés sont : « La philosophie et la religion », « La philosophie et la science », « La philosophie et la littérature », « La philosophie et l'histoire ». Les cours sont animés par des professeurs de la Sorbonne.

SPORTS

TENNIS

L'OPEN DE COUBERTIN

Les joueurs français ont une belle occasion de tenter leurs chances dans l'Open de Coubertin, dont les matches éliminatoires se disputent lundi 27 octobre devant un public assez confortable pour un premier soir. Le « plateau » des étrangers est en effet d'une médiocrité insigne. Partout l'équipe italienne (Pantana, Barazzutti, Bertolucci) venue s'agripper en vue de la finale de la Coupe Davis qu'elle va disputer à Prague contre les Tchécoslovaques, à part l'Américain Brian Gottfried, tout récent vainqueur de l'Open de Wimbledon, le seul joueur mondial, à participer à ce tournoi. Deux matches entre Français à l'issue de cette première journée : Tulane-Brunt et Portes-Leconte. Disons tout de suite que les deux espoirs 1980, Thierry Tulane, champion junior de Wimbledon, finaliste du National, et Henri Leconte, champion junior de Roland-Garros, tous deux âgés de dix-sept ans, ont été battus par leurs aînés de quelques années à peine.

Régis Brunt, « en l'air » de première série, a fait une excellente partie contre Tulane. Extrêmement adroit, variant son jeu à l'extrême, profitant du fait qu'il rebond des balles sur la surface synthétique du court de Coubertin pour utiliser les coups courts, il joue au chat et à la souris avec Tulane qui son bandou sur le front et se fatigue de remonter les balles en force. Les deux joueurs se sont disputés un match très serré, mais Tulane s'est imposé par la force de ses coups courts, 6-4, 2-0 pour Brunt. Tulane se plaint de sa cheville et bénéficiera d'un arrêt complaisant de sept minutes. Mais il était déjà archi-battu et n'a plus qu'à ajuster son adversaire, qu'il battra 6-3, 6-0.

Pascal Portes, Henri Leconte joua également en force mais d'une manière infiniment plus plaisante. Le jeune gaucher, tant au service qu'en volée haute, délivra ses balles avec une température battante à la fois. En fait de balles, c'était un bonbon pour Portes. Celui-ci, le démontre dodelinante et arriérée au vent, avait répliqué à tout et apposa sa régularité aux coups courts de son adversaire. A la fin, il jouait contre son adversaire à l'époque où il était encore un coupé de la main sur tous les points. Mais Portes aujourd'hui possède un contrôle de la balle qu'on ne peut pas lui enlever. Le score s'élève de 6-3, 6-5 et qui le rend infiniment plus redoutable.

LES RESULTATS

Simple Messieurs : Premier tour : Erik (Aut.) b. Bedel, 6-4, 6-3; Oot (G.B.) b. Pita, 6-4, 6-3; Mr (Arg.) b. Vathoune (It.), 6-3, 6-2; Brunt (A.) b. Barazzutti (It.), 6-3, 6-2; Portes b. Leconte, 6-3, 6-2; Caillet b. Vathoune (Arg.), 6-3, 6-2; Brunt b. Tulane, 6-4, 6-2; Bertolucci (It.) b. Drysdale (G.B.), 6-2, 6-3.

LE PARTI COMMUNISTE PROPOSE « UNE GRANDE POLITIQUE NATIONALE »

Constantin encore une fois, les propos de M. Charles Fiterman, membre du bureau du parti communiste français, que la politique sportive du mouvement communiste est « d'essayer de proposer, lundi 27 octobre, à Paris, une grande politique nationale pour le sport ». Le P.C. qui veut ne pas être dupe du « tapage » dont M. Jean-Pierre Soussan, ministre du sport, des sports et des loisirs, entoure quelques initiatives « destinées à masquer les carences profondes » de la politique nationale du sport, a décidé de lancer une grande ligne de travail, les grandes lignes du sport, qui ont pour but de « masquer les carences profondes » de la politique nationale du sport, a décidé de lancer une grande ligne de travail, les grandes lignes du sport, qui ont pour but de « masquer les carences profondes » de la politique nationale du sport.

MONDE

VARIÉTÉS

Sacy Per... La...

Les joueurs français ont une belle occasion de tenter leurs chances dans l'Open de Coubertin, dont les matches éliminatoires se disputent lundi 27 octobre devant un public assez confortable pour un premier soir. Le « plateau » des étrangers est en effet d'une médiocrité insigne. Partout l'équipe italienne (Pantana, Barazzutti, Bertolucci) venue s'agripper en vue de la finale de la Coupe Davis qu'elle va disputer à Prague contre les Tchécoslovaques, à part l'Américain Brian Gottfried, tout récent vainqueur de l'Open de Wimbledon, le seul joueur mondial, à participer à ce tournoi.

CINÉMA

Les joueurs français ont une belle occasion de tenter leurs chances dans l'Open de Coubertin, dont les matches éliminatoires se disputent lundi 27 octobre devant un public assez confortable pour un premier soir.

Les joueurs français ont une belle occasion de tenter leurs chances dans l'Open de Coubertin, dont les matches éliminatoires se disputent lundi 27 octobre devant un public assez confortable pour un premier soir.

Les joueurs français ont une belle occasion de tenter leurs chances dans l'Open de Coubertin, dont les matches éliminatoires se disputent lundi 27 octobre devant un public assez confortable pour un premier soir.

Les joueurs français ont une belle occasion de tenter leurs chances dans l'Open de Coubertin, dont les matches éliminatoires se disputent lundi 27 octobre devant un public assez confortable pour un premier soir.

Les joueurs français ont une belle occasion de tenter leurs chances dans l'Open de Coubertin, dont les matches éliminatoires se disputent lundi 27 octobre devant un public assez confortable pour un premier soir.

Les joueurs français ont une belle occasion de tenter leurs chances dans l'Open de Coubertin, dont les matches éliminatoires se disputent lundi 27 octobre devant un public assez confortable pour un premier soir.

Les joueurs français ont une belle occasion de tenter leurs chances dans l'Open de Coubertin, dont les matches éliminatoires se disputent lundi 27 octobre devant un public assez confortable pour un premier soir.

Les joueurs français ont une belle occasion de tenter leurs chances dans l'Open de Coubertin, dont les matches éliminatoires se disputent lundi 27 octobre devant un public assez confortable pour un premier soir.

Les joueurs français ont une belle occasion de tenter leurs chances dans l'Open de Coubertin, dont les matches éliminatoires se disputent lundi 27 octobre devant un public assez confortable pour un premier soir.

Les joueurs français ont une belle occasion de tenter leurs chances dans l'Open de Coubertin, dont les matches éliminatoires se disputent lundi 27 octobre devant un public assez confortable pour un premier soir.

Les joueurs français ont une belle occasion de tenter leurs chances dans l'Open de Coubertin, dont les matches éliminatoires se disputent lundi 27 octobre devant un public assez confortable pour un premier soir.

Les joueurs français ont une belle occasion de tenter leurs chances dans l'Open de Coubertin, dont les matches éliminatoires se disputent lundi 27 octobre devant un public assez confortable pour un premier soir.

Les joueurs français ont une belle occasion de tenter leurs chances dans l'Open de Coubertin, dont les matches éliminatoires se disputent lundi 27 octobre devant un public assez confortable pour un premier soir.

Les joueurs français ont une belle occasion de tenter leurs chances dans l'Open de Coubertin, dont les matches éliminatoires se disputent lundi 27 octobre devant un public assez confortable pour un premier soir.

Les joueurs français ont une belle occasion de tenter leurs chances dans l'Open de Coubertin, dont les matches éliminatoires se disputent lundi 27 octobre devant un public assez confortable pour un premier soir.

Les joueurs français ont une belle occasion de tenter leurs chances dans l'Open de Coubertin, dont les matches éliminatoires se disputent lundi 27 octobre devant un public assez confortable pour un premier soir.

Les joueurs français ont une belle occasion de tenter leurs chances dans l'Open de Coubertin, dont les matches éliminatoires se disputent lundi 27 octobre devant un public assez confortable pour un premier soir.

Les joueurs français ont une belle occasion de tenter leurs chances dans l'Open de Coubertin, dont les matches éliminatoires se disputent lundi 27 octobre devant un public assez confortable pour un premier soir.

Les joueurs français ont une belle occasion de tenter leurs chances dans l'Open de Coubertin, dont les matches éliminatoires se disputent lundi 27 octobre devant un public assez confortable pour un premier soir.

Les joueurs français ont une belle occasion de tenter leurs chances dans l'Open de Coubertin, dont les matches éliminatoires se disputent lundi 27 octobre devant un public assez confortable pour un premier soir.

Les joueurs français ont une belle occasion de tenter leurs chances dans l'Open de Coubertin, dont les matches éliminatoires se disputent lundi 27 octobre devant un public assez confortable pour un premier soir.

Les joueurs français ont une belle occasion de tenter leurs chances dans l'Open de Coubertin, dont les matches éliminatoires se disputent lundi 27 octobre devant un public assez confortable pour un premier soir.

Les joueurs français ont une belle occasion de tenter leurs chances dans l'Open de Coubertin, dont les matches éliminatoires se disputent lundi 27 octobre devant un public assez confortable pour un premier soir.

Les joueurs français ont une belle occasion de tenter leurs chances dans l'Open de Coubertin, dont les matches éliminatoires se disputent lundi 27 octobre devant un public assez confortable pour un premier soir.

Les joueurs français ont une belle occasion de tenter leurs chances dans l'Open de Coubertin, dont les matches éliminatoires se disputent lundi 27 octobre devant un public assez confortable pour un premier soir.

Les joueurs français ont une belle occasion de tenter leurs chances dans l'Open de Coubertin, dont les matches éliminatoires se disputent lundi 27 octobre devant un public assez confortable pour un premier soir.

Les joueurs français ont une belle occasion de tenter leurs chances dans l'Open de Coubertin, dont les matches éliminatoires se disputent lundi 27 octobre devant un public assez confortable pour un premier soir.

Les joueurs français ont une belle occasion de tenter leurs chances dans l'Open de Coubertin, dont les matches éliminatoires se disputent lundi 27 octobre devant un public assez confortable pour un premier soir.

Les joueurs français ont une belle occasion de tenter leurs chances dans l'Open de Coubertin, dont les matches éliminatoires se disputent lundi 27 octobre devant un public assez confortable pour un premier soir.

Les joueurs français ont une belle occasion de tenter leurs chances dans l'Open de Coubertin, dont les matches éliminatoires se disputent lundi 27 octobre devant un public assez confortable pour un premier soir.

Les joueurs français ont une belle occasion de tenter leurs chances dans l'Open de Coubertin, dont les matches éliminatoires se disputent lundi 27 octobre devant un public assez confortable pour un premier soir.

Les joueurs français ont une belle occasion de tenter leurs chances dans l'Open de Coubertin, dont les matches éliminatoires se disputent lundi 27 octobre devant un public assez confortable pour un premier soir.

Les joueurs français ont une belle occasion de tenter leurs chances dans l'Open de Coubertin, dont les matches éliminatoires se disputent lundi 27 octobre devant un public assez confortable pour un premier soir.

Les joueurs français ont une belle occasion de tenter leurs chances dans l'Open de Coubertin, dont les matches éliminatoires se disputent lundi 27 octobre devant un public assez confortable pour un premier soir.

Les joueurs français ont une belle occasion de tenter leurs chances dans l'Open de Coubertin, dont les matches éliminatoires se disputent lundi 27 octobre devant un public assez confortable pour un premier soir.

Les joueurs français ont une belle occasion de tenter leurs chances dans l'Open de Coubertin, dont les matches éliminatoires se disputent lundi 27 octobre devant un public assez confortable pour un premier soir.

Les joueurs français ont une belle occasion de tenter leurs chances dans l'Open de Coubertin, dont les matches éliminatoires se disputent lundi 27 octobre devant un public assez confortable pour un premier soir.

Les joueurs français ont une belle occasion de tenter leurs chances dans l'Open de Coubertin, dont les matches éliminatoires se disputent lundi 27 octobre devant un public assez confortable pour un premier soir.

Les joueurs français ont une belle occasion de tenter leurs chances dans l'Open de Coubertin, dont les matches éliminatoires se disputent lundi 27 octobre devant un public assez confortable pour un premier soir.

Les joueurs français ont une belle occasion de tenter leurs chances dans l'Open de Coubertin, dont les matches éliminatoires se disputent lundi 27 octobre devant un public assez confortable pour un premier soir.

Les joueurs français ont une belle occasion de tenter leurs chances dans l'Open de Coubertin, dont les matches éliminatoires se disputent lundi 27 octobre devant un public assez confortable pour un premier soir.

Les joueurs français ont une belle occasion de tenter leurs chances dans l'Open de Coubertin, dont les matches éliminatoires se disputent lundi 27 octobre devant un public assez confortable pour un premier soir.

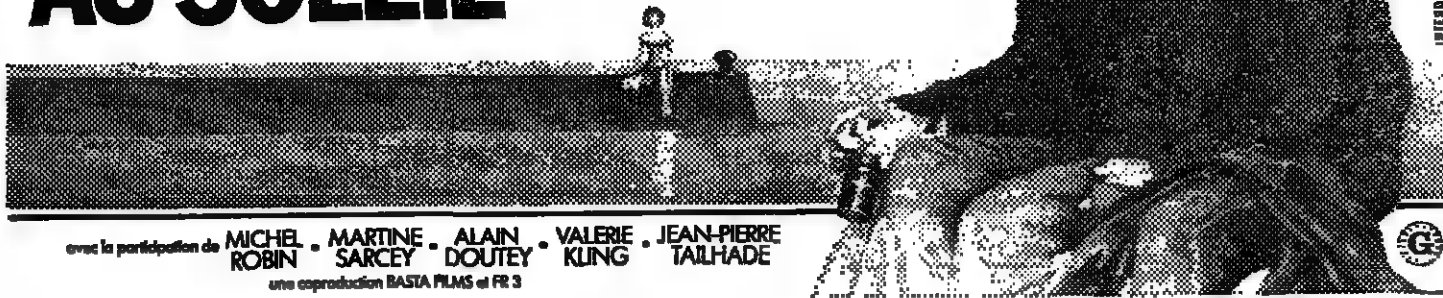
Les joueurs français ont une belle occasion de tenter leurs chances dans l'Open de Coubertin, dont les matches éliminatoires se disputent lundi 27 octobre devant un public assez confortable pour un premier soir.

Les joueurs français ont une belle occasion de tenter leurs chances dans l'Open de Coubertin, dont les matches éliminatoires se disputent lundi 27 octobre devant un public assez confortable pour un premier soir.

JEAN-PIERRE SENTIER • JEAN-FRANÇOIS STEVENIN
CATHERINE LACHENS

DEUX LIONS AU SOLEIL

Un film de
CLAUDE FARALDO



avec la participation de MICHEL ROBIN • MARTINE SARCEY • ALAIN DOUTEY • VALERIE KLING • JEAN-PIERRE TAILHADE
une coproduction BASTA FILMS et FR 3

exercices de styles
CHENEAU

DANIELE LEBRUN

JACQUES SEILER - JACQUES BOUDET

**"Keskonsmar :
L'EXPRESS**

"Un délice!"
LE FIGARO MAGAZINE

"...Voilà un spectacle qui va faire un triomphe, qui est parti pour toute l'année, que dis-je, pour plusieurs années." LE MONDE

"Il n'est pas question de trouver à Paris spectacle plus drôle et plus intelligent." LE FIGARO

"Toute la ville ira voir ce spectacle."

LOCATION : 250.88

MERCREDI

OLYMPIC ST-GERMAIN VO - ST-ANDRÉ DES ARTS VO - OLYMPIC ENTREPOT VO
14-JUILLET BEAUGRENELLE VO

AMERICA

**L'ŒUVRE
MAÎTRESSE
D'ELIA KAZAN**



UN VOYAGE
QUI COMMENCE...
LÀ OÙ TOUT SE TERMINE

WALT DISNEY

LE TROU NOIR

SAINT-BERMAIN CCL - PANTIN EXTERIEUR - SANCHELLES FLANDES - AULNAY ENBOR

Fame

THE FILM BASED ON THE TV SERIES

A FILM BY LARRY SHARRO

L'A. MANCHE-ASSOCIATION, chargée de l'impulsion et de la coordination des actions culturelles, dans le département de MANCHE, depuis 1981, et, à partir du 1er janvier, responsable culturel de son réseau, a, expérimenté, indispensable. Adresser C.V. et références à la MANCHE, Direction, 10 rue de la République, 50000 L'ANNEAUX, avant le 20 novembre 1988.

"c'est une histoire vraie"

the
CHANGELING
L'ENFANT DU DIABLE



GEORGE C. SCOTT • TRISH VAN DEVERE • MELVYN DOUGLAS

Produced by **MARIO KASSAR - ANDREW VAJNA** with the Production of **JOEL B. MICHAELS, GARTH H. DRABINSKY**

THE CHANGELING · L'ENFANT DU DIABLE

Musique écrite par **PETER MEDAK** • Scénario de **WILLIAM GRAY** • **ANDREW MERRILL** • **ALAN SCOTT** • **CHRISTOPHER BRYANT**
Producteur délégué **TREVOR WILLIAMS** Directeur de la photographie **JOHN COQUILLON** • Producteur **JOEL S. MICHAELS** et **GARTH DRABINSKY**
Distribution **S.N. PRODIGE**

Distribution S.N. PRODI

MERCREDI

PRIX DU JURY
POUR LA MISE EN SCÈNE
FESTIVAL
DE
CANNES 1986

la Constante

un film de
Krzysztof
Zanussi

avec TADEUSZ BRADICKI · ZOFIA MROZOWSKA

هكذا من الأصل

RADIO-TÉLÉVISION

La Chine méconnaissable

[illegible]

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.E.
DEMANDES D'EMPLOI	57,00	87,03
IMMOBILIER	14,00	16,46
AUTOMOBILES	39,00	45,86
AGENDA	39,00	45,86
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	123,48

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCAUSSEES	Le m/n ut.	T.E.
OFFRES D'EMPLOI	83,00	36,80
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

REPRODUCTION INTERDITE



emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)

Nous sommes un des tous premiers groupes français de Bâtiment et de Travaux Publics et nous souhaitons recruter plusieurs **INGÉNIEURS** diplômés d'une grande école X, Centrale, Ponts, T.P. spécialisés Bâtiment / Génie Civil dont la formation aura été complétée par l'acquisition d'un M. S. A. dans une grande université américaine. Les candidats retenus auront acquis une première expérience en France ou à l'Étranger dans une entreprise de Bâtiment. Ils seront affectés en France, pendant 2 ans environ, et acquerront une bonne connaissance des techniques et des modes de gestion de notre Groupe. À ce terme un poste de Généraliste leur sera proposé dans l'une de nos filiales aux U.S.A. Les candidats intéressés par cette opportunité doivent nous adresser un C.V. détaillant leur formation et leur expérience et leur motivation à 14148 COFAP 40, rue Chabrol 75010 PARIS, qui transmettra.

ingénieurs des mines EXPLOITATION ET PROGRAMMATION ingénieurs mécaniciens

LA GENERALE DES CARRIERES ET DES MINES exploite des gisements de la "copper belt", situés dans la province de Shaba, au Sud du Zaïre, 2^e pays francophone du monde, 6^e producteur mondial de cuivre, 1^{er} producteur de cobalt. Pour contribuer à faire face à une demande mondiale soutenue, la Générale des Carrières et des Mines recrute 2 Ingénieurs Mécaniciens qui auront à prendre en charge les activités suivantes :

ingénieur recherche études et planning

La mine souterraine de Kambove située à proximité de Likasi, produit 1,4 million de tonnes de minerais oxydés sulfurés cuivre-cobaltifères. L'extraction se fait par sous-niveaux foudroyés et chambres remblayées. L'Ingénieur Recherche Etudes et Planning qui dépend directement du Directeur de la Mine, aura à assurer des études de projet minier à court, moyen et long terme, à planifier, organiser et suivre les travaux et garantir la sécurité. Il sera responsable de la réalisation des programmes, du respect des coûts et des délais, en coordination avec les autres services. Une spécialisation en mécanique des roches est un atout valorisant. (Réf. G.21 A-M)

chef de service recherche études et programmation

La mine de Kambove est située à Kolwezi. Fortement mécanisée, elle est exploitée par chambres remblayées. On en extrait 3 millions de tonnes de minerais sulfurés cuivre-cobaltifères à 4,2% de cuivre en moyenne. Le Chef de Service Recherche Etudes-Développement, placé sous l'autorité du Directeur des Mines techniques aura à élaborer les plans d'exploitation à moyen terme et les études d'investissements. Il devra définir les méthodes et moyens à mettre en œuvre pour réaliser les programmes d'exploitation. Sa responsabilité comprendra également l'élaboration de méthodes nouvelles accroissant la sécurité. Il aura en outre à promouvoir la formation et le recyclage du personnel. (Réf. G.21 B-M)

chefs de division entretien électromécanique

Les divisions de la GECAMINES comprennent 7 divisions à ciel ouvert, 3 mines souterraines et 6 usines métallurgiques réparties autour des 3 villes de Lubumbashi, Likasi et Kolwezi. Les responsables d'entretien auront pour mission d'assurer la continuité de fonctionnement des installations fixes ou des engins de l'une ou l'autre de ces unités d'exploitation. Pour ce faire, ils établiront des programmes d'entretien préventif et en surveilleront l'application, ils contrôleront les approvisionnements, organiseront et dirigeront les réparations urgentes et participeront aux études d'investissements et de travaux neufs. (Réf. G.21 C-M)

Ces fonctions peuvent convenir à des ingénieurs diplômés (exclusivement) ayant une solide expérience d'exploitation en mine souterraine, ou d'entretien en industrie lourde. Ils auront les responsabilités :

Des conditions matérielles intéressantes leur sont proposées : "engagement par contrat à durée indéterminée", "rémunération élevée, dont la plus grande partie versée d'impôt est payée directement en Europe", "congé payé de 2 mois en Europe, au terme de chaque période de service de 12 mois", "frai de voyage de l'agent et de sa famille supportés par la Société", "soins médicaux et logement confortable fournis gratuitement", "cercles de loisirs", "possibilités de scolarisation primaire et secondaire.

Si ces perspectives vous intéressent, écrivez sous référence G 21 A, B ou C ou téléphonez au 741.79.19 poste 647 aux Conseils du Département Recrutement d'EUREQUIP chargés de l'examen des candidatures.



PARIS

LONDRES

HOUSTON

EUREQUIP
Département Recrutement
B.P. 30 - 91401 Evry-Courcouronnes
LAUSANNE

**LE FONDS DE RECHERCHE ET D'INVESTISSEMENT
POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE**
recherche pour une mission de 1 an auprès d'un organisme d'État
EN AFRIQUE DE L'OUEST
**EXPERT ANALYSE
ET
PROMOTION DE PROJETS**
Profil :
- Expérience analyse et promotion de projets industriels et techniques importants dans chaque pays en voie de développement. Bonne formation économique et gestion.
Envoyer curriculum vitae + photo + lettre manuscrite à : FRIDA, 35, avenue Franklin-Roosevelt, 75008 PARIS.

**LE CENTRE NATIONAL
D'ÉTUDES SPATIALES**

recherche pour son Centre de Kourou (Guyane)

**UN INGÉNIEUR
ÉLECTRONICIEN**

GRANDE ÉCOLE

possédant expérience approfondie des télécommunications (au minimum 2 ans). Bonne connaissance de l'anglais.

ADJOINT AU CHEF DU DÉPARTEMENT SUPPORT MÉDIAS (50 personnes).

Il aura chargé :
- du contrôle technique ;
- de l'exploitation des moyens de télécommunications du Centre et de leur mise en œuvre lors des opérations de lancement.

Adresser lettre et C.V. au Service du personnel, 129, rue de l'Université, 75007 PARIS.

TRÈS HTS SALAIRES

POUR UN

INGÉNIEUR EXPORT

TRES CONFIE
en SOUT
LOGICIEL DE BASE
ALLEMAND COURANT
Mission : réalisation support technique en R.F.A.
Env. cur. + photo + lettre manuscrite à :
M. SCHWARTZ, 61, avenue de la République
75011 PARIS.

PETROCONSULT
recherche pour l'étranger
**INGÉNIEURS ÉLECTRICIENS
INSTRUMENTISTES
INGÉNIEURS
STRUCTURES-VENTILATION**
Bilingues ANGLAIS
OFFSHORE indispensable.
Envoyer curriculum vitae et présentations à :
PETROCONSULT, 41, rue Yby, 92522 NEUILLY.

Afrique de l'Ouest Nous recherchons pour important Consortium Minier International:

Directeur technique

Maintenance et Développement Installation Industrielle

Fonction: Diriger les aspects techniques et administratifs des activités d'engineering ou de Maintenance (Plant Engineering, etc.). Ceci comprend: direction du personnel et réalisation des travaux; supervision de l'exécution des plans; transformation ou planification; préparation et suivi des projets; formation supérieure en mécanique et/ou bilingue français-anglais; 10 années d'expérience en minier ou en responsabilité.



Responsable garage et équipements mobiles

Fonction: Garagiste Supérieur. Responsable du département garage, il assure la gestion, il surveille le planning, l'organisation des travaux d'entretien et de réparation, ainsi que la tenue des stocks et commandes des pièces détachées (type d'équipements: voitures, pick-ups, véhicules tout terrain, bus, camions, tracteurs, chargeuses, bulldozers, niveleuses, grues, pelles-retro, etc.). Profil: formation supérieure ou expérience équivalente en mécanique; bilingue français-anglais; expérience de cinq années au moins dans une fonction à responsabilités similaires en industrie lourde ou minière, si possible outre-mer.

Rémunérations attractives et nombreux avantages. Pour plus de renseignements, téléphonez-nous 10 à 16 h.

02/649.81.35, ou adressez un curriculum vitae détaillé à :
Trust-Human Resources,
avenue Louise 437, boîte 18, 1050 Bruxelles.

FU BERLIN

MISE AU CONCOURS d'un poste de

PROFESSEUR TITULAIRE D'UNIVERSITÉ (C 4) en PHILOLOGIE SLAVE

à la Freie Universität de Berlin-Ouest

ACTIVITÉS :

Recherche et enseignement dans le domaine de la linguistique slave, spécialement le russe contemporain et de la linguistique comparée des langues slaves.

CONDITIONS Il remplira conformément à l'article 134 de la loi sur les universités de Berlin (Berliner Hochschulegesetz), en particulier :

- "habilitation" ou qualification équivalente en philologie slave ;
- publications dans le domaine de la linguistique slave ;
- attestation d'une expérience pédagogique universitaire de plusieurs années.

Les lettres de candidature avec les documents usuels devront être adressés dans les six semaines suivant la publication de cette annonce au :

Président des Instituts de Philologie
(Osteuropa-Institut), Garystrasse 1 D-1000 Berlin 33.



emploi régional

LA CAISSE RÉGIONALE DU CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL DE LA SARTHE

recrute

TROIS PROGRAMMEURS

titulaires d'un D.U.T. INFORMATIQUE

Pour au développement nouvelles chaînes en œuvre techniques de programmation.

Il leur est offert :

- un contrat attractif,
- une formation complémentaire,
- un poste constituant une sérieuse référence dans une vie professionnelle.

manuscrite, C.V., photo, présentations et date de disponibilité à :

M. le Directeur de la C.R.C.A.M. DE LA SARTHE
40, rue Préval - 72040 LE MANS.

U.S. Company selling consumer products to distributors and dealers seeks

2 SALES MANAGERS

dynamic ambitious with territorial sales responsibilities Europe willing to travel extensively and could work independently.

Candidates should be fluent in English. Additional Latin languages and/or German an asset. Europe or U.S. Generous remuneration package for sales personnel.

Salary, expenses and commission. Only qualified sales people are invited to send detailed c.v. and references to :

J.D.M.

8, rue de l'Est, 92100 BOULOGNE (France).

Pour l'Arabie Saoudite
IMPORTANTE ENTREPRISE COMMERCIALE
recherche

QUATRE TECHNICO- COMMERCIAUX

Équipement lourd et léger, travaux publics et routes.

- Anglais, arabe indispensable.
- Salaire intéressant.
- Logement et voiture fournis.

Envoyez curriculum vitae et présentations à : T 023.047 M à RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2^e).

SOCIÉTÉ DE SERVICES PÉTROLIERS
en forte expansion, recherche pour son DÉPARTEMENT CONTRÔLE

INGÉNIEURS SOUDEURS

Ou de niveau équivalent. Bonnes connaissances en C.N.D.

Bilingues ANGLAIS

Départ à l'ÉTRANGER en famille.

Adresser curriculum vitae, photo et présentations à :
PETROCONSULT, 41, rue Yby, 92522 NEUILLY.

Société leader dans son marché
recherche

pour l'une de ses unités de
production située
dans l'YONNE

INGÉNIEUR

Formation mécanique

pour étude de postes et automatisation

- 1 an d'expérience souhaitée.
- Intégration à la fin de l'année.
- Responsable du Réseau de la son implantation.

Adresser C.V. à SICLI Direction Technique,
2-4, rue Blaise-Pascal, 77200 LE BLANC-MESNIL.

chez votre marchand de journaux



emplois régionaux

emplois régionaux

emplois régionaux

emplois régionaux

Importante entreprise de transformation métallurgique
d'un des plus grands industriels français
recherche ses usines
GIROU ET SARTHE

INGENIEURS DE PRODUCTION
diplômés grande école, Centrale, A.M.
ayant 5 ans d'expérience environ la
direction d'ateliers de fabrication,
de produits grande série en préférence.
Polyvalents, comprenant gestion des
procédés, la qualité, les coûts, relations
clientèle, animation du personnel dans unités
industrielles et de dimension humaine.
Possibilité d'évolution assurée.

Adresser CV, prétentions sous ref. 119 à
BAILLY PUBLICITE 40, rue de la République 75008 PARIS.

Pour Unité 700 personnes
NORD de la FRANCE
(Région ST-QUENTIN)

CHEF du PERSONNEL

Personne parfaite en tout du travail
s'accompagne d'une expérience de plusieurs années en
gestion et administration du personnel.
(Convention collective de la métallurgie).

Il devra être un animateur au sein d'une équipe cherchant
à développer un climat de concertation.
Logement assuré.

Adresser C.V. et prétentions sous n° 76705,
CONTESSÉ Publicité, 18, av. de l'Opéra, 75004 PARIS,
Cedex 01, qui transmettra.

IBM

Compagnie IBM FRANCE recherche pour son usine

BORDEAUX-CANÉJAN

3 ingénieurs

DIPLOMES DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR
Grandes Ecoles ou DEA Universités
Hommes ou Femmes

PHYSICO-CHIMIE
- UN SPECIALISTE DES TECHNOLOGIES VLSI
- UN SPECIALISTE DES COMPOSANTS DISCRETS
(Optiques et magnétiques)

ETUDE de CIRCUITS
- UN SPECIALISTE DES PRODUITS MEMOIRE.
MICROPROCESSEURS ET CIRCUITS LSI.

Les candidats devront nécessairement avoir une expérience de 2 à 5 ans
dans le domaine de la fabrication de composants. Excellente pratique de
l'ANGLAIS indispensable.

Adresser lettre de candidature et CV à :
Usine IBM de Bordeaux
Service Emploi - B.P. 27 - 33170 GRADIGNAN.

directeur de développement international
250 000 F

Nous sommes leader sur notre marché, 1,25 milliard de francs dont 50% à l'exportation.

Dans le cadre de notre effort de développement et de notre politique commerciale résolument tournée vers l'international, nous recherchons actuellement un responsable haut niveau, capable d'encadrer rapidement plusieurs pays.

Parallèlement à cette responsabilité d'animation et de coordination, vous prendrez en charge le développement de nos exportations, par l'amélioration de la croissance de nos marchés d'exportation traditionnels, l'acquisition d'entreprises et, bien sûr, l'ouverture de nouveaux marchés.

Pour réussir dans ce poste, il faut faire la preuve d'une expérience dans une fonction similaire, acquise de préférence dans une entreprise de consommation, et développer au plan personnel d'importantes qualités d'animateur, de formateur, de gestionnaire et d'esprit marketing.

Le Comité de Direction dont vous ferez partie en équipe, au-delà de vos responsabilités d'actions spécifiques, partagera la responsabilité de ses résultats.

Le poste est basé dans une grande métropole du Nord.

Adresser l'ensemble de votre C.V. réf. 4776 à Michel MONIER.

INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE
28, av. de Messine PARIS
Il qui nous avons confié

Directeur Administratif
180 000 F/an Nancy

Le Général d'une importante entreprise de transports routiers (C.A. 100 millions de francs) recherche pour le secondement dans le développement et l'administration un **JEUNE DIRECTEUR ADMINISTRATIF**.

Il sera responsable de la conception et de la mise en place de nouvelles d'organisation, des questions juridiques, des questions de l'entreprise.

Il aura sous sa responsabilité 4 collaborateurs et, à sa disposition, un outil informatique extérieur.

Ce poste évoluera vers une responsabilité, allant de la rigueur à l'efficacité, en passant par la gestion.

De formation juridique ou similaire, cet homme a exercé en entreprise des responsabilités analogues.

Merci d'adresser votre candidature, référence 80228 à **Claude FAVEREAU** qui traitera cette recherche.

EMPLOI centor 13, rue Henri Monnier 75008 PARIS TEL. 298.16.83

Pour faire face à son expansion
SEITHA LYON-VILLEURBANNE
Conditionnement d'air, d'énergie, Energies nouvelles, propose à des

INGENIEURS et TECHNICIENS expérimentés

travailler dans une société performante, des postes de

CHARGES D'AFFAIRES

responsables du budget du planning, de la coordination des études, de l'approvisionnement des fournitures du montage.

Ecrire Cabinet GATIER, 32 rue Barre LYON (référence 107).

Cabinet Gatier

Futur Directeur Informatique Assurances

Groupe important du secteur tertiaire, en développement continu, recherche, en province, le **FUTUR DIRECTEUR** de ses activités informatiques.

Ce poste, 35 ans minimum, a une formation Grande Ecole et justifie d'une réelle expérience dans un service informatique important. Il assure la gestion et le développement de l'ensemble des tâches informatiques.

C'est un :

- **ANIMATEUR**, il dirige des équipes de spécialistes et techniciens de haut niveau.
- **CONCEPTEUR**, il s'occupe des systèmes, est en avance dans les applications.
- **GESTIONNAIRE**, il a le sens de l'efficacité et de la rentabilité.

La notoriété de la Société, la «challenge» et les conditions offertes sont de nature à intéresser un professionnel de valeur.

Envoyer votre référence 80811 à **centor** qui traitera confidentiellement cette recherche.

EMPLOI centor 13, rue Henri Monnier 75008 PARIS TEL. 298.16.83

Importante entreprise de transformation métallurgique
recherche pour une de ses filiales (210 personnes) implantée à
MARSEILLE

chef du personnel

Agé au minimum de 35 ans, de formation supérieure et ayant une réelle pratique de la fonction personnel acquise et possible dans un contexte industriel.

Dépendant hiérarchiquement du directeur de la filiale et fonctionnellement du directeur des ressources humaines, le candidat retenu sera chargé de gérer tous les aspects d'une fonction personnel (recrutement, paie, formation, relations avec les partenaires sociaux etc...) dirigée aux problèmes d'entretien, des services généraux de l'entreprise.

Envoyer C.V., photo et prétentions, en précisant la référence 199 M sur l'enveloppe au :

Cabinet Jean-Claude MAURICE
Conseil en Gestion du Personnel
397 ter, rue de Valenciennes - 75015 PARIS

jeune chef de fabrication génie chimique

quino

La Quinolène, 250 MF de C.A. 74 (secteur chimie et phytopharmacie) pour son usine industrielle près de ROUEN, un jeune ingénieur pour prendre en charge l'une de ses unités de fabrication.

Il aura la direction technique de l'usine, de la division chimie, au sein d'un service technique.

Le candidat, de préférence une formation Génie chimique amorcé par deux années environ en production (chimie organique par exemple) et en anglais, à ce poste un fort tempérament d'animateur d'hommes.

Anglais utile.

Ecrire au **centor** 13, rue de Liège - PARIS

Adjoint Directeur du Personnel

Nous sommes une entreprise à taille humaine (450 personnes) au sein d'un important groupe industriel multinationnel favorisant l'innovation sociale.

Notre Directeur du Personnel recherche son ADJOINT. Il aura sous sa responsabilité des responsabilités dans tous les domaines de l'administration et de la gestion. Il sera capable d'analyser, à l'occasion, la responsabilité globale de la fonction.

Ce poste de confiance, prévu à 2 heures de Paris, nécessitera un diplôme de l'enseignement supérieur, 30 ans minimum, ayant une expérience concrète des questions de personnel acquise de préférence par une expérience.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, rémunération actuelle sous référence 80619 M à François CORNEVIN

EMPLOI centor 13, rue Henri Monnier 75008 PARIS TEL. 298.16.83

MINISTRE DE LA DEFENSE GROUPEMENT INDUSTRIEL DES ARMEMENTS TERRESTRES
recherche pour son Etablissement de BOURGES

un Ingénieur

Au sein du département Etudes et munitions de la Direction des Armements (D.A.) du G.I.A.T., cet ingénieur sera chargé d'animer un groupe de spécialistes de recherche appliquée à l'étude de balistique intérieure.

Le poste sera exercé par un ingénieur diplômé possédant :

- une solide formation de base en thermodynamique et en mécanique des fluides,
- des bases en chimie,
- un goût affirmé pour les études appliquées,
- et, si possible, une expérience professionnelle dans un emploi similaire.

Adresser lettre de candidature + CV + photo + rémunération actuelle à :

le Directeur de l'EPAB
Route de Guerry - B.P. 705 - 713 18015 BOURGES CEDEX

GROUPE INDUSTRIEL DE PREMIER PLAN
recherche pour sa branche composants bâtiment :

UN INGENIEUR TECHNICO COMMERCIAL

Pour renforcer l'équipe chargée d'étudier de négocier auprès de grosses entreprises françaises, des projets de réalisation de bases à l'étranger.

Le candidat retenu (formation technique (Ecole d'Ingénieurs IUT), devra justifier d'une première expérience technico-commerciale réussie dans le secteur bâtiment.

Une bonne connaissance de l'anglais serait un atout supplémentaire.

Lieu de travail : BASSE NORMANDIE.

Adresser lettre de candidature, CV et prétentions s/réf. 3730 à P. LICHOU S.A. - BP 220, 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

ECP ESE ESPCI ENSTA ENST

DEBUTANT ou presque MAIS...

DEJA, vous avez fait vos preuves dans vos études, dans les concours. DEJA, vous avez acquis des responsabilités humaines, service militaire par exemple.

Donnez votre mot dans un secteur à la pointe, **ELECTRONIQUE DE HAUTE TECHNOLOGIE**, grande société où vous pourrez mettre à valeur vos réelles possibilités. Connaissances appréciées : Physique du solide, Télécommunications, Emission grande puissance, Applications Industrielles.

Larges possibilités d'évolution. Lac et Montagne, en plus.

Adresser C.V., photo sous n° 75501 **CONTESSÉ Publicité** 20, av. Opéra 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.

SUCRE - UNION
UN DES TOUT PREMIERS GROUPES AGRO-ALIMENTAIRES recrute à LYON

DIRECTEUR REGIONAL VENTES

Relevant du Directeur Commercial, il sera responsable d'une agence réalisant 25 M de C.A. La Société et sera chargé de :

- la prospection et le développement des zones industrielles du Sud-Est, la Bourgogne et l'Auvergne, auprès d'industriels tels que : confitures, confiseurs, biscuitiers, boissons etc...
- la négociation des contrats et leur suivi en relation avec les Services Technique et Administration des Ventes ; l'analyse approfondie de la solvabilité des clients ;
- les études dans son secteur, relatives à la pénétration du marché par la Société et la concurrence.

Déplacements : environ 5 jours par mois.
Stages prévus au Siège et en sucrerie.

Le candidat, âgé de 35 ans minimum, aura une expérience confirmée de gestion et de vente dans l'industrie agro-alimentaire (si possible) ou de produits durables, biens d'équipement ou matières premières.

Veuillez écrire en précisant votre salaire actuel, sous référence 027 M, à notre conseil Richard BENATOUIL, GROUPE BBC, 37 boulevard Sébastopol, 75001 Paris.

Discretion absolue - réponse rapide

PRODUCTION INTERDITE

FIABILITE DEVELOPPEMENT

responsable de conception

Des systèmes de TELECOMMUNICATIONS, de SIMULATION, de PROGRAMMES.

Envoyer C.V. à **centor**

ADJOINT AU DIRECTEUR

Mission : Prévisions de ventes, gestion des stocks, gestion financière d'une façon globale de l'ensemble des tâches.

Poste évolutif.

Profil : Environ 30 ans, ESSE ou D.E.C.S., formation bancaire, une expérience dans un service comparable par son aspect à la SOCIÉTÉ.

Envoyer C.V. + lettre sous la référence 88 1907 à **SCORE** 3, rue Paul Sabatier 92133 GOUSSY-LEZ-NOYON

GOL

ADJOINT AU DIRECTEUR

Mission : Prévisions de ventes, gestion des stocks, gestion financière d'une façon globale de l'ensemble des tâches.

Poste évolutif.

Profil : Environ 30 ans, ESSE ou D.E.C.S., formation bancaire, une expérience dans un service comparable par son aspect à la SOCIÉTÉ.

Envoyer C.V. + lettre sous la référence 88 1907 à **SCORE** 3, rue Paul Sabatier 92133 GOUSSY-LEZ-NOYON

Promode

17 000 personnes

UN CHARGE DEBUTANT

Lieu de résidence : Paris.

Fonctions : Gestion des marchés, gestion des stocks, gestion financière d'une façon globale de l'ensemble des tâches.

Formation ESC ou équivalente.

Statut : Cadre. Débutant.

Envoyer C.V. et lettre sous la référence 88 1907 à **SCORE** 3, rue Paul Sabatier 92133 GOUSSY-LEZ-NOYON

مكازم التوظيف

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

DataGeneral

Spécialistes Maintenance

voilà votre carrière passe par Data General à Paris ou en province

La Compagnie

- 14 millions de chiffre d'affaires
- 90 000 systèmes installés
- 10 % de revenu net par an

Les Postes

- DATA GENERAL recherche des spécialistes de la maintenance, ayant une formation électronique, du type I.U.T., S.T.S., A.F.P.A., ... avec une expérience réussie chez un constructeur d'ordinateurs.
- La connaissance de l'anglais serait appréciée.

Les Candidats

DATA GENERAL recherche des spécialistes de la maintenance, ayant une formation électronique, du type I.U.T., S.T.S., A.F.P.A., ... avec une expérience réussie chez un constructeur d'ordinateurs.

La connaissance de l'anglais serait appréciée.

VOUS ETES INTERESSES : Adresser votre dossier de candidature à Jean-Pierre GUERTIN, Direction du Personnel, DATA GENERAL FRANCE, Le Bessillon, Immeuble M, B.P. 10, 75011 PARIS.

join the winning team

cadre chargé d'études

Leader français de la distribution pharmaceutique (plus de 65 établissements en métropole)

Nous recherchons un

Ingénieur Technicien Supérieur, expérimenté dans les domaines de l'ORGANISATION, des METHODES, du STOCKAGE-MANUTENTION.

Il sera chargé de :

- l'analyse des méthodes et procédures de travail
- la mise au point de nouveaux projets d'implantation
- la mise au point de nouveaux projets d'implantation
- la mise au point de nouveaux projets d'implantation

Adresser votre dossier de candidature à C.V. à G.C.P. REPARTITION, Direction des Ressources Humaines, Service Recrutement 24, rue des Ardenes, 75013 PARIS.

Le Groupe INTER G

Ingénierie internationale

souhaite s'assurer la collaboration d'un

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

(ENSA, EPCL, AGRO, etc.)

35-40 ans environ, d'un haut niveau de compétence pour assister la Direction des activités agro-industrielles du Groupe.

LE POSTE OFFERT REQUIERT :

- une expérience technique de premier ordre, sur le terrain de la fabrication et de l'exploitation
- une pratique de l'ingénierie du commerce international et financier
- la connaissance opérationnelle de la langue anglaise.

Le candidat, dynamique et imaginatif, évoluera rapidement vers des responsabilités importantes.

Adresser C.V. manuscrit, photo et références n° 76.642 CONTEXTE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

THOMSON-CSF

jeunes ingénieurs

ELECTRONIQUE - AERONAUTIQUE - ELECTROMECHANIQUE

Vous êtes âgés de 2 à 5 ans d'expérience en tant qu'ingénieurs d'études, par exemple dans le domaine de l'électronique, de l'informatique, du matériel, etc.

Vous souhaitez élargir votre horizon et accéder à une responsabilité de coordination de projets.

Notre objectif est de devenir :

coordinateurs techniques

Vous participerez directement à la réalisation de projets qui selon vos goûts et compétences, seront des études d'ensemble ou des études de détail, ou des études de navigation.

Vous aurez la responsabilité d'un projet : la responsabilité d'ensemble, la responsabilité des groupes d'études et de réalisation, la préparation de présentations techniques et de bilan, les relations techniques avec les clients. (Rél. 10.80.40-10)

Bonne pratique de l'anglais souhaitée

Adresser C.V., photo et références manuscrites en indiquant la référence du poste à Alain de BEJARRY

THOMSON-CSF
DIVISION SIMULATEURS
Chaussée Jules César, 21 des Beaux-Séjourns 93520 OSNY

SOCIÉTÉ DE CONSEIL

recherche pour promouvoir une nouvelle activité dans le domaine des hautes et de l'industrie

UN ATTACHÉ COMMERCIAL

ayant l'expérience de la prospection et de la négociation de contrats et une connaissance du secteur collectif, hospitalier et hôtelier.

Pour et renseignements :

Envoyer curriculum vitae à J.-P. CASSAGNAC, 10, rue Vivienne, 75001 PARIS.

INGÉNIEURS COMMERCIAUX

Il s'agit de développer les ventes des produits MSI dans un secteur d'activité à forte croissance.

Les candidats doivent avoir une expérience de 3 à 5 ans en tant qu'ingénieurs commerciaux, avec une connaissance approfondie des produits MSI et une expérience de la vente de matériel informatique.

Ingénieurs Système

Il s'agit de développer les ventes des produits MSI dans un secteur d'activité à forte croissance.

Les candidats doivent avoir une expérience de 3 à 5 ans en tant qu'ingénieurs système, avec une connaissance approfondie des produits MSI et une expérience de la vente de matériel informatique.

Techniciens Maintenance

Il s'agit de développer les ventes des produits MSI dans un secteur d'activité à forte croissance.

Les candidats doivent avoir une expérience de 3 à 5 ans en tant qu'ingénieurs système, avec une connaissance approfondie des produits MSI et une expérience de la vente de matériel informatique.

Adresser votre dossier de candidature à MSI FRANCE, 10, rue Vivienne, 75001 PARIS.

responsable des services comptables

la SOFIRAD

la SOFIRAD, société financière gérant des participations dans le domaine de la finance et de la banque en France et à l'étranger, recherche un responsable des services comptables.

Le candidat doit avoir une expérience de 5 à 10 ans en tant que responsable des services comptables, avec une connaissance approfondie des produits MSI et une expérience de la vente de matériel informatique.

Adresser votre dossier de candidature à SOFIRAD, 10, rue Vivienne, 75001 PARIS.

Notre SOCIÉTÉ « LOISIRS CERAM »

distribue des produits et équipements pour la poterie et la céramique

imaginer et mettre en œuvre une politique commerciale, rigoureuse et novatrice

jeune ANIMATEUR COMMERCIAL

NOUS LUTONS CONTRE :

- Un manque de motivation
- Un manque de compétence
- Un manque de connaissance

Il (ou elle) a au moins 30 ans et un minimum de 5 années d'expérience commerciale.

Le poste est basé à PARIS Nord.

Adresser C.V. manuscrit et références à n° 76.477, CONTEXTE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01.

chef des services juridique et du personnel

AUGUSTE-THOUARD

avec un chiffre d'affaires de 30 millions de Francs et un effectif de 100 personnes, le Groupe occupe la place n°1 sur le marché des services juridiques et du personnel.

Il recherche un chef des services juridique et du personnel, avec une expérience de 5 à 10 ans en tant que responsable des services juridiques et du personnel, avec une connaissance approfondie des produits MSI et une expérience de la vente de matériel informatique.

Adresser votre dossier de candidature à AUGUSTE-THOUARD, 10, rue Vivienne, 75001 PARIS.

ingénieurs logiciel

Importante Société d'Électronique et de Télécommunications travaillant dans des secteurs de pointe et filiale d'une très grande Multinationale Française souhaite recruter des INGENIEURS LOGICIEL.

Ces ingénieurs auront acquis une expérience (4 à 5 ans par exemple) dans des Logiciels de Communication Téléphonique. On leur demandera de s'intégrer dans l'équipe d'un Projet d'Autocommutateur temporel de moyenne capacité construit autour de microprocesseurs, afin de prendre en charge l'analyse et la réalisation de logiciels d'application en s'appuyant sur de petites cellules d'ingénieurs débutants (3 ou 4).

Lieu de travail : banlieue parisienne.

Veuillez envoyer votre dossier de candidature sous référence 2559-M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertisings, 10, rue Vivienne, 75001 PARIS.

gescial

ORGANISATEUR ADMINISTRATIF

Formation Ingénieur ou grande école de commerce, 2 à 3 ans d'expérience d'entreprise. Sérénité, connaissances complètes D.E.C.S.J.

De notions informatiques.

Vous possédez : une grande rigueur morale ; une connaissance certaine de l'entreprise moyenne et grande ; une expérience de 2 à 3 ans en tant que responsable des services administratifs ; une participation à la mise au point de nouveaux systèmes de gestion et d'organisation.

Vous ne craignez pas : la rédaction des procédures, les voyages en province et à l'étranger (C.E.E.).

Vous recherchez : des missions intéressantes, une équipe jeune, de forte compétence, sympathique, mais très exigeante, des méthodologies sérieuses.

Alors vous écrivez à : Micheline B. avec C.V. et photo : 4, rue Lambarde - 75012 PARIS.

DIRECTEUR TECHNIQUE

Vous êtes diplômé d'une grande école d'ingénieurs et vous avez une première expérience du management.

Dans un premier temps, il vous sera confié l'organisation et la gestion de nos ateliers de production, situés en région parisienne.

Rapidement, votre fonction évoluera vers de plus larges responsabilités et vous assurerez la coordination des achats, fabrication, stocks et distribution.

Votre rémunération sera fonction de votre expérience antérieure et votre plan de carrière s'inscrira dans le cadre du groupe international auquel nous appartenons.

Merci d'envoyer votre candidature avec photo et références sous réf. 6013 à PLAIN CHAMPS, 5, rue du Helder 75009 Paris qui transmettra.

OFFRES

GROUPES IND

recherche dans le cadre de son développement

INGÉNIEUR A

ENSA, E.N.I.

35-40 ans environ, d'un haut niveau de compétence pour assister la Direction des activités agro-industrielles du Groupe.

compta gesti

recherche pour promouvoir une nouvelle activité dans le domaine des hautes et de l'industrie

INGENIEUR et de REALI

la SOFIRAD, société financière gérant des participations dans le domaine de la finance et de la banque en France et à l'étranger, recherche un responsable des services comptables.

COGEP

la SOFIRAD, société financière gérant des participations dans le domaine de la finance et de la banque en France et à l'étranger, recherche un responsable des services comptables.

FAIRO

la SOFIRAD, société financière gérant des participations dans le domaine de la finance et de la banque en France et à l'étranger, recherche un responsable des services comptables.

ingénier technico-cor

la SOFIRAD, société financière gérant des participations dans le domaine de la finance et de la banque en France et à l'étranger, recherche un responsable des services comptables.

UN DIRE

la SOFIRAD, société financière gérant des participations dans le domaine de la finance et de la banque en France et à l'étranger, recherche un responsable des services comptables.

مكازم الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

GROUPE INDUSTRIEL
proche banlieue Est Parisien
recherche dans le cadre du développement
de son département
INFORMATIQUE-LOGISTIQUE
EQUIPEMENTS et AUTOMATISMES
INGÉNIEUR ANALYSTE
A.M., I.N.S.A., E.N.I. ou écoles équiv.
Justifiant de 3 ans d'expérience en automatismes
industriels, informatique, programmation et
développement de systèmes à microprocesseurs (chimie
et laboratoire). La langue anglaise et/ou allemande serait
un atout.
Mise au point de programmes standards pour systèmes
automatiques, suivi d'affaires utilisant ces systèmes sont
les principales tâches affectées au poste.
Adresser carr. vitae détaillé, photo et prêt. sous n° 76.328,
CONTEXTE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris-1^{er}.

Nous sommes un groupe commercial et industriel de
taille moyenne, en fort développement, en particulier à
l'exportation.
Nous recherchons pour notre Siège, au sud de Paris
(accès facile par autoroute), notre responsable :
comptabilité gestion
chargé de superviser les travaux de comptabilité et d'as-
surer le contrôle de gestion de l'ensemble. Ce poste
requiert :
• une formation supérieure de type E.C.S. et/ou
D.E.C.S. complet ;
• des compétences confirmées en comptabilité, fiscalité
et gestion, acquises par au moins 7 à 10 ans d'ex-
périence professionnelle, et possible en industrie ;
• de très grandes capacités d'adaptation technique et
humaine, le sens de la rigueur et de l'efficacité ;
• la connaissance de l'anglais et des procédures com-
ptables anglo-saxonnes serait un atout supplémentaire
(le groupe a une filiale aux U.S.A.).
Une évolution vers des responsabilités dans le
financier est envisagée pour un candidat de valeur.
Adresser lettre manuscrite avec curriculum vitae détaillé,
photo et rémunération souhaitée sous le n° 7.297 à
Le Monde Publicité 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

La Filiale française d'un
Groupe International mondialement connu,
spécialisé dans la TECHNOLOGIE ET LE
MATÉRIEL DE SOUDAGE recherche un
INGÉNIEUR B.E
et de REALISATIONS
Sous la responsabilité du Directeur, il devra :
- concevoir et rechercher de nouvelles
solutions techniques ;
- améliorer les produits ;
- établir le cahier des charges et les devis ;
- gérer la documentation technique ;
- assurer la liaison avec les fournisseurs,
les sous-traitants et les clients.
Nous recherchons un ingénieur de formation
AM équivalent, spécialisé dans le domaine
de l'Automatisme et des machines outi-
lées de production ayant, si possible, une
connaissance des micro-processeurs ou de
l'informatique industrielle. La connaissance
de l'anglais serait un atout. Lieu de travail : B.A.U. LIEU SUD.
C.V. et présentations sous réf.
IE/101 à :
COGEPLAN SELECTION
Tour de Lyon
185, rue de Bercy - 75012 PARIS
à qui nous avons confié cette recherche.
COGEPLAN

FAIRCHILD
A Schlumberger
DIVISION SEMI CONDUCTEURS
recherche
Ingénieurs
technico-commerciaux
débutants ou confirmés.
Anglais souhaité.
Connaissances matérielles et télécom.
Postes à pourvoir immédiatement.
Envoyer CV + photo et présentations à
Mme PENAUD - FAIRCHILD - 121 avenue
d'Italie Paris 13^e. Tél. 584.55.66.

IMPORTANTE ASSOCIATION DE MOBELLE
recherche pour la création de son G.I.E.,
UN DIRECTEUR
Nous recherchons un homme d'une trentaine
d'années qui a su au moins pendant 10 ans
affirmer ses compétences au sein d'un service
commercial d'une P.M.E.
Son rôle essentiellement technico-commercial,
consistera à rechercher des marchés de sous-
traitance, des marchés de prestations de service
dans toutes la France et éventuellement les
pays frontaliers, afin d'assurer la production
de nos tréfilés. Nous exigeons :
• Les qualités commerciales, de bonnes connais-
sances en gestion, une bonne connaissance du
tissu industriel français et en particulier local.
• REMUNERATION 100.000 F +
C.V. + photo + lettre manuscrite.
Nous sommes en recrutement à :
EST CONSEIL
30 rue des CLERGS
57000 METZ

etap
4, rue Massenet 75016 Paris
Ecrire en précisant la référence - Discretion absolue

Directeur d'usine industrielle alimentaire
référence IE 248 CM

Directeur financier
référence CE 264 AM

Chefs comptable

Ingénieur spécialiste micro-processeurs
responsable équipe de conception et mise en œuvre
référence LE 252 CM

Chef du service électrique
référence ME 254 AM

Jeune Ingénieur Supélec, Télécom, Sup. Aéro.
référence MA 249 AM

Cadre finances-comptabilité confirmé
référence JE 250 AM

Jeunes cadres gestion-comptabilité
référence KO 251 AM

FILIALE D'UN PUISSANT GROUPE ALIMENTAIRE recherche,
pour participer avec la Direction Générale au développement de l'entreprise et
poursuivre la mise en place d'une structure performante, un **Directeur d'usine**.
Le titulaire du poste sera responsable d'une unité de 200 personnes tant sur
le plan technique (objectif de production en qualité - délai - coût) que sur le plan
de la gestion des ressources humaines. Ces fonctions nécessiteront à con-
dier 30 ans minimum, dynamique et orienteur, disposant d'une formation supé-
rieure d'ingénieur et ayant dirigé un département autonome ou une usine de
préférence dans l'industrie alimentaire.
Poste : région Sud de Paris.

IMPORTANT GROUPE AGRO-ALIMENTAIRE FRANÇAIS
(CA 530 millions de francs - plusieurs usines et filiales) offre un poste à
larges responsabilités à un **Jeune Directeur Financier** capable d'assurer avec
compétence et autonomie au niveau du groupe :
• la direction financière : mise en place et suivi des procédures, trésorerie...
• le contrôle de gestion : élaboration, suivi et contrôle des budgets, analyse des
résultats...
• la supervision et coordination des services comptables,
• la responsabilité des achats.
Garant du patrimoine de l'ensemble du groupe à CT, MT et LT, il dirige et anime
une équipe étendue d'une trentaine de personnes.
Ce cadre supérieur devra disposer de 8 à 10 ans d'expérience acquise dans
secteur produits de grande distribution, branche agricole de préférence.
De formation supérieure (HEC, ESSEC, ESC) il devra avoir une bonne pratique
de l'outil informatique et le DESG serait apprécié.
Lieu de travail : Metz.

UN GRAND GROUPE FRANÇAIS, plus de vingt filiales, recherche
deux Responsables Comptables pour des établissements d'environ 300 per-
sonnes.
Rattachés aux Directeurs de ces unités, ils auront la responsabilité de la compta-
bilité générale et analytique, il leur sera demandé de gérer, de questions administratives,
ils feront partie de l'équipe de direction et participeront à la vie et au développement
des unités.
Ces postes nécessiteraient à des candidats, DECS ou niveau équivalent, ayant
environ 5 ans d'expérience professionnelle.
Postes à Com : référence XE 245 AM
Postes à Rennes : référence YF 246 AM
Ecrire en précisant la référence.

IMPORTANT FIRM FRANÇAISE EQUIPEMENTS DE
GRANDE DIFFUSION, marque renommée dans sa spécialité,
recherche pour animer équipe de techniciens, Responsable de la conception
et de la mise en œuvre de produits nouveaux à base de micro-processeurs,
Ingénieur électronicien spécialiste micro-processeurs.
Plusieurs années d'expérience acquise dans l'application des micro-processeurs
aux produits de grande diffusion : électromécanique auto, jouets, machines à calculer,
etc. sont indispensables.
Situation intéressante dans firme dynamique.
Anglais indispensable.
Lieu de travail : Paris.

UNE IMPORTANTE USINE ELECTRO-METALLURGIQUE
(plus de 1000 personnes) recherche un **Ingénieur Electronicien Confirmé**, 35 ans
minimum, capable de gérer un service électrique de plus de 100 personnes (puis-
sance installée 50 mégawatts).
Ses missions consistent à :
• assurer l'entretien des équipements électriques de l'usine (HT et BT)
• effectuer les études et réaliser les travaux neufs
• superviser et développer la section mesures et automatisation.
Situation attrayante par la variété des problèmes techniques à résoudre.
Lieu de travail : Aveyron.

IMPORTANT ETABLISSEMENT INDUSTRIEL (2.000 personnes)
recherche **Jeune Ingénieur Supélec, Télécom, Sup. Aéro.** pour étoffer son
groupe d'études électroniques et y devenir un spécialiste des micro-processeurs.
Il a la tâche, il apportera un soutien technique aux autres ingénieurs d'étude et aura
lui-même à assumer la responsabilité du développement de nouveaux matériels
impliquant l'utilisation de micro-processeurs depuis la conception jusqu'à la réalisa-
tion et la mise en service. Poste motivant pour candidat désireux de participer aux
progrès technologiques dans un secteur de pointe.
Poste : ville Sud-Ouest.
Pour ce poste, écrire en précisant la référence, à Madame Santa-
Marta, E.T.A.P. 30 rue Calvès 33000 Bordeaux.

IMPORTANT GROUPE METALLURGIQUE recherche pour les ser-
vices finances gestion et comptabilité d'une de ses usines région Nord :
Un cadre Confirmé, solide expérience comptable acquise dans industrie, ouvert
aux techniques modernes de gestion d'organisation et d'informatique, susceptible
d'occéder après quelques années à la responsabilité d'un service de 25 à 30 per-
sonnes.
Formation ESSEC, EDHEC, ESC section finances - comptabilité et si possible DECS.
Même groupe recherche pour les services finances gestion et comptabilité
d'autres établissements région Nord de jeunes Cadres ESSEC, EDHEC, ESC
(section finances-comptabilité) si possible DECS, disposant 2 à 3 ans expérience
acquise dans industrie, connaissant techniques modernes de gestion, organisation,
et informatique.
Larges possibilités de développement de carrière au sein du groupe.
Ecrire en précisant la référence.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
Banlieue SUD-EST de PARIS
en plein développement
pour le service informatique
UN INGÉNIEUR SYSTÈME
Ayant une formation supérieure informatique et une
expérience de 2 à 5 ans de réalisations d'applications de
gestion en temps réel sur
DIGITAL P.D.P. de préférence.
Le candidat, âgé d'un mois 30 ans, devra :
- assurer, en relation avec les services utilisateurs,
l'exploitation, la maintenance corrective et évolutive
des systèmes en place ;
- prendre en charge les nouvelles applications restant à
concevoir dans le cadre d'un nouveau système de
gestion informatique ;
- assurer le bon fonctionnement du Service ;
- concevoir de nouveaux systèmes d'information.
Rémunération élevée en rapport avec le niveau de
responsabilité recherché.
Intéressantes perspectives d'avenir à un poste
dynamique et expérimenté.
Adr. C.V. manuscrite, prêt. et référ. s/r 76.013,
CONTEXTE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, q. 1^{re}.

SOCIÉTÉ FRANÇAISE INTERNATIONALE
recrute des
jeunes techniciens
comptables
(B.T.S. ou D.U.T. COMPTABILITÉ)
• Plusieurs candidats pour mis-
sions outre-mer indispensables.
Les candidats devront :
• avoir le goût des responsabilités ;
• être libérés des obligations natio-
nales ;
• avoir de bonnes connaissances
d'anglais.
Adresser lettre manuscrite avec C.V.,
photo et présentations sous référence
HOLL (mentionnées sur l'enveloppe) à

LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE
pour sa Filiale Internationale recherche
Un Responsable de Zone Géographique
réf. MF 1
Fonction : une solide expérience bancaire et des
opérations internationales (7 ans). Une bonne
connaissance des crédits aux entreprises est souhai-
tée. Allemand indispensable.
Un Assistant Zone Géographique
EUROPE NORD réf. MF 2
Un Assistant Zone Géographique
AMERIQUE NORD réf. MF 3
Les candidats devront : un diplôme d'études
supérieures et 2 ans d'expérience bancaire inter-
nationale. Anglais indispensable.
Adresser CV, photo, et présentations en
précisant la réf. à CNCA Recrutement Carrières
Cedex 20 - 75300 Paris Bruns

Organisme International
(3000 personnes)
CADRE ADMINISTRATIF
30 ans minimum
pour sa SECTION RETRAITE et PREVOYANCE
Expérience nécessaire.
Licence en droit (spécialisation droit :
Anglais parlé et écrit.
Envoyer CV, photo et présentations sous réf. n° 48 à
BUREAU VERITAS - DIRECTION DU PERSONNEL
31, rue Henri Rochefort 75017 PARIS.

Très Important Groupe Français
recherche pour une de ses filiales
à Paris, un
technico-commercial
ayant de l'expérience pour la vente en
travail de produits composés importés.
Poste intéressant et d'avenir.
Informations complémentaires et
rendez-vous éventuel, appeler 765.11.16,
INFORMATION CARRIÈRE, aux heures
de bureau, référence 986.
Si vous préférez, adressez
INFORMATION CARRIÈRE SVP
à SVP
Ressources Humaines
7 rue de
Logelbach
75017 Paris.

etap
4, rue Massenet 75016 Paris
FILIALE GROUPE LEADER
DÉPARTEMENT ÉNERGIE
INGÉNIEUR
- Apte à mener un programme de recherche et
développement sur Brins supra-conducteurs.
- Ayant acquis solides connaissances en mécanique,
mécatronique, physique du solide par une première
expérience ou/et une thèse.
Poste à pourvoir en RÉGION PARISIENNE.
Envoyer lettre manuscrite + C.V. + photo et présentations,
référence DEN à n° 76.164 CONTEXTE PUBLICITE,
20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmet.

LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE
recherche
UN INGÉNIEUR EN ORGANISATION
Pour son Centre de Production de Traitement du
blé.
Formation supérieure et 3 années min. d'expérience
en organisation et traitement automatisé de l'in-
formation.
Adress. CV, photo, sal. et prêt. s/réf. SB 30 à CNCA
Recrutement Carrières Cedex 20 - 75300 Paris Bruns

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

ingénieur analyste

X, MINES, ECP, SUPÉLEC...

140 000 +

Une importante SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE, leader dans son domaine (C.A. : 5 milliards de francs), filiale d'un des tout premiers GROUPES FRANÇAIS, possédant de nombreuses implantations internationales renforce la structure de ses Services Informatiques pour réaliser un nouveau SYSTÈME de GESTION en TEMPS RÉEL.

Directement rattaché au Responsable du Développement, cet ingénieur sera plus particulièrement chargé de concevoir et mettre en place un projet ambitieux intéressant un des grands secteurs de l'entreprise.

Ce poste qui représente une réelle opportunité d'enrichir et de valoriser une première expérience de 2 à 4 ans dans le même domaine, ouvre à son titulaire de réelles perspectives de carrière, tant en France qu'à l'étranger.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 2002 14 à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris.

jeune contrôleur de gestion

100 000 F

Un ensemble international de SOCIÉTÉS COMMERCIALES de DISTRIBUTION de PRODUITS MÉTALLURGiques (C.A. supérieur à 1 milliard de francs), implanté dans les principaux pays industrialisés du monde, recherche pour son unité centrale un contrôleur de gestion un jeune collaborateur.

Il participera à un travail d'analyse et d'exploitation des données et écarts permettant de suivre et contrôler les activités de l'ensemble et se verra confier personnellement des problèmes divers d'analyse au sein de la gestion.

Ce poste - pouvant conduire assez rapidement vers la responsabilité du contrôle de gestion d'un ensemble de filiales - couvrirait à DIPLÔMÉ type SUP de CO + DECS, bilingue ou trilingue, ayant environ deux ans de pratique comptable et budgétaire.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 2046 10 à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris.

IPSOS

société de conseil et d'études par sondage

recherche le

responsable

de son

département « études médias »

HF

Il aura en charge la conduite quantitative et qualitative des sondages pour le compte d'organes de presse, de stations de radio et de télévision.

Il devra gérer les demandes régulières d'information et de conseil en provenance des clients de la Société.

Ce poste couvrirait à un HEC, SCIENCES PO, ou équivalent, possédant une première expérience dans une société prestataire de services (société d'études, agence de publicité, régie) lui ayant permis de pratiquer les techniques d'études et d'acquiescer une bonne connaissance des médias tant sous l'aspect rédactionnel que publicitaire.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 2046 10 à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris.



pour sa Division ENERGIE

INGENIEUR ELECTRONICIEN

Particulièrement d'étudier les onduleurs à thyristors, à transistors et à MOSFET pour des applications de découpage à 20 KHz.

De formation Supélec ou équivalent il aura si possible une expérience dans le domaine des onduleurs.

Lieu de travail : région de TRAPPES (78).

Envoyer C.V. et prétentions sous réf. 76.736 à CIT ALCATEL Recrutement Cadres - B.P. 12 bis, rue Louis Lormand, 78320 LE MESNIL SAINT-DENIS.

A.T.3 expérimenté

électronique de puissance

(alimentations stabilisées ; découpage ; convertisseurs de tous types ; onduleurs, etc...)

Le Groupe LA CONTINENTALE D'ENTREPRISES offre ce poste dans le cadre de la Société d'Electricité MORS pour son activité conversion d'énergie.

Le poste : l'ingénieur chef est chargé de la conception de l'industrialisation de nouveaux procédés de stabilisation et de nouveaux types de sources d'énergie. Il sera confié à un A.T. 3 ayant au moins 5 ans d'expérience de laboratoire dans l'électronique de puissance. Il devra être capable de participer à la conception, réaliser les montages et les remettre point grâce à son expérience pratique.

Si vous voulez en savoir davantage sur la société, ses fabrications et sur le poste, AVANT MEME D'ETRE CANDIDAT, une consultation sous référence F. DOZOL - DELTA CONSEIL - 27, rue Dombasle - 75015 Paris - Tél. : 250.84.30.

CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILERS EN RECRUTEMENT

DIGITAL EQUIPMENT FRANCE

recherche pour son

DEPARTEMENT LOGICIEL EN PLEINE EXPANSION

1 Chef de projets Télécommunication

Ingénieur en télécommunication de 5 à 10 ans d'expérience ayant dirigé des projets de communication et conçu des applications importantes mettant en œuvre des réseaux d'ordinateurs. (réf. 030)

1 Chef de projets bancaires

Spécialiste des applications bancaires ayant 5 ans d'expérience d'analyse et de programmation des réseaux de mini ordinateurs. (réf. 031)

15 ingénieurs

Des ingénieurs de développement ayant au moins 3 ans d'expérience en applications industrielles ou gestion. (réf. 029)

Des ingénieurs confirmés support avant-vente ayant 3 ans d'expérience gestion ou industrie. (réf. 028)

Des ingénieurs débutants qui après formation maison de 6 mois pourront s'orienter vers l'après-vente, l'assistance avant-vente ou le développement en clientèle. (réf. 027)

Anglais souhaités

Nous offrons des opportunités de carrière à un groupe en très forte croissance. Envoyer en précisant la référence choisie à C. MILLOT, Responsable du Personnel.

18 rue Garibaldi - 91120 Evry

94528 Rungis Cédex

digital

Filiale, à taille humaine, d'un important groupe international recherche

INGENIEURS ELECTRONICIENS

Ecoles (X, Télécom, E.S.E.), 5 à 6 années d'expérience, connaissance matériel transmission analogique et logique pour prise en charge d'études importantes, larges responsabilités immédiates.

Lieu de travail : Banlieue Ouest R.E.R.

Envoyer CV et prétentions sous N° 7739 à

PARFRANCE Annonces

4, rue Edouard Belin 91000 Paris qui transmettra

Organisme de Conseil Entreprises basé à Paris Intervient en France et à l'étranger recherche

Ingénieurs Conseils

Au sein d'une équipe pluridisciplinaire, les ingénieurs seront en charge de l'analyse et de la conception de projets de développement en France et à l'étranger.

Ce poste pourrait servir à un ingénieur de l'enseignement supérieur, 20 ans min., ayant travaillé en entreprise ou dans un organisme de conseil, avec une expérience adéquate possible sur la gestion financière et le contrôle de gestion.

Langues étrangères : Anglais, Français souhaités.

Envoyer dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, rémunération actuelle sous réf. 111 à :

22, rue de l'Assomption 75016 PARIS

Chantal Kenvyn

Société internationale d'étude et de réalisation d'ensembles industriels recherche

ingénieur d'affaires

35 ans minimum. Formation d'ingénieur (Centrale, A et M, ENSI ou équivalent). Expérience technique et commerciale dans la conception, l'étude voire la réalisation d'ensembles industriels de grande importance.

dépendant de la Société Générale, son rôle sera de prendre en charge les projets commerciaux, de la prospection (inter) à la présentation (proposition) et de l'offre à l'acceptation.

à ce titre, il assurera les contacts préalables, les avant-projets et les négociations de l'ensemble des aspects techniques, économiques, juridiques et financiers de tout projet de coopération industrielle et commerciale.

Il devra être capable de présenter, d'appréhender et d'expliquer.

Envoyer C.V. et prétentions sous réf. 76.736 à CIT ALCATEL Recrutement Cadres - B.P. 12 bis, rue Louis Lormand, 78320 LE MESNIL SAINT-DENIS.

guillon sélection

93, rue JOUFFROY 75017 PARIS

EUROSOFT SYSTEMES

FILIALE DU GROUPE EUROSOFT recherche (PARIS et PROVINCE)

INGENIEURS D'ETUDES DEBUTANTS

INGENIEURS-CONCEPTEURS CHEFS DE PROJETS

dans les domaines :

• systèmes temps réel (process, systèmes d'armes...)

• bases de données et logiciels de base

• et télématique

• systèmes dans les domaines des microprocesseurs

• applications de gestion pour réaliser des systèmes informatiques à haut niveau.

Envoyer C.V. à EUROSOFT SYSTEMES Monsieur Christian PERONNE - 46, rue de la Tour 75016 PARIS.

JEUNE PATRON 200.000 F

L'une des 8 sociétés (40 personnes - 30 M.F. C.A.) du notre Groupe en Région Parisienne recherche son Patron.

Merci d'adresser votre offre à P. FRAPPIER

2 rue MARENGO 75001 PARIS

organisation et publicité

2 rue MARENGO 75001 PARIS

GROUPE

SCF

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE SERVICES ET DE GESTION

5000 personnes, 86 agences en France, 16 filiales à l'étranger

1172 société générale de services et de gestion des premières sociétés françaises de services et de gestion offre à

Ingénieurs Grandes Ecoles

Expérimentés

(X, Centrale, Mines, Ponts et Chaussées, Supélec, Télécom...)

postes d'ingénieurs à responsabilité.

Adresser lettre de candidature, C.V. photo et prétentions, sous

réf. PET 28/10/01, à SGB - 12-14, avenue Vian-Whitcomb - 75016 PARIS.

SAVAT

SAVAT

SAVAT

SAVAT

SAVAT

SAVAT

SAVAT

SAVAT

SAVAT

SAVAT

SAVAT

SAVAT

SAVAT

SAVAT

SAVAT

SAVAT

SAVAT

SAVAT

SAVAT

SAVAT

SAVAT

SAVAT

SAVAT

SAVAT

SAVAT

SAVAT

SAVAT

SAVAT

SAVAT

SAVAT

SAVAT

SAVAT

SAVAT

SAVAT

SAVAT

SAVAT

SAVAT

SAVAT

SAVAT

SAVAT

SAVAT

SAVAT

SAVAT

SAVAT

OFFRE

chef du

CHERVAIS DANON

recherche pour son

DEPARTEMENT LOGICIEL EN PLEINE EXPANSION

15 ingénieurs

Des ingénieurs de développement ayant au moins 3 ans d'expérience en applications industrielles ou gestion. (réf. 029)

Des ingénieurs confirmés support avant-vente ayant 3 ans d'expérience gestion ou industrie. (réf. 028)

Des ingénieurs débutants qui après formation maison de 6 mois pourront s'orienter vers l'après-vente, l'assistance avant-vente ou le développement en clientèle. (réf. 027)

Anglais souhaités

Nous offrons des opportunités de carrière à un groupe en très forte croissance. Envoyer en précisant la référence choisie à C. MILLOT, Responsable du Personnel.

18 rue Garibaldi - 91120 Evry

94528 Rungis Cédex

digital

digital

digital

digital

digital

digital

digital

digital

digital

digital

digital

digital

digital

digital

digital

digital

digital

digital

digital

digital

digital

digital

digital

digital

digital

digital

digital

digital

digital

digital

digital

digital

digital

digital

digital

digital

digital

digital

digital

digital

digital

digital

digital

digital

digital

digital

digital

digital

digital

digital

digital

digital

digital

digital

digital

digital

digital

digital

digital

digital

digital

digital

digital

digital

digital

Vous pensez avoir « le profil » ?
Nous vous invitons alors à adresser un CV complet + photo
à réf. 7004 à [] Contact, 156 boulevard Haussmann
75001 Paris, qui transmettra.
Discrétion et réponse rapide assurées.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

ACQUISITION ET TRAITEMENT DE MESURES GEOPHYSIQUES

Au sein d'ETUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER, la Division Etudes et Développement est constituée d'équipes réunissant des ingénieurs de disciplines scientifiques (Physique, Electronique, Mécanique, Informatique, ...).

Ils conçoivent et réalisent des programmes de mini-ordinateurs (deux PDP 11/34, 128 K par unité) pour l'acquisition de mesures géophysiques sur les sites de forages pétroliers (plus de 1000 unités en activité dans 77 pays).

Nous souhaitons renforcer notre potentiel d'innovation et d'études en recrutant un jeune

INGENIEUR INFORMATICIEN TEMPS REEL

Débutant ou ayant jusqu'à 5 ans d'expérience.
Connaissances en traitement du signal appréciées.
Il prendra la responsabilité des aspects informatiques du projet au sein d'une équipe pluridisciplinaire. Ces fonctions l'amèneront à se déplacer en France et à l'étranger, notamment pour les essais sur sites. L'Anglais est donc indispensable.
Sa contribution à la réussite des projets lui ouvrira de larges perspectives de carrière dans un groupe aux activités diversifiées, en Europe et U.S.A.
Il répondra aux exigences d'ingénieurs de haut niveau.

Les dossiers de candidature sont à adresser, sous référence 8021, à

ETUDES ET PRODUCTIONS
SCHLUMBERGER

26, rue de la Covée
92142 CLAMART.



41, rue Cantagrel - 75011 PARIS
recherche

INGENIEUR A.et M.+E.S.E.

ou formation similaire, débutant ou quelques années de pratique, pour étude et développement de CABLES à FIBRES OPTIQUES.
Anglais courant indispensable. (Réf. I.A.)

TECHNICIEN SUPERIEUR

(B.T.S. ou D.U.T.) pour développement et comportement de CABLES à FIBRES OPTIQUES. (Réf. T.S.)

Pour les deux postes : lieu de travail REGION PARISIENNE.

Envoyer C.V. à l'adresse ci-dessus en indiquant la référence du poste choisi.

SOCIÉTÉ DE SERVICES PÉTROLIERS
en forte expansion, recherche pour son DÉPARTEMENT CONTRÔLE

INSPECTEURS

Pour l'inspection et la réception des matériels divers. Formation Ingénieur ou B.T.S. en ÉLECTROMÉCANIQUE, ou cinq ans d'expérience. Anglais indispensable. Disponibles pour voyager en France et à l'étranger.

Envoyer curriculum vitae et prétentions à : PETROCONSULT, 41, rue Yby, 92522 Neuilly.

ORGANISME PUBLIC
REGION ILE DE FRANCE
recherche

Chargé de Mission "Promotion Industrielle"

Il aura pour rôle, après une analyse des besoins et problèmes des PMI, de concevoir, puis de mettre en œuvre au plan régional un programme de promotion industrielle.
Ce poste pourrait convenir à un candidat, 35 ans minimum, formation supérieure (Ingénieur, gestion, ...) ayant acquis la façon impérative son expérience en milieu industriel, disposant d'un bon sens humain et du travail en équipe.
Le poste est à pourvoir immédiatement.

Adresser lettre manuscrite, CV et photo sous référence 685 à :

CEPAGI 59 avenue Kléber
75764 Paris Cedex 16



SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE SERVICE ET DE GESTION
3000 personnes, 56 agences en France, 16 filiales à l'étranger

L'un des premiers groupes européens de Services et de Conseils en informatique vous propose de participer à son expansion et recherche pour renforcer ses équipes des

Ingénieurs Commerciaux Grands Comptes

- à Lille : Mission : négociation avec les directeurs de grandes entreprises (industrielles, commerciales, financières, etc.) équipées d'ordinateurs IBM. Vente d'une gamme homogène de produits : prise en charge d'exploitations, contrats de dépannage, tests, formation, conseil et études. Profil : minimum de 5 années d'expérience probante dans la vente de matériels ou de services informatiques.
- à Paris : Mission : négociation avec les Directions Générales d'entreprises pour une prise en compte, par 80%, de la gestion de leur centre informatique (« facilities management »). Profil : HEC ou équivalent : - une expérience professionnelle de 5 années nous paraît nécessaire pour : - connaître les principaux équipements informatiques. - savoir établir un budget informatique. - accéder aux Décideurs.

Adresser lettre de candidature, C.V., photo et prétentions à : Direction Commerciale (sous Réf. G.L.P.) - 12-14, avenue Yvon-Whitcomb - 75016 PARIS.

audit confirmé HF

Nous sommes un important groupe français de distribution alimentaire, 20 filiales et 20 établissements secondaires.

Notre politique de filialisation nous amène à renforcer notre service d'Audit Interne. Nous recherchons un jeune diplômé d'enseignement supérieur type ESCA, Sciences Po ayant une formation comptable confirmée par la DSCG et une première expérience professionnelle de 2 ans.

Devant assurer son activité sur toute la France, une grande disponibilité est nécessaire pour répondre à ce poste. Il faut de plus résider à moins de 100 km de Paris et être sans autre emploi.

Envoyer C.V. et prétentions à : ICA, sous réf. 2818-M

ICA International Classified Advertising
3, rue d'Hauteville - 75010 PARIS

SOCIÉTÉ DE SERVICES PÉTROLIERS
en forte expansion, recherche pour la location ou missions ponctuelles en FRANCE et en EUROPE

ANCIEN INSPECTEUR MATÉRIEL

Les domaines : pétrolier, gazier, électrique, pétrochimie, Bâtiment, etc.

Envoyer C.V. et prétentions à : PETROCONSULT, 41, rue Yby, 92522 NEUILLY.

Ingénieurs technico-commerciaux

Nous sommes le spécialiste européen de l'acquisition et du traitement de l'information. Nous recherchons de jeunes diplômés de l'enseignement supérieur informatique ou scientifique (maîtrise, MAGE, écoles d'ingénieurs) pour prendre part à notre croissance.

La formation que nous offrons, le poids des responsabilités que nous vous confierons rapidement vous permettront d'approfondir la connaissance de votre profession et de participer au sein de nos équipes de support à la vente et à l'entretien de nos matériels.

Ces postes sont à pourvoir dans nos centres de LILLE, LYON et PARIS.

Nous vous offrons une rémunération motivante, la position cadre, une formation de travail intéressante et les avantages sociaux d'une grande entreprise internationale.

Envoyez votre dossier de candidature (lettre, C.V., photo et prétentions) à :

Jean-Louis PERROT
BURROUGHS
Direction du Personnel
230-242, rue Louis Côté
92231 GENNEVILLIERS Cedex

Burroughs

Chef Comptable 110 000 +

Société du secteur informatique en très forte croissance. Nous recherchons un CHEF COMPTABLE. Rattaché à la Direction Financière, il anime, coordonne et contrôle l'activité des services comptables (4 personnes), prépare les C.E. et tableaux de bord mensuels, le bilan et les comptes fiscaux et sociaux. Il gère la trésorerie. De formation supérieure DECS ou similaire, il a une expérience de 7 à 10 ans, des compétences de base en informatique et une personnalité fortement motivée par la mise en place de nouveaux systèmes de gestion.

Envoyer dossier de candidature sous référence 80227 à : Madame FAVEREAU

EMPLOI centor 18, rue Henri 75011 PARIS Tél. :

UN CENTRE DE NEGOCE de fournitures industrielles

(tôles transformées, métaux, métal, visserie, etc.)
2000m² - 12 à 15 salariés
destiné à la clientèle des métalliers, artisans, fabricants, services entretien industriels, etc., et en recrute

le responsable

30 ans minimum
Chargé de la promotion, de la vente, de la gestion (définition et suivi des objectifs, pratique des achats, gestion des stocks, administration d'ensemble), de l'animation du personnel, il créera la politique du Centre, et assure ses relations.

Le candidat nous apportera la preuve d'une première expérience dans la vente ou le négoce de produits métalliques, dans le grand commerce ou l'industrie.

Le Département du Centre de Fournitures Industrielles

Notices de candidature en poste adressées aux candidats sous référence 40.73 à :

Adresser C.V., photo, salaire sous référence 40.73 à :

Département Recrutement
6, rue de Berny
75008 PARIS

LABORATOIRES HOECHST
recherchent

MEDECIN

Les Laboratoires HOECHST recherchent un MEDECIN pour lui confier un programme d'essais thérapeutiques dans des domaines variés. Ce poste conviendrait à un **ENDOCRINOLOGUE**

Une maîtrise en biologie humaine et une expérience en médecine nucléaire seraient appréciées. Envoyer lettre manuscrite, photo récente et C.V. détaillé sous référence 395-M au Docteur Robert de Chièvres qui étudiera confraternellement chaque candidature.

selor

21, RUE TRONCHET - 75008 PARIS

directeur du personnel HF

Nous sommes une jeune entreprise en progression rapide et constante. Notre domaine : la chaussure, que nous créons, faisons fabriquer et distribuons sous la marque MINELLI. Nous forte expansion (C.A. 250 MF par an, 1000 points de vente, 500 salariés) conduit notre directeur général à chercher son directeur du personnel (H ou F). Basé à notre siège à Dreux (28) à 90 km de Paris, il prend, sous l'autorité du directeur, la responsabilité complète de la fonction et notamment : l'administration du personnel (il participe à la mise en place d'un nouveau système informatique), l'élaboration et l'évolution des systèmes de rémunération, le recrutement, la formation, les mutations et les promotions, les relations sociales.

Ce directeur du personnel (H ou F) est de formation supérieure. A 35 ans minimum, il a une solide expérience de la fonction, au moins cinq ans, de préférence dans la distribution.

Notre consultant G. BARDOU, remercie de lui écrire (réf. 3886 LM).



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - NANTES - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC

DIX ANS POUR SAUVER LE MASSIF CENTRAL

DES SOCIALISTES TRAVAILLENT AVEC L'ÉLYSÉE

Le président de la République organise, le 28 octobre à l'Élysée, une réunion de travail sur le Massif Central, à laquelle sont conviés les élus et les principaux responsables économiques des dix-sept départements concernés. Il s'agit pour l'Auvergne, du Puy-de-Dôme, de l'Allier, du Cantal et de la Haute-Loire, pour le Limousin, de la Haute-Vienne, de la Creuse et de la Corrèze, ainsi que du Lot, de l'Aveyron, de la Lozère et des franges montagneuses de l'Ardèche, de la Loire, du Rhône, du Tarn, de l'Hérault, de l'Aude et du Languedoc.

C'est en septembre 1970, au Puy, que M. Giscard d'Estaing avait annoncé un plan comprenant quarante mesures, qui correspondaient à trois objectifs : le développement des activités économiques, la lutte contre le chômage, la lutte contre la dépopulation.

Cinq ans plus tard, il s'agit d'apprécier les résultats de ce plan et d'envisager les perspectives pour la période 1981-1985.

Depuis 1970, les crédits spécifiques pour le Massif Central ont été de 1 200 milliards de francs. Des efforts particuliers ont été faits pour les infrastructures, les lignes aériennes, l'artisanat, le tourisme d'été, la télévision, la suppression des zones d'ombre de télévision, notamment.

Un chapitre des autoroutes, sur l'axe B-71 (Saint-Étienne-Clermont-Ferrand), la section Lempdes-Chabreloche (Puy-de-Dôme), avec la déviation de Thiers, a été mise en service en 1978. L'autoroute A-71 (Paris-Orléans-Clermont) sera ouverte en 1983-1984 (coût total : 400 millions de francs, 180 millions de francs financés par l'État).

Les travaux routiers, en revanche, ont progressé moins rapidement. Sur la RN 63 nord-sud, 75 kilomètres sur 251 sont réalisés ou en cours d'aménagement. Sur la RN 20, la grande artère nord-sud qui traverse le Limousin, 80 kilomètres sur 270 ont été modernisés.

Mais ces politiques n'ont pas permis d'enrayer la mal qui mine le Massif Central, à savoir l'exode rural, le vieillissement de la population et, dans de très nombreux cantons, la désertification.

Trois semaines après la rencontre entre le président de la République et M. Pierre Manroy à Lille, saluée comme une manifestation du « dialogue républicain », les observateurs ne manquent pas de souligner que le président de la République a reçu MM. André Chadenet et Maurice Pourchon, respectivement présidents des conseils régionaux du Limousin et d'Auvergne, socialistes.

La preuve est là que, par le biais de l'aménagement du territoire, une confrontation franche et un dialogue constructif peuvent s'établir entre le pouvoir et l'opposition, ce qui, jusqu'à ce jour, n'a pas été le cas dans les domaines de l'information, de la culture, de l'économie et encore moins de la politique. — F. Gr.

LA GRANDE COLÈRE DES ÉLEVEURS DE MOUTON DU LIMOUSIN

« Ne parlons plus de Marché commun, mais de foire d'empoigne... »

La situation des éleveurs est particulièrement délicate en Limousin. En effet, les animaux comptent pour 88 % de la valeur de la production agricole en 1979 (et même pour 91 % en Haute-Vienne et dans la Creuse), contre 52,2 % au plan national. Le Limousin a donc vécu de très près la crise du veau. Mais on s'intéresse au mouton autant en ce moment à l'avenir de la production du mouton confrontée aux règlements européens qu'au mouton lui-même. Le sujet est d'actualité puisque le nouveau régime vient d'entrer en vigueur le 1er octobre.

Les éleveurs manifestent une très vive inquiétude. Dans une note diffusée le même jour, la Confédération nationale de l'élevage indique que « ce régime est caractérisé par une ouverture béante des frontières qui amènera presque librement en Europe quatre cinquièmes des agneaux commercialisés actuellement dans le monde ». Et, dans un second point, que « le marché français va être rendu plus attractif ».

Au début de 1980, quelques jours avant la signature de l'accord à Bruxelles, le 27 juin, la sous-préfecture et l'hôtel des impôts de Bellac avaient été envahis et des bureaux saisis.

M. Jean de Montvillier, éleveur à Saint-Just-le-Martel près de

Limoges et député, s'exprime ainsi : « Nous vice-président de la Fédération nationale ovine, et je me trouvais justement à Bruxelles le jour de la signature de l'accord. Je me suis senti trahi, car nous pensions que le mouton serait mieux défendu. Or nous sommes toujours partisans de la concertation avec les pouvoirs publics, mais elle n'est plus possible. Dans ce cas, ne parlons plus de Marché commun, mais de foire d'empoigne, c'est chacun pour soi... »

Propos illustrés dans le bulletin de l'Alliance pastorale, syndicat régional d'éleveurs, qui « comprend mal que l'Europe soit tellement attentive à l'élevage ovin du Groenland, territoire danois, qui vient de recevoir une aide de 5 milliards de couronnes, tandis qu'elle prend toutes les mesures qui peuvent faire disparaître nos élevages », et d'ajouter avec ironie : « On comprend mal, sauf si on a remarqué que M. Gundlach, commissaire agricole de la C.E.S., est danois... »

« Jusqu'à présent, le vintage bovine se trouvait relativement protégé », indique M. René Letellier, de la direction régionale de l'Agriculture. Sur la période de l'VIII Plan, tandis que le bœuf a stagné, le mouton a augmenté de 25 % des effectifs en Limousin.

La Haute-Vienne est principalement concernée : elle vient au deuxième rang en France derrière l'Aveyron avec huit cent mille têtes, soit 11 % de la production agricole du département, mais elle occupe le premier pour la production de viande. La Haute-Vienne fournit les trois quarts des 20 000 tonnes annuelles de Limousin, la production tournant autour de 150 000 tonnes. La Creuse compte cent cinquante mille têtes, et la Corrèze cent cinquante mille têtes.

Sur mille trois cents exploitations de la Haute-Vienne, 1 200 sont des élevages. Les 100 autres sont des exploitations mixtes. C'est la source principale du revenu. On tire moitié du centre d'élevage très moderne et à fort rendement (près de trois cent mille bêtes par an) qui se trouve à Bellac, capitale de la « pampa » limousine. On est ici dans le nord du département, d'un puissant mouvement de spécialisation. Les 100 exploitations qui restent sont dans le sud de la Haute-Vienne, c'est la source principale du revenu. On tire moitié du centre d'élevage très moderne et à fort rendement (près de trois cent mille bêtes par an) qui se trouve à Bellac, capitale de la « pampa » limousine. On est ici dans le nord du département, d'un puissant mouvement de spécialisation.

Le mouton a payé. Malheureusement, il ne paie plus. M. de Montvillier : « Nos recettes sont restées pratiquement les mêmes depuis 1977 puisqu'elles ont augmenté de 5 % seulement, mais que les coûts de production, je n'ai pas besoin de le dire, ont subi une hausse bien plus importante... »

Avec l'arrivée sur le marché du mouton européen, celle en particulier du mouton néo-zélandais, l'inquiétude s'accroît. « La grande peur actuellement, c'est d'insupportable les prix, indique M. Letellier. C'est le gros point d'interrogation... »

Comment se présente l'avenir ? Le pessimisme est de rigueur. Dans la zone de monoproduction « chagallée » par ces structures, s'annonce un mouvement de reconversion vers les céréales. M. Balloche, directeur de la chambre départementale d'agriculture, constate : « Depuis juin, le phénomène est très net. Mais il n'est pas évident à résoudre car il faut drainer les terres. Pour quels résultats ? Le retour au bœuf est trop difficile car il oblige à de lourds investissements, et puis les bâtiments n'existent plus. Le lait aussi attire les gens... »

LIBERT TARRAGO.
(Lire la suite page 34.)

Cinq fonctionnaires avec des idées

Redonner vie aux villes

S'attaquer à la fois au développement, au désenclavement, aux lenteurs de toutes sortes qui anéantissent, si l'on n'y a pris garde, abouti au dépeuplement de toute une région, ce n'était pas un mince pari. C'est pourquoi ce pari qu'on fait conjointement au mois de novembre 1978, la direction de l'urbanisme et des paysages du ministère de l'Environnement et la DATAR en mettant à la disposition du Massif Central une « mission des villes ».

Cette mission, basée à Clermont-Ferrand, est composée de cinq agents permanents auxquels se sont joints, selon les périodes, deux ou trois fonctionnaires en stage de formation. De cinq à huit personnes donc, pour une multitude d'interventions dans dix-sept départements répartis dans cinq régions !

Son action repose sur deux axes : « Ne pas hésiter à se mettre au combat sur les maux qui nous touchent », dit-il, « et à agir sur les maux qui nous touchent ». Il s'agit de : « Régler les détails, tous les détails des opérations engagées pour aboutir le plus rapidement possible à des résultats concrets », comme l'explique M. Gérard de Sennerville, chef de mission, qui poursuit : « Notre seul but est de donner un sérieux coup de main aux élus et aux responsables locaux, à travailler ensemble en gardant toujours à l'esprit cette idée qu'ils seraient capables, une fois l'habitude acquise, de prendre eux-mêmes toutes les décisions et pourrions, à terme, ce passer de nous. La philosophie : pas tant les crédits et les subventions, mais plutôt des idées, des conseils qui tiennent la route. Dans son travail, la mission met en valeur le mieux possible les crédits administratifs normaux plutôt que d'utiliser les crédits spécifiques et additionnels du plan de développement du Massif Central. Elle a ainsi travaillé pour « pas cher » et atteint ses objectifs à faible coût.

« Ce travail par cher, explique M. de Sennerville, est particulièrement bien adapté au monde rural et aux petites communes, car il est transportable partout... »

Et la mission est allée partout sur le terrain. De Saint-Pons (Hérault) à Saint-Junien (Haute-Vienne), de Montluçon (Allier) à Arras (Nord), elle a rencontré les élus, posé les idées reçues, brisé les résistances, afin d'organiser la ville, revitaliser les centres, le milieu rural, en prenant en compte la réalité sociale et économique des localités traversées.

Pourtant, on s'est aperçu que, pour maintenir la population sur place, il fallait que les communes de taille modeste offrent à leurs habitants les mêmes services que les grandes villes : des commerces, un marché, des points de rencontre, une banque, un cinéma, etc. « Avant il est facile de construire une route, autant la complexité de la vie locale rend les choses difficiles », souligne M. de Sennerville, si nous faut à la fois construire les élus et ménager les susceptibilités... »

La mission a ainsi obtenu des résultats appréciables. Elle s'est attaquée à la « revitalisation » de nombreux centres de villes comme à Ganges (le Monde date du 11 juillet) ou à Aubusson. Dans cette ville, l'intervention de la mission est exemplaire : en 1976, la municipalité achète quatre maisons de la rue Vieille, en plein centre ville pour le faire un parking. La mission s'attache au projet et découvre les multiples atouts touristiques de la vieille cité creusoise. Ses productions originales de tapisserie, comme dans le monde entier, sont un inestimable patri-

OLIVIER SCHMITT.
(Lire la suite page 34.)

ENTRETIEN AVEC M. JACQUES BLANC

La souplesse d'un « plan à la carte »

M. Jacques Blanc, secrétaire du parti républicain, est aussi député de la Lozère et maire de La Canourgue, dans ce département. La Lozère présente l'avantage d'être « élargie ».

— Après cinq ans d'application, le plan Massif Central vous semble-t-il avoir marqué des résultats positifs ?

— C'était la première fois que les pouvoirs publics prenaient en compte de manière globale, non pas secteur après secteur, ces grandes zones rurales, profondes et fragiles, saignées par l'exode humain. Déjà, en juillet 1974, en visite dans ma commune, le président Giscard d'Estaing avait indiqué que ces zones défavorisées du Massif Central devaient bénéficier de la solidarité nationale pour réussir leur décollage économique.

« Le plan Massif Central n'a pas été lancé d'en haut par le pouvoir parisien. Il a été bien préparé grâce à une concertation non seulement avec les élus politiques mais aussi avec les responsables socio-professionnels. Ses résultats se voient. C'est

déjà pour ce qui concerne le développement routier, notamment la route nationale 9 nord-sud. D'autres résultats sont réels bien que moins aisément perceptibles. C'est dans le Massif Central que fut expérimentée la formule connue à l'installation des jeunes agriculteurs, formule qu'il faudra d'ailleurs adapter, et, à cet égard, le plan présente l'avantage de ne pas être figé.

— Outre les équipements, percevez-vous des progrès en ce qui concerne l'organisation des circuits économiques ?

— Oui, c'est le cas de l'organisation économique de l'agriculture, qui a bénéficié d'aides substantielles, par exemple dans le secteur des laiteries. Des primes ont aussi permis au secteur de l'artisanat de survivre. Le fait que ces deux secteurs aient été pour la première fois pris en compte à part entière

dans la politique d'aménagement rural constitue une petite révolution.

« Le tourisme rural, vert et sain, qui apporte un complément de revenus aux agriculteurs, a fait l'objet d'initiatives spéciales qui n'étaient pas prévues dans les schémas administratifs classiques. Pour vous donner encore un exemple, je vous citerai l'expérience de Saint-Chély-d'Apcher, en Lozère, après de laquelle tous les candidats à la création d'entreprises peuvent trouver soutien et aide technique, économique, humaine et financière.

— Et pour l'avenir, faut-il, selon vous, accélérer la politique actuelle pour le Massif Central ?

— Il faut poursuivre sur cette voie « très ouverte ». Je souhaite avant tout que les responsables de l'aménagement du territoire restent souples et qu'ils n'oublient pas que le développement économique général est, dans de nombreux départements encore, largement fonction de la qualité et de la quantité des infrastructures et des équipements de base. Il faut, par exemple, continuer les efforts sur le chapitre des routes (entre Lyon et Toulouse via Langogne et Mendre), et sur celui des équipements ruraux. L'exode rural constitue, en effet, une préoccupation majeure. Mais l'émigration s'est très sensiblement atténuée et sa courbe devrait maintenant devenir étale. Sur ce plan, je pense que le gouvernement va prochainement réussir son pari.

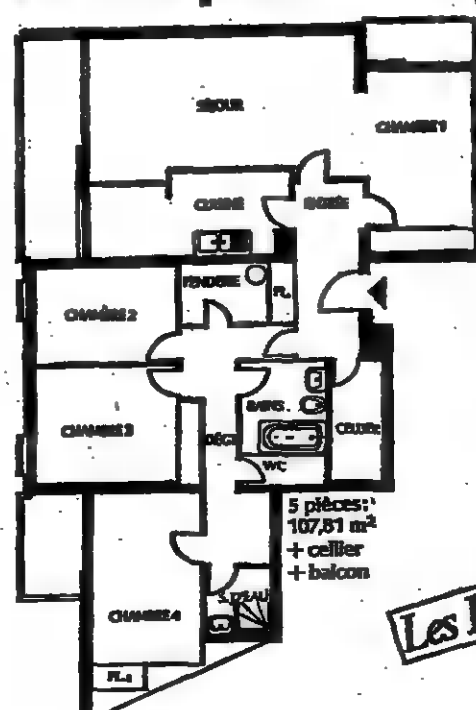
UNE BANQUE SOLIDAIRE DE SES CLIENTS ET DE SA RÉGION

La Banque Populaire du Centre

CHARENTE - CORRÈZE - CREUSE - DORDOGNE - HAUTE-VIENNE



Porte-des-Lilas 4 raisons pour se rapprocher de Paris



4 ou 5 pièces, près du métro, avec un prêt PC, 5400 F le m².*

Renseignements et vente sur place : Les Lilas 20 - 42, rue de Paris 93260 Les Lilas - Tél. 364.53.76

Lundi, jeudi et vendredi de 14 h à 18 h Samedi, dimanche et jours fériés de 11 h à 13 h et de 14 h à 18 h

ou Boutique OCIL 55, bd Malesherbes 75008 Paris Tél. 261.81.15

*Habitable, hors parking.

Réalisation SDP Commercialisation

LES LILAS 20

LES LOSANGES

Le jugement des deux présidents de région

Des industries avec du nerf

par ANDRÉ CHANDERNAGOR (*)

Parce que les régions que déséquilibrent les hypothèses lourdes de la politique nationale, parce que nous ne pouvons pas résister au fatalisme de la stagnation des emplois, nous souhaitons que la reconquête du territoire plurisannuel de développement du Massif Central puisse en meilleur état les départements et les villes du Massif Central.

Nous considérons que

la région dispose de l'homogénéité nécessaire pour servir de support à une politique d'aménagement du territoire : la cohésion du territoire, l'effet de l'hétérogénéité d'autres régions voisines, mais bien sûr, les départements sont des pays sans unité.

taires rejetant les prévisions sur l'extrapolation des tendances. Ainsi l'agriculture, tout en continuant d'assurer un rôle essentiel dans le maintien du milieu naturel et dans le saut du tissu rural, cette agriculture doit impérativement atteindre un niveau de prospérité dont elle est éloignée aujourd'hui. Son intensification ne peut être entre-

prise sans des mesures réelles de succès si l'avenir des productions bovines et ovines n'est assuré par un ensemble de mesures appropriées (prise en compte des problèmes spécifiques des races à viande, mise en place d'une véritable protection communautaire par un règlement ovin adapté, renforcement des actions foncières, modernisation des abattoirs, réorganisation régionale des productions et de leurs circuits par la promotion des industries alimentaires...).

LIMOUSIN

AUVERGNE

Le «rattrapage du rattrapage»

par MAURICE POURCHON (*)

Le Massif Central a-t-il des possibilités qu'il ne permet pas à l'ensemble de ses habitants de vivre dans des conditions compatibles à leurs aspirations ? La politique de désenclavement a eu des succès spectaculaires que le Massif Central en profite en profondeur. C'est le cas de l'autoroute B 71 qui a été réalisée entre Clermont et Châbrolle, mais on ne peut pas oublier la grande autoroute de l'Auvergne, la N 101 du Rhône. Plus encore, les projets annoncés en 1975 pour la liaison Paris - Clermont - Paris et la mise à deux voies plus de la RN 9. Il faut attendre des décisions pour que ces projets soient réalisés.

Le chemin de fer ne maintient pas Clermont-Ferrand à l'écart de quatre heures de Paris et, dans la même région, le grand axe pour les lignes transrégionales, les liaisons indispensables à la vie régionale.

Sur le plan de la promotion des activités, il faut rappeler que le président de la République avait, en 1975, posé le problème de l'emploi permanent en Auvergne. La situation, déjà considérée comme catastrophique à l'époque, est devenue catastrophique. En effet, l'Auvergne comptait, en 1975, 100 000 chômeurs, dont 50 000 en dessous de 25 ans. Il y a donc eu dix mille emplois perdus pendant la période d'application du plan Massif Central, alors que l'objectif qui prévalait lors de son lancement était d'en créer dix mille. Le plan Massif Central a donc échoué. L'Auvergne, qui avait été renforcée, a vu une dégradation continue, même les fermetures d'entreprises ont été nombreuses. La région de Clermont-Ferrand, la région de Puy-de-Dôme connaît des difficultés particulièrement graves.

En bref, bilan montre que le plan Massif Central a révélé, à quelques exceptions près, l'éloignement des espérances qu'il avait pu faire naître il y a cinq ans.

Aujourd'hui, l'Auvergne entend prolonger le plan Massif Central. Que propose-t-elle ?

Le prolongement du Plan nous paraît être le «rattrapage du rattrapage» : en d'autres termes, il s'agit pour l'Auvergne de tenir pour la période qui vient les engagements qu'elle n'a pas respectés dans la période précédente.

En même lieu, doit-on encore espérer que des prises en compte des propositions exprimées à diverses reprises par les élus régionaux ? Elles peuvent se résumer ainsi : maintenir la politique de désenclavement ; mener une politique vigoureuse de l'emploi dans la région et conforter le tissu industriel régional (en maintenant la part du Massif Central à l'industrie pour assurer, entre autres, l'agglomération industrielle de Clermont-Ferrand, en donnant à la région les moyens de participer au développement industriel) ; maintenir les services, en particulier au milieu rural.

Des quelques propositions formulées dans l'objet d'engagement de l'Etat dans le plan Massif Central, la région a participé avec les régions et les départements concernés.

Le plan Massif Central pourrait être un véritable instrument de rattrapage économique si les mesures prises à ce titre s'ajoutaient à celles mises en œuvre par ailleurs, dans le cadre d'un plan national de l'emploi, la priorité des priorités. Il devrait, en tout cas, être adapté et faire l'objet d'une enveloppe particulière dans le budget de l'Etat. Les Français auraient alors que l'Auvergne, les régions défavorisées et ne croiraient pas à tort, comme ils ont pu le faire jusqu'à présent, que le Massif Central est privilégié. Ils comprendraient qu'il ne s'agit que de ce qui lui est dû.

(*) Président (F.S.) du conseil régional d'Auvergne.

CLERMONT-FERRAND :

UNE CAPITALE DYNAMIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT DE SA RÉGION

Avec la mise en service, en quelques mois, d'un marché de gros régional, d'un vaste centre commercial et d'affaires au plein cœur de la ville et d'une maison des congrès et de la culture, Clermont-Ferrand, capitale de l'Auvergne, est désormais dotée de tous les équipements d'une grande métropole régionale.

Cette politique dynamique, conduite par la municipalité depuis de nombreuses années, a permis de freiner la montée du chômage dont l'évolution sur l'ensemble de l'Auvergne et du département du Puy-de-Dôme est de plus en plus inquiétante : depuis 1975, année de lancement du plan Massif Central, le nombre des chômeurs a doublé, en Auvergne.

L'action de la municipalité clermontoise au service de l'emploi et l'existence d'un secteur industriel qui, jusqu'à présent, n'a pas subi de plein fouet les effets de la crise, ont permis à Clermont-Ferrand d'être moins durement touchée par le chômage que la plupart des grandes villes.

Il n'en demeure pas moins que l'existence d'un secteur industriel dominant présente des risques qui n'échappent pas aux responsables municipaux. C'est pourquoi, souhaitant diversifier son tissu économique, la ville poursuit sa politique de développement des structures d'accueil industrielles.

Un niveau de vie professionnelle, parmi les plus bas des grandes villes de France, constitue déjà un facteur favorable au développement économique.

Ce résultat positif, dû à une politique fiscale prudente, est malheureusement en partie neutralisée par le refus du gouvernement d'accorder à l'agglomération clermontoise le bénéfice de la prime de développement régional pourtant attribuée à la plupart des grandes capitales régionales situées dans des zones défavorisées comme c'est le cas de l'Auvergne.

Pour cette raison, et au moment où une relance du plan Massif Central semble envisagée par le gouvernement, le conseil municipal de Clermont-Ferrand, unanime, par la voix de son sénateur et maire Roger Quillot, demande une fois de plus l'instauration de cette aide susceptible de favoriser l'aboutissement de nombreux projets industriels.

De son côté, la ville de Clermont-Ferrand a d'ailleurs décidé de créer, au sein des services municipaux, un bureau chargé d'étudier tout particulièrement le problème de l'emploi et des implantations industrielles. Il s'agit d'un interlocuteur privilégié des chefs d'entreprise désireux de s'installer ou de développer leur activité à Clermont-Ferrand.

Un arrêt de la dégradation

La dégradation du développement de l'emploi industriel passant par un arrêt de la dégradation des industries de main-d'œuvre et par un effort accru pour attirer de nouvelles activités industrielles. Les administrations régionales ont pu constater les années récentes que les conditions d'emplois pouvaient bénéficier d'un environnement favorable (économique, industrielle, électronique et mécanique de précision, aéronautique, activités liées à l'uranium...), elles restent plus que jamais déterminées à jouer un rôle déterminant économique pour favoriser l'implantation de nouvelles activités industrielles et commerciales.

Cette augmentation quantitative et qualitative de la population régionale est un succès qui ne peut être obtenu que par une politique de développement régional. C'est pourquoi, un effort intense doit permettre de mener à bien dans les prochaines années la réalisation des principales déviations urbaines, mais que l'aménagement complet, à deux fois deux voies, de la route nationale 20 entre Limoges et Argenton-sur-Creuse.

Rendre possible

ce qui est nécessaire

De la même façon, le réseau de transports mérite un traitement privilégié pour que les principaux tronçons de cette route soient mis à un gabarit acceptable pour un trafic routier supérieur à six mille véhicules par jour. Sur le plan ferroviaire, un effort particulier doit être porté par la S.N.C.F. et l'Etat pour faciliter le tracé de la ligne Bordeaux-Lyon.

Cela implique sans aucun doute des décisions plus rapides et des investissements plus importants. Notre avenir économique ne dépend que quelques décisions de l'Etat. Nous ne pouvons pas attendre que l'Etat nous apporte des réponses concrètes à ces questions, nous pourrions en Limousin rendre possible ce qui est nécessaire.

(*) Président (F.S.) du conseil régional du Limousin.

PARIS LONDRES 157F
(138F pour les jeunes, 148F pour les étudiants et le 3^e jour)
Un prix super économique. Paris-Calais en car, Calais-Ramsgate sur coussin d'air Ramsgate-Londres en car. 2 départs par jour.

LIMOGES

LA GRANDE VILLE DU CENTRE-OUEST

- UNE TRADITION INDUSTRIELLE
PORCELAINE, CHAUSSURE
- DES INDUSTRIES NOUVELLES
MÉCANIQUE, ÉLECTRICITÉ, CHIMIE
- UN CENTRE INTELLECTUEL
UNIVERSITÉ, ÉCOLE D'INGÉNIEURS
LABORATOIRES DE RECHERCHE
- UNE VIE CULTURELLE
THÉÂTRE, MUSIQUE, ARTS DU FEU
- UNE VILLE D'ÉQUILIBRE
ESPACES VERTS, TOURISME, LOISIRS

LA SEULE VILLE DE 150.000 HABITANTS DE LA LOIRE À LA GARONNE ET DE L'Auvergne À L'ATLANTIQUE



SOCIAL

La C.F.D.T. fait le bilan de sa politique de « resyndicalisation »

■ L'unité d'action demeure au point mort

■ Des militants critiquent le manque de dynamisme de la centrale

■ décidé par ■ C.G.T. le 16 juïn. Enfin, ■ délégués se prononceront sur la façon de prendre clairement place dans ■ campagne présidentielle, sans se détourner ■ l'action syndicale.

Après les « excommunications » réciproques proférées, à l'entrée, par MM. Maire et Ségué, les deux organisations ont mis fin à la manifestation.

dant, ~~il~~ vive sur le terrain. Il ne semble pas que les cégestistes aient beaucoup réussi dans leur tentative de s'emparer du doute dans l'esprit des militants C.F.D.T., en ~~leur~~ de ~~leurs~~ déclarations contestataires faisant grief aux dirigeants de manquer de dynamisme.

D.T. régresse - pour
claire devant une assemblée d
militants lyonnais que le
re rentrée M. Maire, a
avait su un effet démobilisateur

... où, naguère, **un** fut vive, **de** de
que P.T.T., **un** finances, **par** par
ces, **un** banque, etc. **direction** direction
Il en **un** pour **Dubouge**,
régionales Dans les **un** Loire, **un** un
les **un** convenus de ne **un** un
commenter **un** pour s'affirmer
qu'avait **un** M Gilbert Declercq
qui fut **un** promoteurs, **un** mem
la C.F.T.C.-F.C.D.T. **un** ces dépar-
ments **un** C.G.
— sur la philippique nan-
te, **un** la C.G.T. **un** la C.G.
traditions **un** mairies, **un** la C.G.
la C.G.T. et la C.F.D.T. **un** la C.G.
que, **un** ou **un** lorsqu'il

Le syndicat poursuit le Renault et les militants des autres entreprises pour le meilleur des intérêts sociaux. Une action commémorative d'entraide les propose d'ailleurs en rapportant les salaires des employés de la région à ceux des autres régions.

[illegible]

Une longue traversée du d

JOANINE ROY.

plus agressive
signe
luttons défendu
l'Autre
plein four, dans
la
économique, floencie

... : à Saint-Etienne, politiques ni t
Manurance a mis... ils
rude épreuve unli... la C.G.T. de
de M. et de l'emploi de
fédération Rhône-Alpes. Au fil... Il s'agit de
années, ils acquies la... soulev
que la P.C. et la C.G.T. cherchaient... peser
à se placer en seus... la menac
travailleurs, dans... de la
livrés finan... pourquoi
cliers des politiques...
au cynisme des publics.

(1) Un accord concernant les mille salariés du groupe Rhône-Poulenc a cependant été signé le 22 septembre. Il prévoit une augmentation de 10,5 % pour les cadres et la Fédération de la chimie C.F.C.T., ainsi que leurs "homologues F.G. Il prévoit une augmentation du pouvoir d'achat et le port à 15 heures le minimum mensuel (6 215 francs par trimestre) et donne à la C.F.C.T. cinq représentants dans une commission paritaire.

du recensement (1).
M. Léon
général,

Bon... C.F.D.T. sés à la no
ne peut pas prêts d'oublier que, le M. Maire, ré
13 octobre, l'imposante manifesta- répond
tion organisée par la C.G.T. mécontents
se... retenti du cri « Mar- confédérale
tine président ! » du slogan
«... vivra ! » Manufacture,
disent-ils, ne peut pas être en jeu
l'action.
La manifesta

(2) Dans C.F.D.T. ... du 23 octobre, M. Pierre Bureau répond à Hauler, indiquant que « le débat démocratique demeure la règle » et qu'il faut rester un homme raisonnable des deux côtés. Il termine en disant : « de simple prudence, nous font à l'heure des élections possibles (et) ... »

La liquidation de Manufrance

La C.G.T. manifesta

leur mobilisation que jamais. L'occupation effective depuis l'avant-garde que de quarante-huit jugement par le bien de la n'ont toujours les propriétés successales, Tours, 1944.

comme de
sont occupées
s'adresse
union de
l'ancienne
sous la
Tapi.
Al, les dissensions

UN DISCOURS BIEN PÊSÉ

Quel a été le point de vue unitaire ? Pour le C.F.D.T., c'est la conférence nationale du C.G.T. en juin, en présence de la commission unitaire d'oc- cupation. J'ai confirmé la validité du recensement de la C.F.D.T. et revendiqué la reconnaissance des revendications. La cohésion de l'unité est impliquée. La C.G.T. (...) implique une action commune. La C.G.T. (...) qui ne peut pas se passer d'un accord. » La conférence nationale du C.G.T. Tousjours, les militants socialistes, qui ne

(coïncidence) a aug-
menté de 1,8 % en
septembre par le discours de
M. Maïre à Nantes, accusant
la C.G.T. de s'identifier totale-
ment avec le P.C.F. En outre,
M. Jégou et ses amis s'adres-

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	DM JOUR		DM MOIS		DM MOIS			
	+ bas + haut	+ ou Dep. -	Rep. + ou Dep. -	Rep. + ou Dep. -	Rep. + ou Dep. -	Rep. + ou Dep. -		
\$ E.-U.	2.390	2.399	+ 15	+ 8	+ 60	+ 100	+ 295	+ 365
\$ Can.	2.125	2.129	+ 25	+ 45	+ 80	+ 140	+ 210	+ 280
\$ E. (100)	14.580	14.670	+ 18	+ 390	+ 185	+ 880	+ 880	+ 840
F.S.	2.545	2.545	+ 130	+ 230	+ 785	+ 960	+ 2495	+ 2250
L. (1 000)	4.775	4.775	+ 135	+ 195	+ 1.055	+ 650	+ 285	+ 285
	10.470							

TAUX DES EURO-MONNAIES

	8 1/2	8 5/8	8 13/16	8 15/16	8 13/16	8 15/16	8 3/4	8 7/8
DM	13 3/8	13 1/2	14	15	14	14 1/2	14 3/8	14 3/4
S-U			9 7/8	9 1/4	9 1/4	9 3/8	12 3/8	12 3/4
Florida			11	12 1/8	11 15/16	9 3/8	12 3/8	12 3/4
F (100)	10 3/4	11 3/4	11 1/4	11 5/8	11 15/16	4 3/4	5 1/2	5 5/8
	3/4	1 1/4	1/4		19 1/4	1/4	21 3/4	
L (100)	16 3/4	17 3/4	17	17 1/4	15 5/8	7 7/8	12 1/2	12 1/2
S	16 1/2	17	17	17 1/8	11 3/8	11	12 1/4	12 1/2

Nous donnons ci-dessous les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises qu'ils indiquent en fin de matinée sur les grandes banques.

GROUPE D'IMPORTATEURS ARABES IMPLANTÉ DANS DIFFÉRENTS PAYS

Recherche pour le MOYEN-ORIENT, les ÉTATS-UNIS et l'AFRIQUE

Transmettre documentation et prix départ usines valables 120 jours

NIF ARSIDI S.A.

Tél. ■ 551-94-40 et 555-02-14 - Téléc. : 204 777 F
Société ~~française~~ dans la ~~France~~ du Commerce Extérieur

Société **SAFARI** dans la **Thérapie** du Commerce Extérieur

Traditionnel

Moderne

Puissant

Technique

**Un style particulier BBanco
pour tous les services bancaires.**

Banco de Bilbao, une organisation avec plus de 1.100 guichets en Espagne et implantée en France (12 guichets), Grande Bretagne (5 guichets), Etats-Unis, (2 guichets), Grand Cayman, Allemagne, Italie, Japon, Mexique et Venezuela, vous offre son aide pour

résoudre tous vos problèmes du plus complexe, comme le financement international ou d'import-export, au plus simple, comme une démarche à caractère personnel.

Nous sommes à votre disposition dans tous nos bureaux ou à :

Siege principal en France
29, Avenue de L'Opéra
75.021 PARIS



BANCO DE BILBAO

OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION

VENTE APRES REGLEMENT JUDICIAIRE AU PALAIS DE JUSTICE DE PARIS
LE JEUDI 13 NOVEMBRE 1980, A 14 HEURES
EN UN SEUL LOT

ENSEMBLE INDUSTRIEL A CAPDENAC (12)

et FONDS de COMMERCE y exploité

d'étude, de construction, et de maintenance de machines-outils de haute performance

A. — Marques de Fabrique FOREST et les procédés de fabrication
B. — Brevets d'inventions RATER et leurs licences, mais seulement dans la mesure où ces brevets, licences et marques ne rapportent à des matériels fabriqués ou commercialisés par C.A.P.D.E.N.A.C.
C. — Ensemble du matériel et du matériel attachés au fonds

OCCUPÉ — FONDS DE GERANCE LIBRE

MISE A PRIX : 11 000 000 F.

Savoir : 1.000.000 F. — Pds Cte d'achat incorporés 1.000.000 F. S'adresser à Maître J. LYONNET DU MOUTIER, Avocat à Paris-1^{re}, 182, rue de Rivoli, tél. : 260-20-19. Maître J.-M. GARNIER, Syndic à Paris-8^e, 10, boul. Saint-Germain. Maître CHEVREIER, Syndic à Paris-12^e, 11, rue de l'Abbaye-de-Épée. Maître GUILLEMONAT, Syndic à Paris-12^e, 11, rue de l'Abbaye-de-Épée. Maître CRASSAGNON, Administrateur Judiciaire demeurant à Paris-12^e, 11, rue de l'Abbaye-de-Épée. Maître CRASSAGNON, Administrateur Judiciaire demeurant à Paris-12^e, 11, rue de l'Abbaye-de-Épée. Maître CRASSAGNON, Administrateur Judiciaire demeurant à Paris-12^e, 11, rue de l'Abbaye-de-Épée.

VENTE au Palais de Justice de PARIS
LE JEUDI 13 NOVEMBRE 1980, A 14 HEURES

APPART. 30 m² - PARIS (4^e)

43, rue du Temple

MISE A PRIX : 80.000 F

S'ad. M^{re} GIRY, avocat à Paris-12^e, 12, av. Montaigne, T. 720-70-00 et 78-46 DOMAINES Bureau 218, 11, r. Tronchet, Paris (8^e). T. 260-81-40. Poste 815. S/pl. pr vis. le 13 novembre 1980 de 14 h. à 15 h.

VENTE au Palais de Justice de PARIS
LE JEUDI 13 NOVEMBRE 1980, A 14 HEURES

APPART. 40 m² - PARIS (11^e)

8, bd du Temple

MISE A PRIX : 120.000 F

S'ad. M^{re} GIRY, avocat à Paris-12^e, 12, av. Montaigne, T. 720-70-00 et 78-46 DOMAINES Bureau 218, 11, r. Tronchet, Paris (8^e). T. 260-81-40. Poste 815. S/pl. pr vis. le 13 novembre 1980 de 14 h. à 15 h.

Vente s/sala. Pal. Just. Bobigny (93), 1100, 1101, 1102, 1103, 1104, 1105, 1106, 1107, 1108, 1109, 1110, 1111, 1112, 1113, 1114, 1115, 1116, 1117, 1118, 1119, 1120, 1121, 1122, 1123, 1124, 1125, 1126, 1127, 1128, 1129, 1130, 1131, 1132, 1133, 1134, 1135, 1136, 1137, 1138, 1139, 1140, 1141, 1142, 1143, 1144, 1145, 1146, 1147, 1148, 1149, 1150, 1151, 1152, 1153, 1154, 1155, 1156, 1157, 1158, 1159, 1160, 1161, 1162, 1163, 1164, 1165, 1166, 1167, 1168, 1169, 1170, 1171, 1172, 1173, 1174, 1175, 1176, 1177, 1178, 1179, 1180, 1181, 1182, 1183, 1184, 1185, 1186, 1187, 1188, 1189, 1190, 1191, 1192, 1193, 1194, 1195, 1196, 1197, 1198, 1199, 1200, 1201, 1202, 1203, 1204, 1205, 1206, 1207, 1208, 1209, 1210, 1211, 1212, 1213, 1214, 1215, 1216, 1217, 1218, 1219, 1220, 1221, 1222, 1223, 1224, 1225, 1226, 1227, 1228, 1229, 1230, 1231, 1232, 1233, 1234, 1235, 1236, 1237, 1238, 1239, 1240, 1241, 1242, 1243, 1244, 1245, 1246, 1247, 1248, 1249, 1250, 1251, 1252, 1253, 1254, 1255, 1256, 1257, 1258, 1259, 1260, 1261, 1262, 1263, 1264, 1265, 1266, 1267, 1268, 1269, 1270, 1271, 1272, 1273, 1274, 1275, 1276, 1277, 1278, 1279, 1280, 1281, 1282, 1283, 1284, 1285, 1286, 1287, 1288, 1289, 1290, 1291, 1292, 1293, 1294, 1295, 1296, 1297, 1298, 1299, 1300, 1301, 1302, 1303, 1304, 1305, 1306, 1307, 1308, 1309, 1310, 1311, 1312, 1313, 1314, 1315, 1316, 1317, 1318, 1319, 1320, 1321, 1322, 1323, 1324, 1325, 1326, 1327, 1328, 1329, 1330, 1331, 1332, 1333, 1334, 1335, 1336, 1337, 1338, 1339, 1340, 1341, 1342, 1343, 1344, 1345, 1346, 1347, 1348, 1349, 1350, 1351, 1352, 1353, 1354, 1355, 1356, 1357, 1358, 1359, 1360, 1361, 1362, 1363, 1364, 1365, 1366, 1367, 1368, 1369, 1370, 1371, 1372, 1373, 1374, 1375, 1376, 1377, 1378, 1379, 1380, 1381, 1382, 1383, 1384, 1385, 1386, 1387, 1388, 1389, 1390, 1391, 1392, 1393, 1394, 1395, 1396, 1397, 1398, 1399, 1400, 1401, 1402, 1403, 1404, 1405, 1406, 1407, 1408, 1409, 1410, 1411, 1412, 1413, 1414, 1415, 1416, 1417, 1418, 1419, 1420, 1421, 1422, 1423, 1424, 1425, 1426, 1427, 1428, 1429, 1430, 1431, 1432, 1433, 1434, 1435, 1436, 1437, 1438, 1439, 1440, 1441, 1442, 1443, 1444, 1445, 1446, 1447, 1448, 1449, 1450, 1451, 1452, 1453, 1454, 1455, 1456, 1457, 1458, 1459, 1460, 1461, 1462, 1463, 1464, 1465, 1466, 1467, 1468, 1469, 1470, 1471, 1472, 1473, 1474, 1475, 1476, 1477, 1478, 1479, 1480, 1481, 1482, 1483, 1484, 1485, 1486, 1487, 1488, 1489, 1490, 1491, 1492, 1493, 1494, 1495, 1496, 1497, 1498, 1499, 1500, 1501, 1502, 1503, 1504, 1505, 1506, 1507, 1508, 1509, 1510, 1511, 1512, 1513, 1514, 1515, 1516, 1517, 1518, 1519, 1520, 1521, 1522, 1523, 1524, 1525, 1526, 1527, 1528, 1529, 1530, 1531, 1532, 1533, 1534, 1535, 1536, 1537, 1538, 1539, 1540, 1541, 1542, 1543, 1544, 1545, 1546, 1547, 1548, 1549, 1550, 1551, 1552, 1553, 1554, 1555, 1556, 1557, 1558, 1559, 1560, 1561, 1562, 1563, 1564, 1565, 1566, 1567, 1568, 1569, 1570, 1571, 1572, 1573, 1574, 1575, 1576, 1577, 1578, 1579, 1580, 1581, 1582, 1583, 1584, 1585, 1586, 1587, 1588, 1589, 1590, 1591, 1592, 1593, 1594, 1595, 1596, 1597, 1598, 1599, 1600, 1601, 1602, 1603, 1604, 1605, 1606, 1607, 1608, 1609, 1610, 1611, 1612, 1613, 1614, 1615, 1616, 1617, 1618, 1619, 1620, 1621, 1622, 1623, 1624, 1625, 1626, 1627, 1628, 1629, 1630, 1631, 1632, 1633, 1634, 1635, 1636, 1637, 1638, 1639, 1640, 1641, 1642, 1643, 1644, 1645, 1646, 1647, 1648, 1649, 1650, 1651, 1652, 1653, 1654, 1655, 1656, 1657, 1658, 1659, 1660, 1661, 1662, 1663, 1664, 1665, 1666, 1667, 1668, 1669, 1670, 1671, 1672, 1673, 1674, 1675, 1676, 1677, 1678, 1679, 1680, 1681, 1682, 1683, 1684, 1685, 1686, 1687, 1688, 1689, 1690, 1691, 1692, 1693, 1694, 1695, 1696, 1697, 1698, 1699, 1700, 1701, 1702, 1703, 1704, 1705, 1706, 1707, 1708, 1709, 1710, 1711, 1712, 1713, 1714, 1715, 1716, 1717, 1718, 1719, 1720, 1721, 1722, 1723, 1724, 1725, 1726, 1727, 1728, 1729, 1730, 1731, 1732, 1733, 1734, 1735, 1736, 1737, 1738, 1739, 1740, 1741, 1742, 1743, 1744, 1745, 1746, 1747, 1748, 1749, 1750, 1751, 1752, 1753, 1754, 1755, 1756, 1757, 1758, 1759, 1760, 1761, 1762, 1763, 1764, 1765, 1766, 1767, 1768, 1769, 1770, 1771, 1772, 1773, 1774, 1775, 1776, 1777, 1778, 1779, 1780, 1781, 1782, 1783, 1784, 1785, 1786, 1787, 1788, 1789, 1790, 1791, 1792, 1793, 1794, 1795, 1796, 1797, 1798, 1799, 1800, 1801, 1802, 1803, 1804, 1805, 1806, 1807, 1808, 1809, 1810, 1811, 1812, 1813, 1814, 1815, 1816, 1817, 1818, 1819, 1820, 1821, 1822, 1823, 1824, 1825, 1826, 1827, 1828, 1829, 1830, 1831, 1832, 1833, 1834, 1835, 1836, 1837, 1838, 1839, 1840, 1841, 1842, 1843, 1844, 1845, 1846, 1847, 1848, 1849, 1850, 1851, 1852, 1853, 1854, 1855, 1856, 1857, 1858, 1859, 1860, 1861, 1862, 1863, 1864, 1865, 1866, 1867, 1868, 1869, 1870, 1871, 1872, 1873, 1874, 1875, 1876, 1877, 1878, 1879, 1880, 1881, 1882, 1883, 1884, 1885, 1886, 1887, 1888, 1889, 1890, 1891, 1892, 1893, 1894, 1895, 1896, 1897, 1898, 1899, 1900, 1901, 1902, 1903, 1904, 1905, 1906, 1907, 1908, 1909, 1910, 1911, 1912, 1913, 1914, 1915, 1916, 1917, 1918, 1919, 1920, 1921, 1922, 1923, 1924, 1925, 1926, 1927, 1928, 1929, 1930, 1931, 1932, 1933, 1934, 1935, 1936, 1937, 1938, 1939, 1940, 1941, 1942, 1943, 1944, 1945, 1946, 1947, 1948, 1949, 1950, 1951, 1952, 1953, 1954, 1955, 1956, 1957, 1958, 1959, 1960, 1961, 1962, 1963, 1964, 1965, 1966, 1967, 1968, 1969, 1970, 1971, 1972, 1973, 1974, 1975, 1976, 1977, 1978, 1979, 1980, 1981, 1982, 1983, 1984, 1985, 1986, 1987, 1988, 1989, 1990, 1991, 1992, 1993, 1994, 1995, 1996, 1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 2679, 2680, 2681, 2682, 2683, 2684, 2685, 2686, 2687, 2688, 2689, 2690, 2691, 2692, 2693, 2694, 2695, 2696, 2697, 2698, 2699, 2700, 2701, 2702, 2703, 2704, 2705, 2706, 2707, 2708, 2709, 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715, 2716, 2717, 2718, 2719, 2720, 2721, 2722, 2723, 2724, 2725, 2726, 2727, 2728, 2729, 2730, 2731, 2732, 2733, 2734, 2735, 2736, 2737, 2738, 2739, 2740, 2741, 2742, 2743, 2744, 2745, 2746, 2747, 2748, 2749, 2750, 2751, 2752, 2753, 2754, 2755, 2756, 2757, 2758, 2759, 2760, 2761, 2762, 2763, 2764, 2765, 2766, 2767, 2768, 2769, 2770, 2771, 2772, 2773, 2774, 2775, 2776, 2777, 2778, 2779, 2780, 2781, 2782, 2783, 2784, 2785, 2786, 2787, 2788, 2789, 2790, 2791, 2792, 2793, 2794, 2795, 2796, 2797, 2798, 2799, 2800, 2801, 2802, 2803, 2804, 2805, 2806, 2807, 2808, 2809, 2810, 2811, 2812, 2813, 2814, 2815, 2816, 2817, 2818, 2819, 2820, 2821, 2822, 2823, 2824, 2825, 2826, 2827, 2828, 2829, 2830, 2831, 2832, 2833, 2834, 2835, 2836, 2837, 2838, 2839, 2840, 2841, 2842, 2843, 2844, 2845, 2846, 2847, 2848, 2849, 2850, 2851, 2852, 2853, 2854, 2855, 2856, 2857, 2858, 2859, 2860, 2861, 2862, 2863, 2864, 2865, 2866, 2867, 2868, 2869, 2870, 2871, 2872, 2873, 2874, 2875, 2876, 2877, 2878, 2879, 2880, 2881, 2882, 2883, 2884, 2885, 2886, 2887, 2888, 2889, 2890, 2891, 2892, 2893, 2894, 2895, 2896, 2897, 2898, 2899, 2900, 2901, 2902, 2903, 2904, 2905, 2906, 2907, 2908, 2909, 2910, 2911, 2912, 2913, 2914, 2915, 2916, 2917, 2918, 2919, 2920, 2921, 2922, 2923, 2924, 2925, 2926, 2927, 2928, 2929, 2930, 2931, 2932, 2933, 2934, 2935, 2936, 2937, 2938, 2939, 2940, 2941, 2942, 2943, 2944, 2945, 2946, 2947, 2948, 2949, 2950, 2951, 2952, 2953,

MARCHÉ COMMUN

L'évolution économique de la R.F.A.

(Suite de la première page.)

Les pages du rapport consacrent une attention toute spéciale au problème monétaire. Parmi les raisons qui justifient un relatif optimisme pour le milieu de l'an prochain, les experts mentionnent que les pays industriels seront alors moins enclins à défendre les taux de change actuels. « Cela veut aussi, est-il précisé, pour les membres du système monétaire européen ».

Sur l'évolution même du deutchemark, les experts s'expriment en termes subtils et parfois évasifs. Dans un premier temps, ils s'élèvent contre la politique qui consiste à défendre presque à tout prix le taux de change de la devise nationale, les membres du système monétaire européen devant, eux aussi, être prêts à abandonner une telle défense.

Les auteurs du rapport ne cachent pas qu'il conviendrait alors d'accepter « une dévaluation temporaire du deutchemark ». Toutefois, ils suggèrent qu'en réalité le deutchemark serait sous-évalué. Compte tenu d'une inflation inférieure, en R.F.A., à celle de la plupart des autres pays, il devrait être enregistré, au cours du deuxième semestre de 1981, une remontée sensible et même une réévaluation de la monnaie ouest-allemande.

Au plan de la politique sociale, les conclusions des instituts vont à l'encontre des revendications syndicales, précisant que les nouveaux accords salariaux devraient rester en dessous d'une augmentation globale de 5 %. Cela signifierait que, pour la plupart des travailleurs, les améliorations de salaire en 1981 compenseraient à peine la hausse du coût de la vie.

JEAN WETZ.

IMMIGRÉS

CORRESPONDANCE

« MONSIEUR STOLÉRU, VOUS M'AVEZ FAIT MAL »

M. Jean-Paul Metzger (Paris) nous a envoyé une lettre de protestation après la déclaration de M. Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat, selon lequel il n'est plus question d'accueillir un seul étranger en France.

Je ne suis ni militant de la C.F.D.T. ni membre d'une organisation de gauche. Je suis inscrit au R.P.R., mais je m'exprime ici à titre personnel.

Vous avez dit il y a quelques jours en Lorraine : « Il n'est plus question d'accueillir un seul étranger en France ». Cette déclaration m'a fait mal dans le cœur, car je suis Français de France sans aucune attache étrangère.

Je ne suis point spécialiste de la chose économique et sociale : je devrais donc garder le silence. Je note toutefois que d'autres spécialistes que ceux de vos services ne font pas la même analyse de la situation.

Aussi bien, le fond du problème n'est pas là. Il est dans le fait que l'image de marque de notre pays va de plus en plus se dégrader. Or, ce sont les espérances qu'avait fait naître le cardinal Marty, devant l'Assemblée venue rendre hommage au général de Gaulle, et qui remplissaient ce jour-là « Notre Dame du monde », en lançant une vibrant prière « pour que la France soit de plus en plus accueillante à l'étranger ». Depuis, il y a eu la crise pétrolière, le séisme, il y a eu la crise morale qui, hélas, gagne de plus en plus notre peuple. Or, le devoir d'un gouvernement n'est-il pas de détourner les citoyens dont il a la charge des tentations de l'égoïsme et de l'égotisme, que l'on dit (bien à tort) sacré ?

Je précise en terminant que, âgé de quarante-sept ans, j'ai cherché du travail pendant seize ans et demi (octobre 1976 - mai 1979).

LES « NEUF » EN DÉSACCORD SUR L'HARMONISATION DES TAXES SUR LES ALCOOLS

De notre envoyé spécial

Luxembourg (Communautés européennes). — La consommation de vin continuera d'être plus fortement taxée que celle de bière dans les pays du nord de la C.E.E. Les ministres du budget des Neuf, réunis le 27 octobre à Luxembourg, n'ont pu en effet trouver un compromis sur l'harmonisation des droits d'accise sur les boissons alcoolisées. Les situations sont très disparates. Le Royaume-Uni, par exemple, perçoit des taxes cinq fois plus élevées sur les vins que sur la bière. L'Allemagne n'applique aucun droit d'accise sur la consommation de vin. La présidence luxembourgeoise proposait que le rapport soit désormais au maximum de un à trois. L'accord n'a pu se faire sur cette base, car il supposait que les taux de T.V.A.

MARCEL SCOTTO.

CONJONCTURE

La hausse des prix devrait dépasser 13 % en 1980

L'indice des prix à la consommation a augmenté de 0,9 % en septembre. La hausse du coût de la vie a été nulle en R.F.A. (avec une augmentation de 5,5 % en un an, soit près de trois fois moins qu'en France), très faible au Japon (0,1 %), et de 1,5 % en Grande-Bretagne, de 0,6 % en Italie. En rythme annuel, les prix des produits manufacturés ont augmenté de 0,9 % (0,7 % en août et 1,1 % en juillet). Si l'on n'a eu aucune hausse des tarifs publics en septembre, l'indice de ce mois prend pour partie en compte le renchérissement du gaz et de l'électricité intervenu à la mi-août.

Enfin, si les prix des services n'ont augmenté que de 0,7 %, ceux des services privés ont été relevés de 1,3 %.

De septembre 1979 à mars 1980, indique le communiqué du ministère, les prix à la consommation ont augmenté de 7 % en six mois, ce qui est une augmentation de 2,2 %, soit une diminution de 1,7 % du rythme annuel de hausse par rapport au semestre précédent.

Cette évolution a aussi été soulignée par M. Barre le 27 octobre. « La tendance ne paraît devoir être au relâchement », a indiqué le premier ministre avant d'ajouter : « Nous sommes dépendants de facteurs qui ne sont pas simplement des facteurs nationaux. »

Tout est pourtant à craindre, car la France est l'un des grands pays industrialisés qui a le moins

réussi à maîtriser l'inflation au cours de ces derniers mois. En septembre, la hausse du coût de la vie a été nulle en R.F.A. (avec une augmentation de 5,5 % en un an, soit près de trois fois moins qu'en France), très faible au Japon (0,1 %), et de 1,5 % en Grande-Bretagne, de 0,6 % en Italie. En rythme annuel, les prix des produits manufacturés ont augmenté de 0,9 % (0,7 % en août et 1,1 % en juillet). Si l'on n'a eu aucune hausse des tarifs publics en septembre, l'indice de ce mois prend pour partie en compte le renchérissement du gaz et de l'électricité intervenu à la mi-août.

En septembre, ce sont les prix alimentaires qui ont le plus progressé (+ 1 %). Pour le troisième trimestre, leur augmentation s'élève à 3,2 % (contre 1,8 % au second trimestre). « Cette évolution traduit les répercussions durant l'été des hausses de prix à la production », affirme le ministère de l'économie.

Les prix des produits manufacturés du secteur privé ont augmenté de 0,9 % (0,7 % en août et 1,1 % en juillet). Si l'on n'a eu aucune hausse des tarifs publics en septembre, l'indice de ce mois prend pour partie en compte le renchérissement du gaz et de l'électricité intervenu à la mi-août.

Enfin, si les prix des services n'ont augmenté que de 0,7 %, ceux des services privés ont été relevés de 1,3 %.

De septembre 1979 à mars 1980, indique le communiqué du ministère, les prix à la consommation ont augmenté de 7 % en six mois, ce qui est une augmentation de 2,2 %, soit une diminution de 1,7 % du rythme annuel de hausse par rapport au semestre précédent.

Cette évolution a aussi été soulignée par M. Barre le 27 octobre. « La tendance ne paraît devoir être au relâchement », a indiqué le premier ministre avant d'ajouter : « Nous sommes dépendants de facteurs qui ne sont pas simplement des facteurs nationaux. »

Tout est pourtant à craindre, car la France est l'un des grands pays industrialisés qui a le moins

Les négociations commerciales entre le Japon et la C.E.E.

Tokyo fera connaître sa position avant le 25 novembre

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — C'est en principe avant le 25 novembre, date de la réunion des ministres des affaires étrangères des Neuf, que Tokyo répondra aux demandes formulées par la Communauté. Tel est l'unique résultat tangible de la visite de M. Okita, le 27 octobre, à Bruxelles. Il est vrai que le représentant du gouvernement japonais pour les affaires commerciales venait seulement pour faire le point de la situation avec les principaux responsables de la Commission et pour écouter leurs doléances.

Le vice-président de la Commission chargé des relations extérieures, M. Hafkamp, a souligné que les syndicats et l'opinion en général redoutent la concurrence japonaise en partie responsable des difficultés des industries de la Communauté, et donc du chômage. Il a fait valoir qu'il deviendrait difficile pour la Commission de s'opposer à des mesures protectionnistes, si un effort prolongé n'était pas accompli par Tokyo, afin de diminuer les tensions.

M. Okita s'est, quant à lui, fait rassurant : la progression très vive des exportations japonaises en 1979-1980 a coïncidé, a-t-il expliqué, avec la dépréciation du yen, due, elle-même, au lourd déficit de la balance des paiements, qui a suivi la hausse du prix du pétrole. Maintenant que le yen s'est raffermi, les ventes à l'Europe devraient reprendre un cours normal. Cela dit, tout en considérant que l'inquiétude des Européens est, pour une bonne partie, de nature « émotionnelle », il va faire part au gouvernement de Tokyo du point de vue de la Communauté.

« Nous savons que le Japon n'est pas un pays à commerce d'Etat mais que le gouvernement peut néanmoins influencer le commerce. Ce que nous voulons, ce sont des résultats », a commenté M. Hafkamp, qui a retiré de ses entretiens avec M. Okita l'impression que le « message européen » avait été entendu. Le représentant de Tokyo a notamment indiqué que son gouvernement avait accueilli favorablement l'idée lancée en juillet par la Commission de « communautariser » les relations entre les Neuf et le Japon. Aux termes de cette approche, les restrictions quantitatives appliquées par certains Etats dont la France, seraient progressivement éliminées et, en contre-partie, Tokyo s'engagerait à autolimiter pendant quelques années les exportations vers la C.E.E. des produits les plus sensibles.

Les Neuf devront se prononcer sur le projet de la Commission. Le conseil des ministres du 25 novembre, le conseil européen du 1^{er} décembre devraient être des dates importantes dans l'histoire des relations entre le Japon et la C.E.E.

PHILIPPE LEMAITRE.

FAITS ET CHIFFRES

Agriculture

● Un éleveur écroué. — Un agent d'une société de vente d'aliments pour le bétail et un éleveur ont été inculpés d'administration d'écrouages à animaux destinés à la consommation et écroués de week-end à Laval (Mayenne). Une troisième personne, éleveur de la Mayenne également, a été inculpée et laissée en liberté. L'information judiciaire avait été émise, suite à un contrôle à l'abattoir de Laval, en février, où sur vingt veaux examinés huit s'étaient révélés porteurs d'hormones artificielles. — (Corresp.)

Social

● Un gréviste blessé par un camion de livraison à Béthune. — Un délégué syndical C.G.T. du comité d'entreprise de l'usine Firsiroti, de Béthune (Pas-de-Calais), a été renversé par un camion de livraison, lundi matin 27 octobre, alors qu'il participait

à un piquet de grève devant l'usine. Le piquet de grève avait été installé à la suite d'une série de mouvements de grève qui se déroulaient depuis le 17 octobre à l'usine alors que se menaient les discussions sur le renouvellement de l'accord salarial. Le délégué, qui souffrait de contusions, a reçu des soins. Le conducteur du camion n'a fait l'objet d'aucune mesure judiciaire.

● A la R.A.T.P. M. Christian Forquet, délégué C.G.T., a été interpellé par la police le 27 octobre. « Vous les nazis du freinage », aurait-il déclaré en voyant des policiers, à l'issue de son audition au commissariat. Il aurait déclaré avoir été entendu « par des policiers fascistes », ce qui lui valut un second procès-verbal pour outrage aux gardiens de la paix.

● F.O. demande une importante réévaluation du SMIC. — M. Bergeron, qui doit être reçu à l'Elysée jeudi 30 octobre, fera part de la revendication de sa commission exécutive.

AUTREFOIS, IL N'Y AVAIT PAS LE PACTE POUR L'EMPLOI.

POURTANT QUELQU'UN VOUS A ENGAGÉ.

Souvenez-vous, lorsque vous étiez jeune, un jour, un chef d'entreprise vous a dit : « Je vous engage. »

Aujourd'hui, le chef d'entreprise c'est vous. Vous savez que toute entreprise a besoin de jeunes, mais, face à une conjoncture souvent difficile, vous hésitez à engager.

C'est trop cher, c'est trop compliqué, c'est trop risqué, dites-vous...

Mais maintenant, il y a le Pacte pour l'emploi.

AUJOURD'HUI, IL Y A LE PACTE POUR L'EMPLOI.

QUI ALLEZ-VOUS ENGAGER ?

L'Etat a créé le Pacte pour l'emploi, pour vous permettre d'engager plus facilement des jeunes. Quelle que soit la taille de votre entreprise, vous pouvez en profiter.

Si vous prenez un stagiaire pour 6 mois, vous ne payez aucune charge sociale et seulement 20 % du SMIC.

Si vous offrez un emploi à un jeune qui vient de terminer ses études, vous ne payez que 50 % des charges sociales pendant un an.

CHEFS D'ENTREPRISES, ENGAGEZ DES JEUNES, L'ETAT S'ENGAGE A VOUS AIDER.

PACTE POUR L'EMPLOI

Pour tout renseignement, s'adresser à la direction départementale du travail, au délégué des entreprises pour l'emploi ou téléphoner au 241.80.80

CROISER PROUVE DÉCOUVERTE

Pour les vacances de l'été

CROISER PROUVE DÉCOUVERTE

AFFAIRES

LES PREMIÈRES ASSISES DU S.N.P.M.I.

Les grandes manœuvres des petits patrons

De notre correspondant

Angers. — Réunis vendredi 24 et samedi 25 octobre, à Angers, pour les premières assises nationales du S.N.P.M.I. (Syndicat national des petites et moyennes industries), cinq cents délégués représentant quelque quinze mille entreprises adhérentes ont fait voter « de consacrer désormais 10 % de leur temps à l'action professionnelle » dans la perspective des élections de 1982 aux chambres de commerce et d'industrie et aux juridictions prud'homales : l'objectif des patrons de F.M.I., c'est de se faire entendre dans un débat « fusté » et pour cela de reprendre une parole trop longtemps abandonnée au C.N.P.F. et aux grands groupes nationaux ou internationaux qui apparaissent « liés au pouvoir par la jeu des subventions ou des grandes commandes publiques ».

AUTOMOBILE

GENERAL MOTORS ENREGISTRE LA PLUS GRANDE PERTE TRIMESTRIELLE DE SON HISTOIRE

Tandis que la dépression du marché nord-américain de l'automobile amène General Motors à annoncer les plus grosses pertes trimestrielles jamais connues dans l'histoire de l'industrie américaine (567 millions de dollars, soit 2,38 milliards de francs environ), les négociations internationales, signes d'une intense « guerre commerciale », se développent « tous azimuts » entre les principaux groupes mondiaux. Ainsi, après Toyota, un second groupe japonais, Nissan (marque Datsun), étudierait actuellement la possibilité de prendre une participation dans le capital de la Seab, le groupe espagnol dont l'Etat, l'intermédiaire de l'Institut national de l'industrie) est le principal actionnaire. Les groupes Peugeot et Renault négocient de leur côté avec le gouvernement indien en vue d'un important accord de coopération qui pourrait, s'il aboutissait, donner à l'un ou à l'autre des bases d'expansion en Asie.

Le ministre indien de l'Industrie, M. Chandra, qui a rencontré la semaine dernière à Paris les dirigeants des deux groupes français, a précisé les projets de son gouvernement. La coopération envisagée, qui passerait par une association avec le groupe indien nationalisé Maruti, concerne trois domaines : les automobiles particulières, où une production de cent mille voitures par an est envisagée (l'essentiel étant destiné à l'exportation), les camions et les cars et autobus. Les négociations n'en sont encore qu'au stade préliminaire, un certain nombre de problèmes restant à régler.

Enfin, British Leyland, le groupe britannique nationalisé, vient de soumettre au gouvernement une demande d'aide financière dont le montant s'élèverait, selon l'A.F.P., à 300 millions de livres (3,18 milliards de francs environ). Cette aide, qui s'ajouterait aux sommes déjà versées par l'Etat, dépasserait 1 milliard de livres environ, serait nécessaire au constructeur pour financer ses investissements en 1981.

de se retrouver, dès 1982, majoritaires face au C.N.P.F. dans les organismes consulaires afin d'imposer « le contre-pouvoir attendu de l'opinion publique ».

En attendant, ils se sont fait les dents sur la fiscalité autour de trois tables rondes. La première était consacrée à « la contrainte des impôts directs, impôts indirects » et les délégués se sont prononcés contre l'impôt direct « économiquement aveugle », et pour l'impôt indirect, et singulièrement la T.V.A., arme offensive des exportateurs, arme défensive contre l'importation. La seconde avait pour thème : « Economie, prélèvement et fiscalité » ; on y a dénoncé la lourdeur de l'administration, l'incertitude de l'Etat, la prudence compréhensible des politiques bancaires, mais on a plus parlé d'objectifs que de moyens.

Enfin « la fiscalité dans l'entreprise » faisait l'objet du troisième débat : non aux avances consenties au Trésor par le biais de la T.V.A., réglée lors de la facturation, alors que les créances sont encaissées deux mois plus tard ; non aux systèmes qui reviennent à autoriser l'Etat à faire des répartitions budgétaires aux entreprises alors qu'il lui incombe seulement en fait « d'assurer les conditions générales de leur développement ». La question sociale n'a été qu'évoquée. Un terrain difficile sur lequel l'accord s'est seulement dégagé pour affirmer que « la fiscalité et les charges tuent l'entreprise, tuent l'emploi et accablent l'infatigable et s'engagent à diffuser largement un document rédigé dans ce sens.

CLAUDE-HENRY GAY.

● Un prêt de 10 millions de francs français a été accordé par la Banque européenne d'investissement à la société ArianeSpace, chargée de la promotion et de la commercialisation du lanceur lourd européen Ariane. Il est consenti pour une durée de dix ans au taux de 14,5 %. Ce prêt à long terme ainsi que d'autres déjà accordés ou en cours d'attribution, devraient servir à financer le coût d'un lanceur de rechange. La société ArianeSpace, qui doit procéder à des lancements commerciaux de satellites à partir de 1983, s'est, en effet, engagée à tenir constamment à la disposition de sa clientèle une fusée de rechange pour relancer rapidement un satellite en cas d'échec d'une mission (défaillance du satellite ou du lanceur).

● Mme Simone Cino del Duca, ancienne propriétaire unique du groupe de presse Editions mondiales (Télé-Poche, Modes de Paris, Nous Deux, Intimité) va racheter la participation de la Banexi (banque d'affaires de la B.N.P.) portant ainsi sa part dans le capital d'Editions mondiales de 23 % à 49 %.

Le groupe britannique nationalisé, vient de soumettre au gouvernement une demande d'aide financière dont le montant s'élèverait, selon l'A.F.P., à 300 millions de livres (3,18 milliards de francs environ). Cette aide, qui s'ajouterait aux sommes déjà versées par l'Etat, dépasserait 1 milliard de livres environ, serait nécessaire au constructeur pour financer ses investissements en 1981.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

GENERALI

BILAN CONSOLIDÉ 1979



Le Conseil Général des Assicurazioni Generali s'est réuni sous la présidence de M. Enrico Randone, Président de la Société, pour examiner le bilan du Groupe pour l'exercice 1979, qui se présente comme suit :

ACTIF (en millions de Dollars US)	1979	1978
Immobilisations et propriétés agricoles	1.979.315	1.710.289
Titres à revenu fixe	3.918.640	3.155.556
Actions et titres de participations	457.264	396.091
Prêts	396.925	341.194
Dépôts auprès des Compagnies d'assurances	212.114	168.807
Dépôts en Banques	522.306	528.341
Débiteurs divers et autres actifs	1.067.363	801.544
	8.554.027	7.101.822

PASSIF (en millions de Dollars US)	1979	1978
Actif net	521.796	443.813
Provisions techniques	6.794.341	5.644.234
Dépôts des assurés	365.137	318.778
Autres passifs	810.767	651.691
Bénéfice de l'exercice	61.936	43.306
	8.554.027	7.101.822

- Le bilan consolidé des résultats de 34 compagnies d'assurances opérant dans 35 marchés, 4 sociétés Europ Assistance, 12 sociétés Banexi, 10 sociétés immobilières et 3 sociétés agricoles dans lesquelles les Generali détiennent directement ou indirectement une participation supérieure à 50 %.
- Le montant total des investissements s'élève à Dollars US 7.456,7 millions (+ 18,8 % par rapport à 1978) répartis comme suit :
- L'actif net s'élève à Dollars US 521,8 millions, dont 62,3 % pour la part de Groupe Generali.
- L'exercice s'est clôturé avec un bénéfice de Dollars US 62,0 millions (+ 43,1 %).
- Le volume brut des primes atteint Dollars US 3.518,4 millions (+ 14,1 %) répartis comme suit :

	1979	1978
Primes brutes	3.518.400	3.080.000
Primes nettes	3.080.000	2.710.000
Primes nettes par branche		
Assurances vie	1.979.315	1.710.289
Assurances dommages	1.539.085	1.370.000
Assurances agricoles	100.000	100.000

- Les provisions techniques s'élèvent à Dollars US 6.794,3 millions (+ 20,3 %).
- Le produit des placements atteint Dollars US 567,2 millions (+ 20,0 %).
- Le bilan consolidé des résultats de 34 compagnies d'assurances opérant dans 35 marchés, 4 sociétés Europ Assistance, 12 sociétés Banexi, 10 sociétés immobilières et 3 sociétés agricoles dans lesquelles les Generali détiennent directement ou indirectement une participation supérieure à 50 %.

Président d'Honneur des Generali est M. Cesare Manzoni. Le Conseil d'Administration de la Compagnie est composé comme suit :

Président : Enrico Randone.

Vice-Présidents : Camillo De Benedetti, Mario Luzzatto, André Rom / Administrateurs : Délégués Eugenio Coppola di Comano, Alfonso Desiato, Administrateurs Alberto Baldesoni, Raffaele de Bonfield-Tripovich, Antonio Benigni, Francesco Cagnan, Emilio Dini, Fritz Hummel, Franco Monzoni, Roberto Nicolli, Egidio Ortona, Rinaldo Orsola, Marcantonio Pizzelli, Fabio Padon, Emanuele Regemni Janni.

GENERALI

Les Assicurazioni Generali, une des plus importantes sociétés d'assurances européennes, viennent de présenter au conseil général le bilan consolidé du groupe pour l'exercice 1979, qui a été illustré par M. Enrico Randone, président de la compagnie. Etait également présent à la réunion le sénateur à vie Cesare Manzoni, président d'honneur de la société, qui a adressé un salut mondial aux conseillers, en se réjouissant vivement pour les résultats obtenus par le groupe.

Le bilan consolidé du groupe Generali comprend trente-quatre compagnies d'assurances opérant sur trente-cinq marchés, quatre sociétés Europ Assistance, douze sociétés financières, dix sociétés immobilières et trois sociétés agricoles.

Les aspects marquants du bilan consolidé (après l'annulation de toutes les positions ayant un caractère de contrepartie) parmi les sociétés du groupe peuvent être ainsi synthétisés :

- Primes brutes 3.518,4 milliards de francs (+ 14,8 % par rapport à 1978).
- Primes nettes 3.080,0 milliards de francs (+ 15,1 %).
- Placements 6.794,3 milliards de francs (+ 20,3 %).
- Revenu des placements 488 milliards de francs (+ 18,3 %).
- Capitaux propres et réserves 418,5 milliards de francs (+ 13,9 %).
- Bénéfice de l'exercice 61,9 milliards de francs (+ 38,7 %).

La société mène une politique d'investissement prudente et équilibrée. Les primes proviennent pour 71,7 % des pays de la C.E.E. (Italie 37,6 %), pour 24,1 % des autres pays européens, pour 4,2 % des pays extra-européens. La branche vie a encaissé 1.979,3 milliards de francs, soit 24,4 % du montant global des primes encaissées avec un taux d'accroissement de 12,3 %. Les branches I.A.R.D. ont encaissé 1.539,0 milliards de francs (+ 15,4 %).

En ce qui concerne les placements (globalement, 6.794 milliards de francs), 52,3 % est représenté par titres à revenu fixe, 26,4 % par immeubles et domaines agricoles, 21,3 % est réparti d'une façon homogène entre actions, participations, dépôts bancaires et autres formes d'emploi (en particulier, les actions françaises).

Le bénéfice du bilan consolidé s'élève à 48,8 milliards de francs dont 13,8 milliards de la branche vie et 35 milliards des branches I.A.R.D. Au groupe de banques italiennes, le président M. de M. J. Nicolli, président du Banco di Napoli, et de M. J. Nicolli, une personnalité de tout premier plan de la finance internationale.

M. Nicolli a analysé les problèmes liés à l'expansion de l'activité bancaire internationale. Durant les six dernières années, celle-ci a enregistré une progression de 300 à 1.000 milliards de dollars due aux prêts à l'étranger — surtout sous forme de financements aux pays en voie de développement, donnant ainsi une importante contribution au soutien de la demande mondiale ; elle doit en ce moment faire face à des risques majeurs, de nature politique et de liquidité. Après s'être entretenu sur les mesures de protection au niveau politique et gouvernemental et sur celles déjà existantes au niveau bancaire, M. Nicolli a consacré une attention particulière au projet — déjà présenté en Allemagne — de la création d'un « réseau de sauvegarde » qui pourrait s'appuyer sur le Fonds monétaire international, sur la Banque des règlements internationaux de Bâle, ainsi que sur les principaux instituts de crédit opérant sur l'ensemble du monde, avec la tâche de faire face aux difficultés transitoires de liquidité, et en faisant éventuellement aux banques le risque final des prêts.

M. Manzoni s'est penché à son tour sur les thèmes spécifiques de l'activité mondiale du groupe, mis en évidence dans le bilan consolidé. Il a souligné les particularités qualitatives de ses activités, qui doivent posséder les assurances en tant qu'investisseurs institutionnels afin d'être en mesure de faire face à leurs engagements vis-à-vis des assurés et surtout afin de compenser — au moyen des résultats financiers — les résultats constatés défavorables de la gestion industrielle. Sécurité des placements, haute rentabilité, prompt disponibilité, rigueur de l'information, ce sont des qualités difficiles à concilier, même à cause de la diversité des lois dans les territoires où opère un groupe multinational ; elles trouvent cependant leur équilibre dans le bilan consolidé. M. Manzoni a conclu en souhaitant que le titre de Generali soit coté au plus tôt dans les principales bourses internationales.

Le conseil d'administration de Generali a approuvé à son tour le rapport sur les résultats des six premiers mois de 1980. La société mène une politique d'investissement prudente et équilibrée. Les primes proviennent pour 71,7 % des pays de la C.E.E. (Italie 37,6 %), pour 24,1 % des autres pays européens, pour 4,2 % des pays extra-européens. La branche vie a encaissé 1.979,3 milliards de francs, soit 24,4 % du montant global des primes encaissées avec un taux d'accroissement de 12,3 %.

Le rapport du conseil d'administration conclut que, face à une tendance industrielle moins favorable que celle de l'exercice précédent, l'accroissement des revenus patrimoniaux et la réalisation de bonnes plus-values permettent de formuler des perspectives satisfaisantes en ce qui concerne les résultats financiers de l'exercice en cours.

bancaire internationale. Durant les six dernières années, celle-ci a enregistré une progression de 300 à 1.000 milliards de dollars due aux prêts à l'étranger — surtout sous forme de financements aux pays en voie de développement, donnant ainsi une importante contribution au soutien de la demande mondiale ; elle doit en ce moment faire face à des risques majeurs, de nature politique et de liquidité. Après s'être entretenu sur les mesures de protection au niveau politique et gouvernemental et sur celles déjà existantes au niveau bancaire, M. Nicolli a consacré une attention particulière au projet — déjà présenté en Allemagne — de la création d'un « réseau de sauvegarde » qui pourrait s'appuyer sur le Fonds monétaire international, sur la Banque des règlements internationaux de Bâle, ainsi que sur les principaux instituts de crédit opérant sur l'ensemble du monde, avec la tâche de faire face aux difficultés transitoires de liquidité, et en faisant éventuellement aux banques le risque final des prêts.

M. Manzoni s'est penché à son tour sur les thèmes spécifiques de l'activité mondiale du groupe, mis en évidence dans le bilan consolidé. Il a souligné les particularités qualitatives de ses activités, qui doivent posséder les assurances en tant qu'investisseurs institutionnels afin d'être en mesure de faire face à leurs engagements vis-à-vis des assurés et surtout afin de compenser — au moyen des résultats financiers — les résultats constatés défavorables de la gestion industrielle. Sécurité des placements, haute rentabilité, prompt disponibilité, rigueur de l'information, ce sont des qualités difficiles à concilier, même à cause de la diversité des lois dans les territoires où opère un groupe multinational ; elles trouvent cependant leur équilibre dans le bilan consolidé. M. Manzoni a conclu en souhaitant que le titre de Generali soit coté au plus tôt dans les principales bourses internationales.

Le conseil d'administration de Generali a approuvé à son tour le rapport sur les résultats des six premiers mois de 1980. La société mène une politique d'investissement prudente et équilibrée. Les primes proviennent pour 71,7 % des pays de la C.E.E. (Italie 37,6 %), pour 24,1 % des autres pays européens, pour 4,2 % des pays extra-européens. La branche vie a encaissé 1.979,3 milliards de francs, soit 24,4 % du montant global des primes encaissées avec un taux d'accroissement de 12,3 %.

Le rapport du conseil d'administration conclut que, face à une tendance industrielle moins favorable que celle de l'exercice précédent, l'accroissement des revenus patrimoniaux et la réalisation de bonnes plus-values permettent de formuler des perspectives satisfaisantes en ce qui concerne les résultats financiers de l'exercice en cours.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CFAO

Dans une lettre adressée aux actionnaires de la Compagnie, le 27 octobre 1980, le président a notamment indiqué la situation financière de la Compagnie, les résultats de l'exercice 1980, font ressortir un bénéfice net de 22,6 millions de francs, en progression de 12,49 % sur celui de la période correspondante de 1979. Au niveau du groupe la situation consolidée établie à la même date se compare comme suit, en millions de francs, avec celle que nous vous avions présentée au 30 juin 1979 :

	30 juin 1980	30 juin 1979
— Chiffre d'affaires	3.653 F	3.321 F
— Bénéfices nets Part du groupe	72,6 F	71,5 F
— Part des tiers	10,6 F	10,9 F
	83,2 F	82,4 F
— Situation nette du groupe	1.290 F	1.211 F
— Intérêts hors groupe	169 F	171 F
	1.459 F	1.382 F

Il convient de rappeler que le résultat consolidé au 30 juin 1979 comprenait une plus-value exceptionnelle de 14 millions de francs au titre de la société SOCOM. Compte tenu de cette plus-value, le bénéfice net au 30 juin 1980 marque donc une progression de 21,8 %.

Les perspectives favorables que j'avais laissées entrevoir au mois de juin dernier, lors de notre assemblée générale ordinaire, se confirmant, et il est permis de penser que cette avance sera maintenue jusqu'à la fin de l'exercice.

C.N.C.A.

Le conseil a décidé de l'utilisation d'une somme de 900 millions de francs, correspondant aux excédents des années 1975 et 1976.

300 millions de francs seront affectés aux fonds propres du Crédit agricole ; 600 millions seront consacrés à des actions économiques en faveur de l'agriculture et des agriculteurs.

La C.N.C.A. financera des programmes d'investissements en faveur de l'hydraulique, du remembrement et de la valorisation de forêts, à hauteur de 300 millions de francs.

Elle apportera un concours de 50 millions de francs au fonds de promotion des produits agricoles et alimentaires et consacrera 20 millions à des actions intéressant l'innovation, la recherche et la formation.

Une action décentralisée sera conduite par les caisses régionales au moyen de fonds mis à la disposition par la Caisse nationale à hauteur de 230 millions de francs. A ce titre, les caisses régionales pourront alléger les charges de remboursement de ceux de leurs sociétés qui rencontrent des difficultés.

SICAV DU CRÉDIT AGRICOLE

SITUATION du 30 septembre 1980

	SEPARNE-UNIS Diversification	UNI-FONCLES Sect. immobilier	UNIRENTES Obligations	UNIFRANCE Valeurs françaises
Valeur liquidative (F)	459,49	445,08	1.167,65	1.171,48
Actif net (M.F.)	764,3	289,7	380,9	1.385,9
Répartition de l'actif net en %				
— actions françaises	23,7	53,9	—	62,0
— obligations françaises	34,0	31,0	74,7	26,9
— valeurs étrangères	34,1	2,9	17,1	2,3
— liquidités et divers	8,3	13,5	8,3	8,3
Dividende mis en paiement le 30 avril 1980 (compré l'impôt déjà payé au Trésor)	19,39	28,39	90,95	9,39

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

CRÉDITS EN FAVEUR DU BRÉSIL

Le 24 octobre ont été signés, en présence de Son Excellence l'ambassadeur du Brésil en France, M. de M. Delfin Netto, ministre du plan de la République fédérale du Brésil, un ensemble de financements dirigés par un groupe de banques internationales conduites par la Société Générale. Ces financements, qui comprennent un crédit privé garanti de 250 millions de dollars U.S. et deux crédits financiers de 100 millions de dollars U.S. chacun, sont destinés à la construction, pour la Companhia Energetica de São Paulo (C.E.S.P.), de la centrale hydro-

OBLISEM

Le conseil d'administration, réuni le 27 octobre 1980 sous la présidence de M. Gilles Bado de la Perrière, a approuvé les comptes de son deuxième exercice clos le 30 septembre 1980.

Il sera proposé à la prochaine assemblée générale des actionnaires la mise en distribution d'un dividende net de 10,80 F, assorti d'un impôt déjà payé au Trésor de 1,07 F, soit un dividende de 11,87 F net d'impôt.

Le 30 septembre 1980, avec un nombre de 3.925.545 actions en circulation, le montant de l'actif net s'élevait à 506,72 millions de francs et la valeur liquidative à 128,75 F.

IC Industries

Niveau record du chiffre d'affaires et du bénéfice, non seulement pour le troisième trimestre, mais aussi pour les neuf premiers mois de l'exercice.

Résultats du troisième trimestre

Le bénéfice net des activités pour l'exercice s'élève à 20,4 millions de dollars, soit une augmentation de 18 % par rapport à 1979. Le bénéfice par action ordinaire avant distribution pour les activités poutines ressort à 1,52 dollar, soit une hausse de 21 % par rapport au montant ajusté de 1,23 dollar l'année précédente.

Résultats des neuf premiers mois

Le bénéfice net des activités pour l'exercice s'élève à 75,3 millions de dollars, soit 1,62 dollars par action ordinaire, en hausse de 33 % par rapport au montant ajusté de 2,75 dollars l'année précédente.

Le chiffre d'affaires a progressé de 13 % pour atteindre 3,02 milliards de dollars.

LES

PARIS

OCTOBRE

Fermé

	1980	1979
Ind. 100	100	100
Ind. 200	100	100
Ind. 300	100	100
Ind. 400	100	100
Ind. 500	100	100
Ind. 600	100	100
Ind. 700	100	100
Ind. 800	100	100
Ind. 900	100	100
Ind. 1000	100	100
Ind. 1100	100	100
Ind. 1200	100	100
Ind. 1300	100	100
Ind. 1400	100	100
Ind. 1500	100	100
Ind. 1600	100	100
Ind. 1700	100	100
Ind. 1800	100	100
Ind. 1900	100	100
Ind. 2000	100	100
Ind. 2100	100	100
Ind. 2200	100	100
Ind. 2300	100	100
Ind. 2400	100	100
Ind. 2500	100	100
Ind. 2600	100	100
Ind. 2700	100	100
Ind. 2800	100	100
Ind. 2900	100	100
Ind. 3000	100	100
Ind. 3100	100	100
Ind. 3200	100	100
Ind. 3300	100	100
Ind. 3400	100	100
Ind. 3500	100	100
Ind. 3600	100	100
Ind. 3700	100	100
Ind. 3800	100	100
Ind. 3900	100	100
Ind. 4000	100	100
Ind. 4100	100	100
Ind. 4200	100	100
Ind. 4300	100	100
Ind. 4400	100	100
Ind. 4500	100	100
Ind. 4600	100	100
Ind. 4700	100	100
Ind. 4800	100	100
Ind. 4900	100	100
Ind. 5000	100	100
Ind. 5100	100	100
Ind. 5200	100	100
Ind. 5300	100	100
Ind. 5400	100	100
Ind. 5500	100	100
Ind. 5600	100	100
Ind. 5700	100	100
Ind. 5800	100	100
Ind. 5900	100	100
Ind. 6000	100	100
Ind. 6100	100	100
Ind. 6200	100	100
Ind. 6300	100	100
Ind. 6400	100	100
Ind. 6500	100	100
Ind. 6600	100	100
Ind. 6700	100	100
Ind. 6800	100	100
Ind. 6900	100	100
Ind. 7000	100	100
Ind. 7100	100	100
Ind. 7200	100	100
Ind. 7300	100	100
Ind. 7400	100	100
Ind. 7500	100	100
Ind. 7600	100	100
Ind. 7700	100	100
Ind. 7800	100	100
Ind. 7900	100	100
Ind. 8000	100	100
Ind. 8100	100	100
Ind. 8200	100	100
Ind. 8300	100	100
Ind. 8400	100	100
Ind. 8500	100	100
Ind. 8600	100	100
Ind. 8700	100	100
Ind. 8800	100	100
Ind. 8900	100	100
Ind. 9000	100	100
Ind. 9100	100	100
Ind. 9200	100	100
Ind. 9300	100	100
Ind. 9400	100	100
Ind. 9500	100	100
Ind. 9600	100	100
Ind. 9700	100	100
Ind. 9800	100	100
Ind. 9900	100	100

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS
28 OCTOBRE

Fermeté

Bon début pour le nouveau mois boursier : l'incitateur de tendance ternit à 0,50 %.

Les entrées du palais d'Orléans ont toujours très sévèrement filtrées, ce qui provoque le dégoût des investisseurs les moins instructeurs particuliers habitués à passer directement leurs ordres en bourse. Ceux-ci font d'ailleurs circuler l'information suivant au respect de la liberté d'accès au marché.

Les professionnels présents aujourd'hui sur les corbeilles n'ont pas toujours inquiets devant les hausses d'un « Le marché s'habitue à l'air », dit une réaction, « contient l'un d'entre eux. Ils n'ont pas non plus été influencés par la baisse de Wall Street. Les Sicar restent satisfaits, cependant les principaux acheteurs.

Parmi les hausses les plus sensibles, on remarque que Chiquette S.C.R.E.G. (+ 4,7 %), Saupeville (+ 4,7 %), Guyenne Gascogne (+ 4,7 %), S.C. (+ 8,3 %), etc. plus haut de l'année P.M. Labinal (+ 3,6 %), Darty (+ 3,7 %), Ollida (+ 2,5 %), Achrom (+ 2,5 %), etc. trois autres titres sortant au nouveau cours record.

Les écarts les plus sensibles à la baisse sont enregistrés sur Kiebo-Borck (— 6,6 %), à pied-plas, U.F.E. (— 5,7 %), Néa-Narda, Dunlop (+ 3,1 %), Guyenne Gascogne Borel (— 3,1 %), Le Jehnin (— 2,5 %), Machines Bull (— 2,5 %), Rhône - Poulenc (— 2,5 %), Bis (— 1,9 %).

Mais, tout le titre a été divisé par quatre, gagnant 100 %.

Sur le marché des mines d'or se distinguent East Rand gagnant 6,3 %, Buff Gold 5,4 %, Free State 3,7 %, Randfontein 3,7 %.

Sur le marché de Londres, le métal jaune recule à nouveau de 10 pence pour 100 à 537 pence.

A Paris, en revanche, le lingot gagne 480 francs à 69 430 francs. Le napoleon reste stable. Les emprunts indécis progressent légèrement.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

B.S.N.-CERVAIS-DANONE. Au 30 juin 1960, le bénéfice net consolidé après impôts s'élève à 198 millions de francs (contre 181 millions, contre 174 millions en 1959). Le compte de la plus-value démontre que des activités commerciales allemandes ont procuré une additionnelle de 20 millions. La contribution de la branche alimentaire a un peu diminué : 181 millions (contre 184 millions l'an dernier). Celle de l'emballerie, en contre 21 millions, a progressé de 15 millions. Il a vu sa part se réduire (de 12 à 10 millions) celle du matériel. Au titre de l'exercice en cours, il va être distribué un acompte sur dividendes de 15 F par action.

CARTE GARGE. Les résultats consolidés semestriels de la société pour les six mois de francs, en hausse de 21 % sur ceux de l'exercice précédent, sont extraordinaires. Une assemblée générale d'autoriser les responsables de la direction à faire appel au marché financier.

MICHELIN. — La société Michelin, qui réalise ses bénéfices nets de 10 millions de marks au taux de 8,75 %, d'une durée de sept ans et au prix de 120 francs par action.

MAITREL. — Le bénéfice d'exploitation de l'exercice 1959-1960 marque un record.

POCLAIN. — Notre établissement donne résultats à pour le premier semestre de 1960, la compagnie a réalisé 34,5 millions de francs (contre 30,5 millions). Malgré une conjoncture difficile, Poclain continue à exécuter les commandes de la société se maintenant à un niveau satisfaisant.

DUPLOU. — Pour l'exercice 1960, la situation provisoire indique une perte nette de 197 millions de francs, après 19,9 millions de francs de déduction aux amortissements.

SAINT-GERMAIN. — Le résultat semestriel s'élève, après amortissements et provisions, à 20,4 millions de francs (contre 19,5 millions).

BEGUIN-SAY. — Le résultat d'exploitation avant amortissements et provisions est de 197 millions de francs, contre 190,5 millions (contre 192,5 millions).

LEONIE. — Le bénéfice net semestriel se monte à 16,3 millions de francs (contre 8,8 millions) après 16,3 millions de francs de déduction des amortissements et 16,1 millions de francs d'impôts sur les sociétés.

NEW-YORK

[illegible]

VALUES		COURS	COU
		26-10	27
.ca	53		68
.T.	58	7 1/2	50
.T.	35	1 1/2	34
Secur Nat Can Bank	41	1 1/2	49
Soc Pont de Nemours	41	3 1/4	47
Western Kodak	58	1	58
	26	7 1/2	77
rd	75	1 1/2	25
Power Electric	52	1 1/2	52
General Foods	78	1 1/2	78
Western Union	50	-	48
andyear	17	1 1/4	17
M.M.	86	5 1/2	86
T.T.	70	1 1/2	70
.T.	30	1 1/4	29
Oil Co.	81	-	79
izer	42	1 1/2	42
Bismberger	108	1 1/2	108
	32	1 1/2	38
A.I. Inc.	26	3 1/2	16
	40	7 1/2	40
tion Carbide	22	3 1/2	22

[illegible][illegible][illegible][illegible]

1

BOURSE DE PARIS - 28 OCTOBRE - COMPTANT

[illegible]

MARCHÉ A TERM

[illegible]

Classe	Partants	Premier cours	Deuxième cours	Compl. premier cours	Compl. 2e cours	VALEURS	Précédent
1	207	307				Tal Elec.	104
2	88	50	48 50	47 70	104	Allegre (100 fr.)	164
3	29	24 40	34 85	34 88	240	Thomson-Br.	100
4	58	58 40	29 50	29 55	365	... (100 fr.)	282
5	68	42	42	42	176	U.C.S.	100
6	81	121 30	121	120 10	181	U. R. Spagn.	175
7	59	120 10	118 10	118 10	181	... (100 fr.)	175
8	59	120 10	118 10	118 10	181	Union	175
9	18	91 90	91	90 88	105	... (100 fr.)	105
10	18	91 90	91	90 88	105	... (100 fr.)	105
11	228	300	285 50	285 50	300	... (100 fr.)	300
12	18	228	228	227 70	90	Vallat	90
13	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
14	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
15	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
16	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
17	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
18	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
19	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
20	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
21	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
22	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
23	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
24	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
25	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
26	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
27	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
28	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
29	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
30	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
31	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
32	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
33	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
34	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
35	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
36	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
37	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
38	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
39	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
40	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
41	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
42	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
43	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
44	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
45	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
46	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
47	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
48	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
49	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
50	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
51	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
52	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
53	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
54	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
55	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
56	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
57	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
58	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
59	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
60	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
61	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
62	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
63	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
64	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
65	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
66	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
67	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
68	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
69	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
70	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
71	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
72	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
73	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
74	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
75	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
76	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
77	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
78	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
79	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
80	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
81	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
82	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
83	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
84	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
85	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
86	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
87	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
88	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
89	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
90	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
91	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
92	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
93	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
94	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
95	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
96	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
97	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
98	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
99	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
100	18	185	185	185 30	90	Vilma	90

Classe	Partants	Premier cours	Deuxième cours	Compl. premier cours	Compl. 2e cours	VALEURS	Précédent
1	207	307				Tal Elec.	104
2	88	50	48 50	47 70	104	Allegre (100 fr.)	164
3	29	24 40	34 85	34 88	240	Thomson-Br.	100
4	58	58 40	29 50	29 55	365	... (100 fr.)	282
5	68	42	42	42	176	U.C.S.	100
6	81	121 30	121	120 10	181	U. R. Spagn.	175
7	59	120 10	118 10	118 10	181	... (100 fr.)	175
8	59	120 10	118 10	118 10	181	Union	175
9	18	91 90	91	90 88	105	... (100 fr.)	105
10	18	91 90	91	90 88	105	... (100 fr.)	105
11	228	300	285 50	285 50	300	... (100 fr.)	300
12	18	228	228	227 70	90	Vallat	90
13	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
14	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
15	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
16	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
17	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
18	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
19	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
20	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
21	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
22	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
23	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
24	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
25	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
26	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
27	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
28	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
29	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
30	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
31	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
32	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
33	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
34	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
35	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
36	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
37	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
38	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
39	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
40	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
41	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
42	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
43	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
44	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
45	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
46	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
47	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
48	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
49	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
50	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
51	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
52	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
53	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
54	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
55	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
56	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
57	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
58	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
59	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
60	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
61	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
62	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
63	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
64	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
65	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
66	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
67	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
68	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
69	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
70	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
71	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
72	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
73	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
74	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
75	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
76	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
77	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
78	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
79	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
80	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
81	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
82	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
83	18	185	185	185 30	90	Vilma	90
84	18	185	185	185			

[illegible]

	Dernier cours	Compt. premier cours
118 15	118	118 2 1/2
226 5	226 50	226 50
116 16	116	116 2 1/2
91 98	91 98	91 98
135 65	135 40	132 1/2
8 15	8 15	8 15
241 3	240 3	240 3
35 38	35 38	35 18
92	92	92 30
88	88	88 30
257 88	257 88	253 30
125 79	126 79	127 30
328	329	328
238 50	239 50	238 50
282 340	281 340	284 50
910	910	910
143	143	143
187 48	187 45	188
35 20	35 20	35 20
302 48	3 2 4/2	385
632	675	581
467	467	474 1/2
432	430	435 1/2
49 38	49 38	49
263 1/2	262	268 1/2
478	477 1/2	478
48 38	48 38	48 35
635	62	631
820	82	81
281 10	281 10	281 10
141	181	98
217 57	217 58	218 50
474	470	468
324 50	324 50	330 1/2
498	498	495
275	275	277
4 1/2	4 1/2	4 1/2

ENT
chb

BRE DEL'OR

ES	COURS arr.	COURS 26 1/2
W.	39840	39890
...	39840	39837
7 J.	785 50	783 50
1 J.	456	455
...	641	640 92
...	618 10	620
...	782	779
...	2122	2120 48
...	1598	1598
...	...	947 50
...	3725	3718
...	638 20	636

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. PLAN : « Repenser sans renoncer », par Pierre Massé ; « Un texte politique », par Antoine Laurent ; « Autres temps », par François Simon.

ÉTRANGER

3. Le conflit entre l'Irak et l'Iran.
4. ASIE : M. Suzuki veut renforcer le potentiel de défense nippon.
5. DIPLOMATIE : Les élections américaines : « Un bilan des États-Unis » (II), par Nicole Bernheim.
6-7. EUROPE : POLOGNE : l'insertion du pouvoir exerce les syndicats, et la confrontation semble inévitable.
8. PORTUGAL : l'attitude envers la candidature du général Spínola à la présidence divise gravement le parti socialiste.

POLITIQUE

9. La préparation de l'élection présidentielle.
10. Les travaux de l'Assemblée nationale.

SOCIÉTÉ

10. DÉFENSE : l'exposition des armements navals au Bourget.
11. L'intervention de la police à Radio-Quinquante : Aubry, après le passage des « casseurs ».
12. JUSTICE : la peine de mort requise contre Philippe Maurice : la guerre sainte de M. Dorvil-Carter.
13. RELIGION.
16. SPORTS.

LE MONDE DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES

13. Anniversaire : Alfred Wegener, prophète de la dérive des continents.
14. POINT DE VUE : « A quel sert la Fondation européenne de la science ? », par Robert Curien.
15. ACTUALITÉ MÉDICALE : deux congrès de psychiatrie ; sortir du ghetto asilaire ; refuser les contrôles excessifs.

CULTURE

17. VARIÉTÉS : Sacy Perere au Théâtre de la Ville.
— THÉÂTRE : la Maison de théâtre, de Leo Sica.
— CINÉMA.

DIX ANS POUR SAUVER LE MASSIF CENTRAL

— DIX ANS POUR SAUVER LE MASSIF CENTRAL.
33. La grande colère des éleveurs de moutons du Limousin.
34. Montbrison (Loire), centre historique et forum d'aujourd'hui.
35. Le jugement des deux présidents de région.

ÉQUIPEMENT

36. A Paris, un immeuble sur onze appartient à la Ville.

ÉCONOMIE

37. La C.F.D.T. fait le bilan de sa politique de « résyndicalisation ».
38. PROSPECTIVE : gare à la technologie, à propos du Défi mondial de Jean-Jacques Servan-Schreiber.
39. Marché commun.
40. Affaires.

RADIO-TELEVISION (20) INFORMATIONS SERVICES - (10)

Mode ; Météorologie ; Mots croisés ; « Journal officiel ».
Annonces classées (21 à 32) ; Carnet (33) ; Programmes sportifs (18 à 20) ; Bourses (41).

Le numéro du « Monde » daté 28 octobre 1980 a été tiré à 595 033 exemplaires.

38, RUE VANEAU (7°)
En souscription - Prix ferme
DU ST. AU 4P.
Sur place de 11 h. à 19 h.
550-21-26 - 743-96-96
NEVEU et Cie

A B C D E F G

APRÈS L'APPEL DE M. MITTERRAND M. Rocard justifie sa propre démarche

Après l'appel aux militants lancé le dimanche 26 octobre par M. François Mitterrand, la question est désormais de savoir ce que fera M. Michel Rocard. L'objectif du premier secrétaire du P.S. est de maintenir le débat au fond, un « règlement de comptes », si l'on en croit « l'Humanité ».

Nul doute que M. Rocard fasse désormais l'objet de pressions contraires : les uns lui conseillent de se retirer le 8 novembre si M. Mitterrand est ce jour-là officiellement candidat ; M. Pierre Mauroy semble être de ceux-là lorsqu'il déclare à TF1 : « Si François Mitterrand est candidat, il sera le candidat de la gauche des socialistes ». Les autres lui conseillent d'aller jusqu'au bout du « duel » souhaité par les amis du premier secrétaire.

Pour l'instant, les amis du député des Yvelines se contentent d'attendre et de se

défendre, sur le terrain de la procédure, en publiant l'échange de lettres entre le premier secrétaire de la fédération des Yvelines et M. Rocard.

Mis en présence d'appels favorables à M. Mitterrand émanant de commissions exécutives fédérales, ils entendent mettre l'accent sur leur propre conception de la démocratie interne opposée à la politique des « pressions amicales » qui rappelle trop la IV^e République, selon l'expression du maire de Conflans-Sainte-Honorine.

La lettre de M. Rocard, que nous publions ci-dessous, met également l'accent sur les relations entre le parti et le candidat, ce dernier devant être le candidat « des forces du changement ». Par cette publication, les amis du député des Yvelines entendent enfin souligner qu'ils étaient conscients que la candidature de leur chef de file conduirait M. Mitterrand à bouleverser son propre calendrier. — J.-M. C.

18 octobre. M. Michel Rocard écrivait :
« Je me sens en parfait accord avec les deux premières réflexions. Les militants du parti, et sans doute les Français, sont pressés de connaître le candidat socialiste, et en droit d'attendre une détermination ferme, exprimée sans équivoque, dans des conditions telles que la période de dépôt des candidatures n'ajoute pas à l'incertitude actuelle. »

« C'est d'ailleurs l'esprit de notre règlement intérieur qui ne préconise qu'une seule journée pour l'enregistrement des candidatures, à l'occasion d'un comité directeur. »

« Je trouve d'autre part respectable et légitime la décision de notre commission exécutive fédérale d'élargir la consultation à tous les secrétaires de section. »

« En ce qui concerne le troisième point, je comprends et admire que la fédération des Yvelines se soit présentée comme une candidature déclarée et se refuse à jouer le jeu des « pressions amicales » qui rappelle trop la IV^e République. »

« Je suis donc en mesure de l'indiquer aujourd'hui que, dimanche 29 octobre, à 19 h. 15, au jour fixé par le comité directeur, j'exprimerai aux militants des Yvelines, comme à l'ensemble des Français, ma décision de proposer ou non à la présidence de la République. »

Dans sa réponse, datée du 26 octobre, M. Rocard a écrit :
« Les prix du fuel lourd, produit utilisé par l'industrie et les centrales électriques, vont être relevés de 10 % environ au 1^{er} novembre, après une hausse de 10 % en septembre. »

Ce mouvement de prix provient de la tension enregistrée sur les marchés depuis le déclenchement du conflit entre l'Irak et l'Iran (30 à 40 % de hausse). En France, c'est la troisième augmentation pour le fuel lourd depuis le mois de septembre (19 % au 1^{er} octobre et 7 % au 15 octobre).

La hausse du fuel lourd de référence (le N° 3 ordinaire) sera vendue 825 F, soit une hausse de 90 F (10,8 %) par la Compagnie française de raffinage, apprend-on au siège de la société. Les autres raffineries pétrolières devraient suivre la hausse décidée par la C.F.R., qui occupe une position de leader sur le marché français.

FIN DE LA GRÈVE AU METROPOLITAN OPERA

Les musiciens du Metropolitan Opera de New-York ont accepté lundi 27 octobre le nouveau contrat qui leur était proposé, mettant fin à la grève qui avait entraîné l'annulation de la saison 1980-1981 (le Monde du 1^{er} octobre).

Des négociations doivent s'ouvrir avec les représentants des autres catégories de personnel. La direction espère que la saison pourra commencer, avec un peu de retard.

Le Centre des démocrates sociaux a rendu public mardi 28 octobre une proposition dans laquelle il demande d'appliquer une prime annuelle supplémentaire de 3 % ou 4 % sur les livrets A des Caisses d'épargne et les livrets bleus du Crédit municipal. Cette majoration s'appliquerait à la partie de dépôts restée stable pendant une certaine période et jusqu'à un plafond de 10 000 francs par livret, les membres d'une même famille pouvant détenir chacun un livret. Le C.D.S. ajoute : « La présente proposition vise essentiellement les Français dont les faibles économies, traditionnellement placées sur les livrets d'épargne, n'ont pas, du fait de l'inflation, bénéficié d'une rémunération équivalente à celle des autres formes de placement. »

Chômage conjoncturel à Ussor Longway. — Un chômage conjoncturel qui pourrait atteindre trois jours a été annoncé, lundi

QUATRE RESPONSABLES D'ENTREPRISES DE TRAVAUX PUBLICS ÉCROUÉS POUR ESCROQUERIE

(De notre correspondant.)

Tours. — La dénonciation d'un employé licencié a permis la découverte d'une escroquerie sur le chantier de la rocade d'Amboise (Indre-et-Loire) et l'inculpation, samedi 25 octobre, de quatre responsables d'entreprises de travaux publics. Les deux préposés de la région, les sociétés Cocher, Salvain-Brun et la S.C.R.E.G. C'est au moment du pesage des matériaux qu'intervenait la fausseté. Les deux préposés, un balance de la S.T.M.E. (Société tourangeonne de matériaux et engins) majoraient de 10 à 15 % les poids correspondants au contrôle du chargement des camions, ce qui permettait d'augmenter d'autant la facture. La base de la S.T.M.E. fonctionnait normalement, mais le système d'impression automatique des données était déconnecté et les poids relevés étaient inscrits à la main.

Le 13 octobre, le service de répression des fraudes se rendait sur le chantier et constatait l'escroquerie. Les deux employés interrogés par la F.A. permettaient de remonter aux plus importantes de la région, les sociétés Cocher, Salvain-Brun et la S.C.R.E.G. Un quarante-neuf ans, chef d'agence départementale de la société Cocher, dont le siège est à Paris, Henri Massenet, quarante-deux ans, chef d'agence de la Salvain-Brun, et Jean-Pierre Larignon, trente-sept ans, chef de travaux de la S.C.R.E.G. Un quatrième responsable, M. Guy Thourvenin, quarante-six ans, directeur régional de la société Cocher à Tours, aurait fait disparaître dès le 13 octobre toutes les pièces compromettantes à l'exception d'une vingtaine de bons retrouvés au siège de la société Cocher.

Les quatre hommes ont été écroués par M. Jacques Grod, juge d'instruction. Les sommes escroquées sont estimées à 500 000 F.

UN MORT ET UN BLESSÉ DANS UNE FUSILLADE À PARIS

Un malfaiteur a été tué et un policier blessé au cours d'une fusillade qui a éclaté mardi 28 octobre au milieu de l'après-midi, place Victor - Hugo à Paris-16^e. Il s'agit d'un hold-up manqué.

M. GISCARD D'ESTAING A ENVOYÉ UN ÉMISSAIRE À BAGDAD

Un émissaire spécial de M. Giscard d'Estaing, M. Jacques Morizet, a été reçu le lundi 27 octobre par le président Saddam Hussein, auquel il a remis un message du président de la République. L'entretien a duré deux heures. M. Morizet a regagné Paris ce mardi 28 octobre.

Le choix du message indique que le gouvernement français attache à cette communication une importance particulière. M. Morizet représentait, en effet, depuis février dernier, la France à Bagdad et il est insolite que l'on fasse appel à un ambassadeur pour lui confier une mission autre que celle auprès duquel il est accrédité. Mais M. Morizet a été précédemment ambassadeur à Bagdad, de 1975 à 1980.

Selon l'agence irakienne INA, M. Tarek Aziz, vice-premier ministre (qui était venu à Paris s'entretenir avec M. Giscard d'Estaing le 25 septembre, aussitôt après le déclenchement du conflit irako-iranien), M. Hamed, ministre des affaires étrangères et l'ambassadeur de France, M. Rocard, ont assisté à l'entretien de M. Morizet.

MORT DE M. JOHN H. VAN VLECK Prix Nobel de physique

John Hasbrouck Van Vleck, coauteur du prix Nobel de physique 1927, est décédé lundi 27 octobre à Cambridge (Massachusetts). Il était âgé de quatre-vingt ans.

(Né le 13 mars 1898, à Middletown (Connecticut), John H. Van Vleck était considéré comme le père du magnétisme moderne. C'est grâce à ses travaux que l'on a pu comprendre le comportement d'un atome ou d'un ion étranger dans un cristal et que l'on a pu saisir dans le détail le mécanisme de l'effet Jahn-Teller, qui porte sur l'interaction entre les électrons d'une part, les positions et les mouvements des noyaux des atomes, de l'autre. C'est également lui qui, le premier, a attiré l'attention sur le fait que l'interaction entre les mouvements des électrons est capitale pour expliquer l'existence des mouvements magnétiques locaux.)

John H. Van Vleck était diplômé de l'université d'Harvard et docteur honoris causa de nombreuses universités américaines et étrangères, parmi lesquelles Groningue et Paris. De 1927 à 1932, il enseigna la physique à l'université du Minnesota, puis, de 1932 à 1934, la physique théorique à l'université du Wisconsin. Il rejoignit alors l'université d'Harvard, qu'il ne devait plus quitter, pour y donner des cours de physique mathématique. Il était associé étranger à l'Académie des sciences françaises depuis le 11 février 1974.]

LE DOLLAR EN HAUSSE EN EUROPE LE DEUTSCHEMARK AU PLUS BAS À PARIS

Saut à Tokyo, où il a accusé un maxil maxil une baisse, le dollar continue à progresser sur la plupart des places. A Paris, on le cote à 4,5475 F (contre 4,5280 la veille au soir) et, à Francfort, 1,8675 DM (contre 1,8518). La devise allemande est toujours à son « plancher ». Le cours, qui oscille autour de 2,0048 F, est plusieurs fois tombé dans la matinée à son point d'interférence (2,0033 F) au sein du S.M.E. Les autorités françaises vont-elles abaisser le taux d'intérêt afin de diminuer la pression sur le deutschemark.

C'est la question que posent les opérateurs. A Paris, le taux au jour le jour descendait à 14 7/8 contre 11 1/2 à la fin de la semaine dernière. Les taux sur l'eurodollar continuent au contraire de s'élever : 14 5/8 % sur l'échéance à six mois.

Le livre sterling a légèrement régressé : elle était cotée 2,4390 dollars (équivalent à 16,38 F). A Tokyo, le dollar est retombé de 214,50 à 212,75 yens.

L'or se traitait à Londres autour de 330,50 dollars l'once, en baisse par rapport aux cours de la veille.

Calculatrices scientifiques depuis 75 F.

Duriez, premier spécialiste indépendant des constructeurs de calculatrices, propose aux étudiants et lycéens toutes les calculatrices scientifiques, fiables et vraiment performantes dans leurs catégories, à des prix promotionnels :
« Idéal pour étudiants : TI 30 (75 F) : 8 chiffres, mémoire, %, trig, log, exp, hyp, conv., polaire, cart., °/dec, hexa, n.1, stat., extra-plat, autonome 1500 h » Belle machine • Satisf. 8 jrs ou rembt.

chez Duriez

132, Bd St-Germain, Métro Odéon, St-Michel et R.E.R. Luxembourg, T.I.J. 9 à 19 h. sauf dim., lmd.

FORMATION CONTINUE
F2A
Cours d'anglais
A 5 minutes de la gare Saint-Lazare
20 rue de Léningrad
Tél : 293.48.36 +

PAROLE FACILE
COURS
D'EXPRESSION ORALE
HUBERT LE FÉAL
documentation
sans engagement
387 25 00
30, Rue des Dames, Paris 17^{ème}

«Le fourreur le plus jeune de la rue Saint-Honoré»
ALEXANDRE
FOURRURES 376, rue St Honoré Paris (1^{re})

la Règle à Calcul
Initiation à la programmation sur calculateurs Hewlett-Packard.

La Règle à Calcul
Un programme de calcul, une équipe de spécialistes vous offre une méthode de la programmation et vous guide dans votre choix parmi la gamme de calculateurs HP selon l'orientation de vos études ou de votre profession.

De plus la Règle à Calcul vous offre un service après-vente efficace, échange immédiat de toute machine dans le mois de l'achat, tous les accessoires, une librairie spécialisée et surtout la possibilité de vous faire expliquer par des spécialistes certaines astuces de votre machine ou de votre programme.

مكاتبنا في القاهرة